



NUMÉRO SPÉCIAL

Fontenay

JOURNAL MUNICIPAL

LOCALES www.fontenay.fr

A watercolor illustration of a soldier in a trench, wearing a blue uniform and a helmet, looking down. The style is soft and painterly, with visible brushstrokes and a muted color palette of blues, greys, and earthy tones.

1914-1918
100 documents
pour raconter
la guerre

HOMMAGE AUX HÉROS INCONNUS

Ce recueil était très attendu. Il est né d'une demande de nombreux lecteurs du journal municipal *À Fontenay*.

Pendant quatre ans, dans le cadre du centenaire de la guerre de 14-18, les Fontenaysiens se sont passionnés pour la page Histoire du magazine où tous les mois, nous avons souhaité rendre hommage aux héros inconnus de la Grande Guerre. Des femmes et des hommes exceptionnels, emportés dans un conflit qui a bouleversé le monde et précipité l'entrée de l'Europe dans le XX^e siècle.

18,6 millions de victimes... C'est le triste bilan humain de la Première Guerre mondiale. De ces quatre années de combats et de souffrances, il ne reste désormais plus de témoins, puisque le dernier poilu, Lazare Ponticelli nous a quittés en 2008. Mais leurs voix ne se sont pas éteintes, elles subsistent grâce, entre autre, aux documents que beaucoup de Fontenaysiens ont transmis aux Archives municipales.

Au fil des numéros du journal, nous avons ainsi pu découvrir ces soldats « *sacrifiés* » comme ils sont nommés dans *La Chanson de Craonne* mais aussi mieux cerner les conditions de vie au quotidien des habitants pendant ce conflit.

La vivacité de ces récits ainsi dégagée de ce passé tragique éclaire la ville d'aujourd'hui à laquelle nous sommes tant attachés. Nous le devons à la plume de Loïc Damiani, historien, et à ses recherches poursuivies sans relâche.

Manuela Martins,
rédactrice en chef de *À Fontenay*



Fontenay-sous-Bois
une ville à vivre



Supplément de A Fontenay n°190 – Édité par la ville de Fontenay-sous-Bois, service information

40, rue de Rosny 94120 Fontenay-sous-Bois - www.fontenay.fr - n° ISSN : 0998-0903 - **Rédaction :** 01 49 74 74 30.

Courriel : information@fontenay-sous-bois.fr **Directeur de la publication :** Jean-Philippe Gautrais

Directeur de la communication : Thierry Charret **Rédactrice en chef :** Manuela Martins - 76 71 -

Rédacteur : Loïc Damiani **Photographies et archives :** Archives municipales de Fontenay-sous-Bois

Conception - Réalisation : Médiris **Impression :** imprimerie municipale.

Fontenay-sous-Bois et la Première Guerre mondiale



Au début du cycle du Centenaire, en 2014, on ne connaissait pas grande chose de cette période. Plus personne de ce temps n'était en vie. Seuls quelques éléments rappelaient la guerre. Un vitrail et une plaque dans l'église Saint Germain, une statue au cimetière, quelques tombes et une légende à propos de la Madelon sur l'école Jules Ferry.

Les événements nationaux autour des cent ans de ce premier conflit majeur du XX^e siècle ont incité la ville à se pencher sur son passé. Des Fontenaysiens par dizaines ont apporté aux Archives Municipales des documents et objets de cette époque. Plus de 4 000 ont été collectés. Divers et variés ils ont ouvert des fenêtres sur cette plage du passé. Qu'ils concernent des soldats fontenaysiens ou des ancêtres d'habitants actuels originaires d'autres contrées ils sont une mine d'informations précieuses. Ils ont permis de dresser un portrait du temps de plus en plus précis au fil des recherches. L'Histoire est ainsi faite, plus on cherche, plus on peut trouver. On sait désormais que les habitants et habitantes de la ville de Fontenay-sous-Bois ont participé largement durant quatre ans d'une manière ou d'une autre à cette guerre. 3 500 hommes ont été mobilisés. Plus de 621 en sont morts. De nouvelles archives ont été découvertes ici comme dans d'autres lieux. Elles montrent combien 14-18 a été lourde de conséquences dans la vie de tous et toutes.

On sait que la Madelon n'est jamais partie de Fontenay et qu'elle ne fut qu'une habile récupération de propagande municipale après guerre. On sait que les conditions de vie des 16 000 habitant-e-s furent nettement dégradées par le conflit comme dans toute la France. On sait que les conséquences en furent durables et dramatiques sur ceux qui étaient dans les tranchées et leurs familles. La ville de Fontenay-sous-Bois fut profondément marquée par ces quatre années de guerre. Elle a donc désormais une histoire scientifiquement attestée. C'est le principal mérite qu'à eu cet anniversaire. La lecture de ces pages permettra de parcourir aussi ce chemin...

Loïc Damiani, Historien

1914-1918 : le grand massacre

Le conflit de 1914-1918 est resté dans les mémoires comme « la Grande Guerre ». Cette dénomination ravive chez les plus anciens des souvenirs douloureux, ceux de la perte d'êtres chers ou les récits de ces hommes rentrés des tranchées traumatisés souvent dans leur chair, toujours dans leur âme. À cette évocation, des mots, des noms, des lieux, des images et des sons reviennent à l'esprit rapidement : les poilus, Verdun, la Somme et le Chemin-des-Dames, les gueules cassées et le gaz moutarde, la Madelon et la Grosse Bertha, le 3-Août et le 11-Novembre et aussi les monuments aux morts présents jusque dans le plus petit des villages de France...

Une mosaïque mémorielle aux multiples facettes pleine de bruit, de fureur et de larmes, qui s'est construite dans les familles et la Nation depuis un siècle et que ravivent les commémorations du centenaire lancées officiellement par le président de la République le 7 novembre 2013. Il ne s'agit pas ici de retracer l'histoire de cette guerre, matrice d'un XX^e siècle, de sang en Europe, mais de montrer quelques éléments principalement locaux de cette grande hécatombe. Première guerre totale mobilisant presque tout le continent et, en son sein, l'ensemble des sociétés, utilisant les ressources de l'industrie pour produire armes et munitions de toutes sortes. Dans un espace déchiré par les rivalités économiques, impériales, territoriales, par le nationalisme et les rancœurs tenaces, l'assassinat à Sarajevo, le 28 juin 1914, de François-Ferdinand d'Autriche, prince héritier, précipite la marche à la guerre. L'inexorable enchaînement des déclarations de guerre entre la Triple-Alliance des empires allemand, austro-hongrois et ottoman et la Triple-Entente des empires britannique, russe et de la République française, amène à une confrontation rapide, générale et brutale.

En France, la marche à la guerre n'est pas infléchie par les discours et articles de Jean Jaurès, figure de la Section française de l'internationale ouvrière, dont l'assassinat le 31 juillet au café du Croissant, rue Montmartre - alors qu'il dînait avec ses collaborateurs du journal *L'Humanité* - fait s'écrouler tous les espoirs de réactions pacifistes à la guerre. C'est immédiatement l'ordre de mobilisation générale. Une mobilisation sans précédent, favorisée par « l'Union sacrée » qui se met en place début août. En dix-sept jours, du 2 au 18 août 1914, plus de trois millions de jeunes Français sont appelés sous les drapeaux. Dans un premier temps, tous les hommes de 20 à 34 ans partent pour le front, les plus âgés y sont aussi dans le cadre de l'armée territoriale. Mais cette guerre, dont on pensait à Paris comme à Berlin qu'elle serait rapide, se prolonge durant... cinquante-deux mois !



*Soldats du 12^e régiment d'artillerie stationné à Fontenay, 1915.
Archives municipales de Fontenay-sous-Bois.*

Collecte nationale du centenaire à Fontenay



*Photographie de Maxime Catalan
en juillet 1915. Archives municipales,
fonds Patricia Moysan-Labadie.*

La ville de Fontenay-sous-Bois participe à la collecte nationale 14-18. Il s'agit de rechercher tous les documents, les photos, les objets ayant un lien avec la Grande Guerre, afin de les valoriser et de faire ainsi progresser la connaissance historique de cette époque. Même des documents qui peuvent vous sembler insignifiants ou anecdotiques au premier abord sont intéressants et porteurs de mémoire.

Que vos ancêtres ou les auteurs des documents aient été Fontenaysiens ou pas, peu importe. Il s'agit d'une collecte nationale, qui a pour but de sauvegarder et de mettre en valeur ces archives. Six familles ont déjà déposé des fonds ces dernières semaines.

Si vous avez des documents, n'hésitez pas à les apporter aux Archives municipales. Ils seront numérisés, et les originaux vous seront restitués. La signature d'une convention de dépôt garantira que vous

gardez les droits sur ces documents. Une autorisation vous sera systématiquement demandée, si la ville souhaite les utiliser. Cette valorisation numérique permet que vivent la mémoire et l'histoire de cette guerre et de ceux qui l'ont faite, en payant souvent très cher leur engagement.

La France, qui compte en 1914 un peu moins de 40 millions d'habitants, voit au cours du conflit mobiliser pas moins de 20 %, de sa population soit plus de 40 % de l'ensemble des Français de sexe masculin. Le chiffre hallucinant de 8 millions d'hommes ayant combattu est atteint. Plus de 53 % d'entre eux sont blessés, soit plus de 4,2 millions ! La guerre fait aussi près de 1,4 million de morts dans les rangs de l'armée française, soit 17,5 % de tous les engagés, et fauche aussi en quatre ans plus de 300 000 civils. Bilan inimaginable, qui laisse un trou béant dans la pyramide des âges du pays. Fontenay-sous-Bois est alors une petite ville de l'est de Paris, qui compte environ 16 500 habitants. Au cours des quatre ans de guerre, ce ne sont pas moins de 3 300 jeunes Fontenaysiens, qui sont envoyés sur les différents fronts. Plus de 1 700 subissent des blessures et des traumatismes physiques plus ou moins graves. Plus de 500 de ces mobilisés perdent la vie au combat ou des suites de leurs blessures. Le premier à perdre la vie est le 2^e classe Octave Cerbelot, qui résidait au n° 5 de la rue de la Corneille. Il est mortellement blessé dès le 18 août 1914 à Russ, dans le Bas-Rhin, alors que la guerre vient à peine de débiter et qu'il venait d'avoir 22 ans trois jours auparavant. Le dernier homme de Fontenay tombé au combat est le sergent Maurice-Charles Flécheux, qui résidait au 24 de la rue de Joinville. Il décède dans une ambulance à Senlis, le 5 novembre 1918, à l'âge de 23 ans, après avoir servi durant plus de deux ans et demi.



Paul-Étienne Laffont, juste avant la guerre avec son amie.
Archives municipales, fonds Maurice Form.

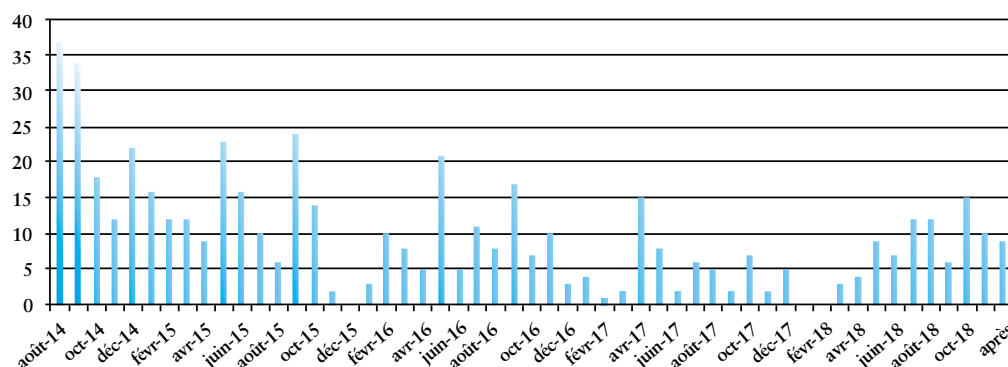


Infirmierie militaire rue de Neuilly. Archives municipales,
fonds Dominique Codevelle.



Correspondance du sergent Radigué de
Fontenay-sous-Bois, 1916. Archives municipales.

Pour les Fontenaysiens mobilisés, comme pour toute l'armée française, les premiers mois de guerre furent très meurtriers et très difficiles. Août et septembre 1914 sont les deux mois les plus meurtriers de toute la guerre, avec respectivement 37 et 34 morts. Alors qu'en août, il y a moins de quinze jours d'engagement, c'est la période la plus sévère pour les enfants de Fontenay. La bataille de Rossignol dans la Lorraine belge est une véritable hécatombe. L'armée française perd près de 12 000 hommes en quelques heures ; plusieurs viennent de Fontenay, les képis et pantalons rouge garance sont criblés de balles ennemies. Un deuil massif s'abat quelques jours plus tard sur les familles de la commune. Jusqu'à la fin de la guerre, les rues se remplissent de femmes en noir.



Le graphique qui recense les morts fontenaysiens, mois par mois d'août 1914 à fin 1918, est le triste résumé des grandes phases de la guerre. On y repère des pics de mortalité, qui correspondent aux grandes offensives : décembre 1914 avec la première bataille de Champagne ; offensive de l'Artois en mai 1915 ; seconde bataille de Champagne en septembre ; offensive sur Verdun en mai 1916 ; combats de la Somme en octobre ; Chemin-des-Dames en avril 1917 ; prise de Laon en octobre 1918... Les soldats donnent parfois de leurs nouvelles par des lettres, visées par la censure militaire qui veille à ce que les poilus ne démoralisent pas l'arrière. Mais c'est plus sûrement la litanie des morts et des blessés qui égrène avec le plus de précision la liste des batailles perdues ou gagnées.

O n a du mal aujourd'hui à se rendre compte du caractère massif du traumatisme engendré par la Grande Guerre sur le pays et la ville de Fontenay. Cette première guerre couverte par les médias, malgré la censure, fut rapidement ressentie comme une guerre industrielle. Les traces sur les blessés, soignés dans la commune dans divers bâtiments transformés à la hâte en hôpital, en infirmerie ou en centre de rééducation, étaient terribles. Un vitrail de l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, mis en place juste après-guerre, représente ainsi un soldat du 42^e régiment d'infanterie en oraison. Ce soldat symbolise l'ensemble des victimes, puisque la troupe à laquelle il appartenait avait combattu en Alsace et dans l'Aisne en 1914, à Soisson en 1915, dans la Somme en 1916, à Verdun en 1916 et 1917, et au Chemin-des-Dames en 1917 et 1918. Batailles symboliques de ce grand massacre s'il en fut, reconnues comme telles dès l'époque, et qu'évoque une partie de ce vitrail près duquel les noms d'environ la moitié des soldats fontenaysiens morts au combat sont inscrits.



Soldat en oraison, vitrail de l'église Saint-Germain de l'Auxerrois, Fontenay-sous-Bois.

La Madelon, un mythe fontenaysien fondateur de mémoire



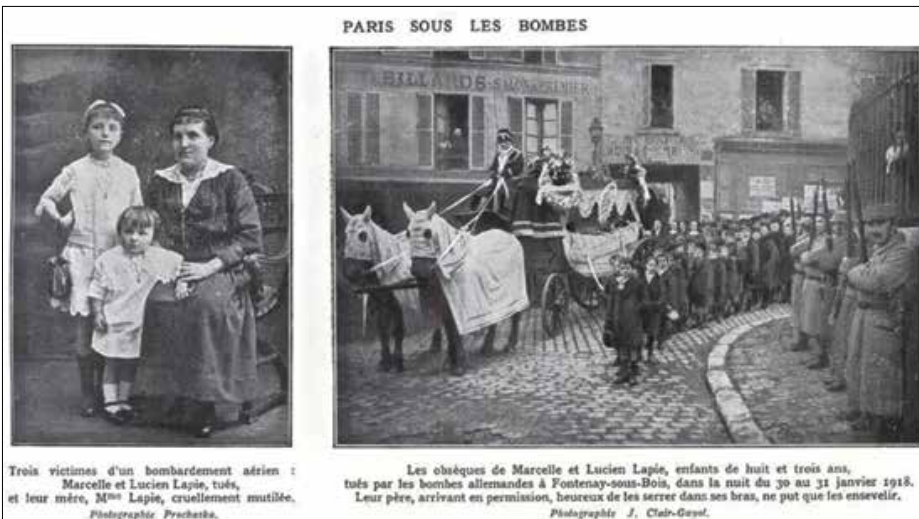
Madelon et madelonettes 1921. Archives municipales.

La ville de Fontenay-sous-Bois organise chaque année son festival de la Madelon, fête locale traditionnelle avec concerts, manèges, animations de rue, vide-grenier et stands associatifs. Elle rappelle que l'histoire de cette chanson en lien avec la guerre de 1914-1918 est liée à celle de Fontenay-sous-Bois, où elle connu son premier succès.

Comme dans de nombreuses villes, à Fontenay, il était de tradition, depuis 1842, que chaque année soit choisie et honorée une rosière, « jeune fille vertueuse », qui représentait la commune. Cette tradition connaît une évolution au XX^e siècle, grâce à la Madelon. Il s'agit d'une chanson populaire, créée en mars 1914 dans un café-concert de Paris. C'est une commande du chanteur Bach. Les paroles sont de Louis Bousquet, et la musique de Camille Robert. Elle raconte l'histoire de la servante d'un cabaret militaire, qui sert à boire aux soldats. Elle n'eut qu'un succès confidentiel lors de sa création. Elle prend son envol quelques mois après, à partir de Fontenay-sous-Bois, dans l'enthousiasme de l'entrée en guerre d'août 1914. À cette époque, le chansonnier Sioul, qui avait assisté à la création de cette chanson à Paris, la reprend. Artilleur, il est alors cantonné à l'école Jules-Ferry. C'est là, dit-on, qu'il chante *La Madelon* pour amuser ses camarades. Ceux-ci l'apprennent et la chantent à leur tour. C'est le début du succès de cette chanson, reprise dans les spectacles des comiques troupiers, ces amuseurs qui chantaient pour divertir les soldats en permission.

Pour rendre hommage à ce succès et en souvenir des très nombreux morts de cette Première Guerre mondiale, la municipalité de Fontenay-sous-Bois décide en 1920 que, désormais, la rosière municipale serait appelée la Madelon. Le 29 mai 1921, une plaque est apposée sur la façade de l'école Jules-Ferry, rue Roublot, pour rappeler que c'est à cet endroit que commença le succès de la chanson. On assiste là, véritablement,

à la création d'un mythe local par la municipalité de l'époque, doublé d'un coup de communication politique exceptionnel. Cette chanson grivoise, devenue célèbre dans tout le pays depuis l'enregistrement d'un disque en 1917, est captée par la ville et en devient une part incontournable du patrimoine. Elle est apprise et chantée par les enfants des écoles des années 1920 aux années 1960. Elle est un curieux mélange de joie, d'humour, d'amour, de patriotisme et de sous-entendus égrillards. La Madelon est clairement définie comme une jeune fille qui fait l'objet des fantasmes de ces jeunes hommes séparés depuis longtemps de leurs « payses ». À l'époque de sa création, en effet, le service militaire était de trois ans ! Plusieurs niveaux de lecture peuvent être proposés de cette chanson comique, qui évoque une réalité sans doute beaucoup moins rose et romantique que celle des paroles prises au premier degré. On sait que « le repos, le plaisir du militaire » prirent, durant la Grande Guerre, la forme de « bordels militaires » beaucoup moins glamours que le cabaret Au Tourlourou évoqué dans la chanson. Quoi qu'il en soit, le succès de la chanson *Quand Madelon*, popularisée encore en 1973 par Line Renaud, et l'histoire mythique de cette accorte servante, à la fois « jeune et gentille » à Fontenay, revêt une utilité certaine. On peut chanter la grande boucherie de 1914-1918 avec des trémolos dans la voix et de la bonne humeur, dans une ambiance festive autour d'un verre ou même devant le monument aux Morts. Cela permet d'évoquer la tragédie de façon détournée, loin des révoltes exprimées par la chanson de Craonne et les mutineries qui surgirent des tranchées boueuses et des charniers du Chemin-des-Dames. Durant quatre-vingt-dix ans, la commune de Fontenay et son comité des fêtes ont donc élu chaque année une Madelon sur des critères physiques et de « vertu ». Depuis 2011, l'élection a été remplacée par l'attribution d'un prix récompensant des jeunes (filles et garçons) engagés dans des projets solidaires et associatifs.



Trois victimes d'un bombardement aérien : Marcelle et Lucien Lapie, tués, et leur mère, M^{me} Lapie, cruellement mutilée. Photographie Pruchaska.

Les obéques de Marcelle et Lucien Lapie, enfants de huit et trois ans, tués par les bombes allemandes à Fontenay-sous-Bois, dans la nuit du 30 au 31 janvier 1918. Leur père, arrivant en permission, heureux de les serrer dans ses bras, ne put que les ensevelir. Photographie J. Clair-Guyot.

Article de presse, février 1918. Archives municipales.

Et comme si les atrocités du front ne suffisaient pas, alors que pour la première fois depuis deux mois et demi aucun jeune de la ville n'est mort au combat, un avion allemand largue des bombes, qui touchent Fontenay dans la nuit du 30 au 31 janvier 1918. Les maisons qui entouraient le Fort, rue de Neuilly et rue de la Planche, avaient bien été arasées depuis 1915 pour permettre les tirs de

défense, mais en ce début 1918, un appareil ennemi avait réussi à se faufiler. Cela rappelait aux vieux Fontenaysiens les bombardements au canon que la ville avait subis en janvier 1871, le jour de l'Épiphanie. Mais le bilan de 1918 était bien plus grave avec la mort de deux jeunes enfants tués dans leur maison, alors que leur mère était grièvement blessée.

En novembre 1918, c'est donc dans une ambiance particulière qu'intervient l'armistice. C'est un mélange d'incrédulité, de joie et de tristesse. Ainsi, à l'école Jules-Ferry, rue Roublot, le directeur passe de classe en classe aux alentours de 10 heures. Il annonce aux élèves qu'à 11h, l'armistice entre en vigueur et qu'ils sont libérés pour la journée. On imagine volontiers les cris de joie de ces centaines d'enfants qui quittent l'école dans une cavalcade aussi indescriptible qu'extraordinaire. À 11h les cloches de l'église sonnent à toute volée, comme dans l'ensemble du pays. On entend même au loin le son du grand bourdon Emmanuel de Notre-Dame de Paris. C'est la stupéfaction et la joie ! Dans une des classes de l'école de filles, cependant, trois élèves de 10 ans sont restées auprès de leur institutrice. Au moment de la sortie de ses élèves au milieu des cris de joie, elle a fondu en larmes. Ses deux grands garçons sont morts pour la France durant cette guerre, qui s'achève alors. Elle n'a plus que ses élèves pour la consoler. Comme des centaines et des centaines de personnes, elle doit faire son deuil. Deuil difficile tant il n'est pas dans l'ordre des choses que des enfants meurent avant leurs parents.

Ce travail de deuil et de reconstruction morale prend des formes diverses à Fontenay. Il est à la fois individuel et collectif, douloureux et apaisant, long et toujours inachevé. La commune s'engage, par exemple, dès la fin de l'année 1919, sur décision du préfet de la Seine, à venir en aide au village martyr de Trucy dans l'Aisne. Un élan de solidarité municipale et populaire se développe des années durant pour financer la reconstruction de cette commune du Chemin-des-Dames, dévastée en particulier par les combats de l'offensive Nivelle d'octobre 1917. Des kermesses et des collectes de rue sont organisées afin de venir en aide aux habitants de ce pays situé à 120 km à peine de Fontenay, et dont il ne reste plus grand-chose. Cet élan de solidarité permet à Fontenay de communier avec un village et une population bien plus marqués encore par la guerre. C'est à la même période qu'est inauguré en juillet 1924 le monument aux Morts du cimetière, cette pleureuse qui rend hommage aux centaines de jeunes garçons emportés par la guerre et la mitraille. Un long processus de mémoire se met en route. Quelques vers de Louis Aragon, jeune étudiant en médecine fut décoré de la Croix de guerre pour ses services de brancardier au front, décrivent bien ce processus :

*Déjà la pierre pense où votre nom s'inscrit
Déjà vous n'êtes plus qu'un mot d'or sur nos places
Déjà le souvenir de vos amours s'efface
Déjà vous n'êtes plus que pour avoir péri.*

C'est aussi pour contredire un peu ces vers et rappeler la vie de tous ces garçons qui furent victimes de la Grande Guerre, que la ville de Fontenay s'engage dans les commémorations. Le travail du service des Archives municipales et de bien d'autres, mais aussi les témoignages des habitants et la recherche historique montreront que derrière ce « mot d'or sur nos places » vivaient des hommes pleins de vie, d'amour, d'espoir et d'humanité.

Commémorations du centenaire 1914-1918



Place de Fontenay-sous-Bois à Trucy de nos jours.

De nombreuses initiatives sont mises en place durant les quatre années de ce centenaire. Différents services

municipaux vont y travailler sous la coordination des Archives municipales. Pour 2014, plusieurs événements sont d'ores et déjà prévus :

- Lancement des commémorations : le 8 mars 2014 à l'occasion de la Journée internationale de la femme, avec une exposition et un court-métrage d'animation intitulé *Lettres de femmes*, sur ce que cette guerre a changé pour les femmes.

- 31 juillet, anniversaire de l'assassinat de Jaurès. Retour sur l'action pacifiste de cette figure majeure de la République.

- 3 août 2014, jour du centenaire de la déclaration de guerre. Le tocsin sonnera aux cloches des églises de la ville pour rappeler le début de la tragédie.

- Septembre 2014, à l'occasion des Journées du patrimoine, mise en place sur le portail Internet Archives de la ville d'un mémorial virtuel, avec l'identité des 530 Fontenaysiens morts durant cette guerre, et des informations sur eux.

- Exposition sur la guerre, présentée simultanément à Trucy (sous forme matérielle) et à Fontenay (sous forme numérique) sur le lien entre les deux communes et ce parrainage. Pause d'une plaque commémorative dans les deux communes.

- Dans le cadre des Journées du patrimoine, le service Archives-documentation, en collaboration avec le service culturel, présentera plusieurs films satiriques de Ladislav Starewitch liés à la Grande Guerre, réalisés entre 1913 et 1918. Ce réalisateur pionnier du cinéma d'animation s'est installé à Fontenay en 1924 et y a vécu plus de quarante ans. Il s'agit d'une démarche originale que d'aborder cette guerre de par le biais d'une œuvre malheureusement encore trop méconnue.

Fontenay dans la Grande Guerre



Dans le cadre du centenaire de la Première Guerre mondiale, le journal municipal a décidé de créer une rubrique mensuelle afin de présenter l'histoire de Fontenay et des Fontenaysiens durant le conflit.

En collaboration avec le service Archives documentation, nous souhaitons présenter aux lecteurs des documents d'époque et des objets recueillis à l'occasion de la collecte nationale. De récentes recherches, toujours en cours, ont permis de faire des découvertes qui renouvellent profondément l'image de notre ville durant cette guerre. Une nouvelle page de cette histoire s'écrit. Elle secoue les idées reçues et les préjugés quasi légendaires hérités d'une histoire souvent officielle, semblant immuable et proche de l'image d'Épinal. Et pourtant, à Fontenay comme dans toute la France, la guerre apporta des bouleversements majeurs dans la vie des habitants et les structures de la société.

Un branle-bas de combat inimaginable

Lorsque le 2 août 1914 est placardé dans la ville l'ordre de mobilisation générale, c'est un branle-bas de combat inimaginable. En quelques jours, tous les hommes valides de 20 à 34 ans doivent rejoindre leurs régiments. La précipitation est totale. Des centaines et des centaines d'hommes partent immédiatement, laissant là toute leur vie. Mais ce n'est pas le seul chambardement. Le paysage de la ville change. Les premières semaines de la guerre ont été catastrophiques sur les frontières. Début septembre, les troupes allemandes sont à Meaux, soit 40 km à vol d'oiseau de la Capitale. Dans l'urgence, la défense de Paris s'organise. Fontenay est aux premières lignes. Le commandement militaire fait araser des

maisons, rues de La Planche, de Neuilly et sur la route stratégique qui passe devant le fort. Plus d'une centaine de propriétés sont touchées. Il ne reste plus que le rez-de-chaussée des maisons dont les pierres du premier étage sont alignées sur les trottoirs, et les arbres des vergers sont coupés. On est en effet dans le secteur de la ligne de défense de Paris, des batteries de canons ont été placées à Vincennes et doivent pouvoir tirer vers l'est sans obstacle.

Le grand brassage des mouvements de troupes

Dans ces heures d'incertitude et de tension, la ville est aussi confrontée à l'arrivée de troupes dont les cantonnements sont installés dans des bâtiments réquisitionnés à la hâte. Ce sont des bouches à nourrir par centaines... Le 12^e régiment d'artillerie de Bourges s'installe rue Dalayrac, et le 17^e régiment d'artillerie à cheval de Fère-en-Tardenois à l'école Jules-Ferry. Ces soldats venus de différentes régions apportent de l'animation dans les rues. À la fois respectables car servant la patrie, mais aussi étranges car jeunes, nombreux, remuants et parlant avec des accents qui ne cessent d'étonner les habitants. Le grand brassage que provoquent les mouvements de troupes est aussi à l'œuvre à Fontenay.

Sur le front aussi c'est le grand brassage. Les jeunes de Fontenay rencontrent des soldats venus de tout le pays ainsi que de l'empire colonial. Mais ils n'ont souvent guère le temps de créer beaucoup de liens. Sur tous les fronts, en effet, la situation est très difficile. La bataille des frontières en Alsace, Moselle, Meuse, dans les Ardennes, l'Aisne et

en Belgique voit tomber des dizaines de milliers d'hommes en quelques semaines.

Le 22 août, jour le plus sanglant

Le 22 août est le jour le plus sanglant de toute l'histoire militaire du pays. Pas moins de 27 000 soldats français sont tués dans les Ardennes belges. C'est également le jour le plus tragique pour les enfants de Fontenay dont pas moins de dix perdent la vie par ce beau samedi plein de soleil. Les armées française, belge et britannique sont enfoncées et doivent reculer. Les batailles qui suivent se déplacent vers la Somme, l'Oise, la Marne. L'angoisse monte et rien ne semble pouvoir arrêter le cataclysme.

Août et septembre 1914 sont de loin les mois les plus meurtriers du conflit avec pas moins de 68 morts en quarante-cinq jours : 33 dans les douze derniers d'août et 35 en septembre. La moyenne d'âge de ces garçons fauchés par les mitrailleuses et les obus allemands est de 25 ans. Fontenay est endeuillée. Des familles pleurent leurs fils. C'est le maire, Charles Bassée, qui doit annoncer les nouvelles aux proches des défunts. Tâche terrible et répétitive. La famille Joyeux, dont les fils servent au 4^e régiment des zouaves, est durement touchée. Émile, 22 ans, meurt le 16 septembre 1914, tandis que son frère André, 25 ans, est tué au combat le lendemain à Paissy sur le Chemin des Dames. On est loin, très loin de la marche triomphale sur Berlin que faisaient entendre les cris des premières heures de la mobilisation. Les vieux de Fontenay en arrivent à se souvenir qu'en 1871 la ville a été occupée par les Prussiens et les Wurtembourgeois. Les temps sont durs et l'espoir est mince... /

Octobre 1914

Guerre des tranchées et union sacrée

Après la stupeur de la déclaration de guerre et du départ des hommes, une vie presque normale se réorganise à Fontenay à l'automne 1914. La menace d'une arrivée des troupes allemandes semble s'être éloignée. Début septembre, les troupes du kaiser étaient à 40 km. La contre-offensive de la Marne a permis de les éloigner un peu. Les journaux ont relaté ce sursaut en mettant en avant le rôle des 700 taxis parisiens, ce moyen de transport moderne qu'est l'automobile, dans l'acheminement de renforts les 6 et 7 septembre. On a là une opération de propagande de génie. L'image de ces voitures sauvant Paris est prompte à s'installer dans les mémoires et à enflammer l'imaginaire collectif. La réalité est bien plus modeste. Entre 3 000 et 5 000 soldats ont été ainsi transportés en Seine-et-Marne alors que plus de 80 000 soldats, soit cinq divisions, ont été dépêchés en catastrophe par tous les moyens (à pied, à cheval, en train...) pour soutenir le million d'hommes, français et britanniques. Rôle militaire insignifiant de ces taxis, mais rôle psychologique important. Le front recule de 40 km et se déplace au-delà de Soissons et de Compiègne. Il se stabilise de la mer du Nord à la Suisse sur près de 800 km de long et à plus de 80 km de la Capitale. Le désastre est évité, mais le ton de l'état-major a changé. En août, le généralissime Joffre déclarait plein de confiance : « *Je tordrai les Boches avant deux mois.* » En septembre, il n'était question que de « *coûte que coûte, garder le terrain conquis* ». En octobre, la réalité du terrain se fait plus dure et le discours change encore. Les combats se concentrent essentiellement du Pas-de-Calais à la Meuse. Leur nature change aussi. La cause des décès des 17 enfants de Fontenay le montre.

Début de la guerre des tranchées

Si l'immense majorité des 68 morts d'août et septembre ont été fauchés en rase campagne lors d'assauts à découvert, il n'en est plus de même en octobre. Seuls sept d'entre eux, soit 41 %, sont déclarés « tués à l'ennemi ». On est passé en effet en ce mois à la guerre des tranchées, une guerre position où les combattants se sont enterrés pour se mettre à couvert. Joffre ne s'y trompe pas. À un interlocuteur qui lui pose la question de l'abandon du mouvement, il déclare fin octobre : « *Je les grignote.* » Les soldats qui écrivent du



Le clocher, organe de la ville paroissiale, octobre 1914, Archives municipales, fonds Dominique Codevelle.

front s'en font l'écho. Ainsi, l'un d'eux écrit de Belgique : « *Les Allemands creusent une tranchée à 250 m. Ils hissent le drapeau blanc. Nous voyons qu'ils jettent leurs morts au-dessus d'un parapet.* » C'est le début de la guerre des tranchées en octobre 1914. Il s'agit là d'une adaptation à l'augmentation de la puissance de feu de l'artillerie à laquelle ne peut pas répondre de changement dans la mobilité des troupes.

La boue est partout

Les conditions de vie des soldats s'en ressentent fortement. La boue est partout. Le shrapnel, obus à balles, fait de lourds dégâts, bien plus désormais que les baïonnettes. Ainsi, huit Fontenaysiens, soit près de la moitié des morts du mois, décèdent des suites de leurs blessures. Le caporal Charles Dechaume de la rue du Châtelet, aujourd'hui rue Charles-Bassée, s'éteint le 15 octobre, prisonnier à l'hôpital de

Grimma en Saxe. Car les prisonniers, y compris de Fontenay, sont très nombreux. Leur vie n'est pas enviable, mais ils ne se battent plus, alors que ceux qui sont enterrés dans les tranchées voient leurs conditions sanitaires se dégrader. La faim, l'humidité et les parasites entraînent des maladies.

Le soldat Paul Hermanville de l'avenue de la République, âgé de 23 ans, est ainsi emporté le 18 octobre par la dysenterie dans un hôpital de campagne des Vosges.

La foi, rempart contre le désespoir

Pour les familles des soldats à Fontenay, l'angoisse ne retombe pas. Cependant, elles assistent à un phénomène nouveau dans le cadre de l'union sacrée. L'Église, comme dans tout le pays, reprend une place qu'elle avait perdue depuis la loi de 1905, qui avait instauré une séparation stricte avec les institutions laïques dont la mairie.

La paroisse redevient un acteur de la vie locale. Son journal se fait le porte-voix du patriotisme de « *la nation résolue à défendre son honneur, ses droits et sa liberté, contre un envahisseur dont l'orgueil n'a d'égal que la barbarie* ».

Tout est dit sous la plume du curé. L'ensemble de la vie de l'Église locale se tourne vers l'effort de guerre. La foi est érigée rempart contre le désespoir.

À chaque office est récitée la « prière pour les soldats en campagne ». La messe du lundi, qui débute la semaine sacerdotale, est consacrée aux armées de terre et de mer. Une large place est consacrée au patriotisme lors des vêpres solennelles de la fête du Rosaire le 7 octobre. Des roses tricolores bénites y sont même distribuées. Les vives querelles intervenues lors de la séparation de 1905 avec le maire semblent estompées.

La Compagnie de Jeanne d'Arc, pieuse association, est très active et recommande ses membres en campagnes à la bienveillance de leur patronne. Le patronage situé à l'emplacement de l'actuelle école privée a été réquisitionné pour devenir une infirmerie militaire où les paroissiens sont appelés à apporter des vêtements et autres dons pour soutenir les blessés.

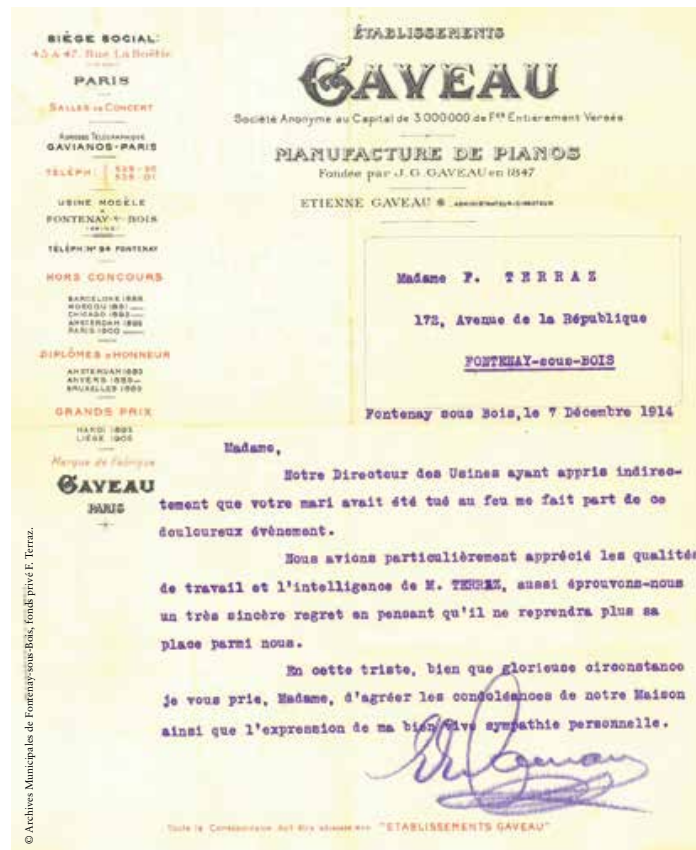
En ce mois d'octobre 1914, alors que chacun se rend compte que le pays s'enfonce dans une guerre qui n'est ni rapide, ni fraîche, ni joyeuse, des liens se retissent entre les Fontenaysiens. Les cléricaux se rapprochent des laïcs, et en ces moments incertains le goupillon vient seconder le sabre... /

On a retrouvé le soldat Terraz !

Fin novembre 1914, un cap symbolique est franchi. Après moins de quatre mois de guerre, Fontenay vient de dépasser les cent morts. On est dans un drame jamais vu dans l'histoire de cette ville si tranquille. Le premier mois d'engagement, pour les Fontenaysiens comme pour tous leurs camarades, a vu les pertes les plus importantes, car les combats avaient lieu à découvert. Parmi ces disparus se trouve le soldat 2^e classe Pierre-François Terraz. Il était né en 1886 à Notre-Dame-du-Pré, village de la vallée de la Tarentaise, région pauvre de Savoie. Fils d'un modeste cultivateur, il avait, après son service militaire, comme nombre de ses « pays », quitté la région pour trouver un emploi à la ville. Cet émigré de l'intérieur s'installe à Fontenay, rue Pasteur, et se fait embaucher comme ouvrier en pianos, à l'usine Gaveau. C'est dans un des bals de la ville qu'il rencontre Gabrielle Fouré, jeune employée de commerce. L'amour agit et les tourtereaux se marient en novembre 1910. De cette idylle naît en janvier 1913 un garçon prénommé Lucien.

Des mots doux, puis plus de nouvelles

À la mobilisation, Pierre-François Terraz rejoint son affectation : 4^e compagnie du 97^e régiment d'infanterie de ligne à Bourg-Saint-Maurice. Les époux échangent des lettres et des nouvelles de la vie quotidienne. François y apprend que son fils « va très bien, mange comme quatre » tout en faisant enrager sa mère « le plus qu'il peut ». La vie s'écoule à Fontenay « où tous les hommes s'en vont les uns après les autres et où il n'y a plus que des vieux ». Les nouvelles de François sont bonnes, mais Gabrielle s'inquiète. Elle « voudrait bien que cela dure tout le temps de la guerre », mais elle ne se fait pas d'illusions. Elle envoie des mots doux et rapidement prend peur, car dès que le régiment s'est mis en marche, les nouvelles de son époux cessent. Le 27 août, elle se dit « très tourmentée » car le facteur n'apporte plus, rue des Prés-Lorets, de lettres du front. Son amour ne donne plus signe de vie. À partir de cette date, M^{me} Terraz attend dans l'angoisse. En vain. Après quelques jours, elle écrit partout



© Archives Municipales de Fontenay-sous-Bois, fonds privé F. Terraz.

pour tenter de savoir ce qui se passe, espérant un mot mais craignant le pire, car les nouvelles du front sont mauvaises. À la mairie elle remplit, comme d'autres femmes, des formulaires, qui restent sans réponse précise. Pétrie d'anxiété, elle s'adresse le 22 octobre au capitaine de son mari. Elle reçoit, écrite au dos de sa lettre, une réponse au conditionnel datée du 5 novembre, aussi laconique que terrifiante : « *Ce soldat aurait été tué au combat du 27 août 1914 à Sainte-Barbe (Vosges)* ». Au cours des combats de ce jour-là en effet toute la compagnie de Pierre-François Terraz a été éliminée. Le secteur a subi une attaque allemande, car il est un point de passage stratégique sur la route de l'Ouest. Des milliers d'hommes ont laissé la vie à proximité de ce que certains ont nommé « le trou d'enfer ». Le soldat Terraz venait d'avoir 28 ans. Sa mort laisse une veuve de 24 ans et un orphelin en bas âge.

« Mort pour la France »

Comment annoncer à son fils que papa ne reviendra pas quand on n'a aucune certitude ? Difficile de faire son deuil lorsqu'on ne sait pas où est le corps de son proche. La situation de la

famille Terraz fait toucher du doigt la douleur insondable que l'absence fait peser sur ces familles dont un proche a disparu. La lettre d'Étienne Gaveau au mois de décembre est d'une bien faible consolation, comme celle du ministère de la Guerre qui officialise en juin 1915 la disparition. La présomption de décès est insupportable même si sa mémoire se voit attribuer en 1922 la médaille militaire, la Croix de guerre avec étoile de bronze et le titre de « *Mort pour la France* ».

Tombe n°490 à Ménil-sur-Belvitte

La famille poursuit les recherches. En 1940, Lucien Terraz devenu instituteur, mobilisé dans les Vosges, se rend à Sainte-Barbe où son père a disparu un quart de siècle auparavant. Il y rencontre le curé et voit les objets alors récupérés sur les corps des défunts. Le fils n'en retrouve aucun. Jusqu'à sa mort, il ne sait pas où est son père, comme sa mère disparue en 1981. Ce n'est qu'un matin de novembre 2014 que la petite-fille de Pierre-

François Terraz, qui avait déposé une copie de ses documents aux archives municipales de Fontenay, reçoit avec émotion la nouvelle par téléphone. On a retrouvé son grand-père. Il repose dans la tombe n°490 de la nécropole nationale de Ménil-sur-Belvitte, à 2,5 km de l'endroit où il a disparu. Ce cimetière militaire français, qui rassemble 1 096 corps, a été aménagé en 1924 sans que toutes les familles puissent être informées.

Le travail lancé par la ville dans le cadre de son Mémorial numérique a permis cette découverte. En travaillant sur les archives et en confrontant les sources désormais accessibles, le soldat Terraz a été retrouvé, comme plus d'une trentaine d'autres qui n'avaient pas encore été répertoriés... /



Le bourrage de crâne

Un des phénomènes majeurs de la Première Guerre mondiale est celui de la bataille autour du contrôle de l'information. Dès le début du conflit, une expression est née parmi les soldats en campagne : « le bourrage de crâne ». Il s'agit de se moquer des fausses « informations » créées à l'arrière et qui ne correspondent en rien à la réalité vécue au front. Dès l'été 1914 se met en place une stratégie, encouragée par l'état-major, qui vise à soutenir le moral des troupes et celui des civils à l'arrière. Il s'agit dans une situation militaire périlleuse de faire en sorte que le front et les civils tiennent, quitte à arranger la réalité et à ne mettre en avant que des événements favorables. S'il n'y a pas nécessairement au départ de plan construit pour désinformer, très rapidement de grandes libertés sont prises avec la réalité.

« Des balles pas dangereuses »

Dans la presse, en particulier les journaux nationalistes emportés dans un élan furieux en montrent une véritable caricature. Ainsi *L'intransigeant*, cet important quotidien du soir classé à droite, écrit le 17 août 1914, alors que les armées françaises sont partout en recul : « Nos soldats ont pris l'habitude des balles allemandes, en effet elles éclatent mollement en l'air et tombent en pluie de fer inoffensive, ou s'enfoncent dans la terre sans éclater. Quant aux blessures causées par les balles, elles ne sont pas dangereuses ; les balles traversent les chairs de part en autre sans les déchirer, de sorte que les grands trains de blessés sont remplis de jeunes garçons atteints par des balles, mais qui rient avec une réconfortante bonne humeur. » C'est le lendemain de la publication de cet article



Nous vaincrons en 1915. Archives municipales de Fontenay-sous-Bois, fonds Louppe.

que le soldat fontenaysien Octave Cerbelot, âgé de 22 ans, succombe à ses blessures par balle. Quel décalage entre les propos enflammés de ce « journaliste » et la brutale réalité de la guerre. On y décèle une mise en condition des médias qui n'ont même pas besoin de recevoir d'instructions des autorités pour relayer des propos si contraires à la vérité. Le contrôle de l'information est devenu un enjeu de taille. Il s'agit de maintenir coûte que coûte le moral, qui a été si durement affecté les premiers mois de la guerre à l'avant comme à

l'arrière, mais aussi d'intoxiquer l'ennemi qui est très attentif à ce que peut penser ou dire l'opinion.

« Nous progressons 1914 »

Les images présentées ici sont emblématiques de ce phénomène. La première, publiée en France à la fin de 1914, représente un jeu d'échecs dont la bataille est menée par les généraux Joffre et Foch. Le premier met au combat les hommes de la réserve de l'armée territoriale (âgés de plus de 45 ans) qui viennent soutenir les soldats plus jeunes. Les troupes du kaiser Guillaume II sont mal au point avec un grand nombre de prisonniers ou de soldats morts qui ont été éjectés en haut à droite de l'échiquier. Mais c'est la phrase qui surplombe la scène qui illustre le mieux le bourrage de crâne : « *Nous progressons 1914* ». À la fin de l'année, le front a reculé de 100 km, c'est la distance qui sépare la frontière du Chemin des Dames ! À cette carte postale, qui connut un succès certain, répond quelque temps après une composition allemande similaire. Le général en chef Ludendorff et Hindenburg, l'air déterminé, mettent en échec les commandants aux visages grotesques et affolés des armées alliées. On peut s'interroger sur la façon dont les Fontenaysiens ont interprété cette propagande, qui prend une forme de plus en plus intensive au fil des mois. Rappelons qu'en décembre 1914, pas moins de 122 jeunes hommes de la ville ont déjà perdu la vie. Au début de 1915, le journaliste Albert Londres commence à s'émouvoir de poids de la censure et de la désinformation, mais il est encore bien isolé... /



Échec et mat. Archives municipales de Fontenay-sous-Bois.

Une histoire au présent

Le centenaire de la Première Guerre Mondiale, avec son cortège de commémorations mais aussi de réflexions historiques et de recherches dans les archives revêt désormais un caractère d'actualité évident. Alors que le dernier combattant de ce conflit, toutes nations confondues, le marin australien Claude Choules est décédé en mai 2011, on aurait pu penser que la mémoire du conflit allait s'endormir doucement. Mais ce n'est visiblement pas le cas. La curiosité pour cette tragédie humaine qui fut la matrice du sanglant XX^e siècle s'est développée notamment à l'occasion des cérémonies ayant rythmé les premiers mois de ce cycle mémoriel qui va nous conduire jusqu'en novembre 2018. Bien plus largement que les membres des associations patriotiques et d'anciens combattants, habitués à perpétuer le souvenir, une foule importante et pour tout dire inhabituelle s'est déplacée le 11 novembre 2014 dans tout le pays et à Fontenay en particulier. Au-delà d'un certain effet médiatique, on peut se poser la question sur la nature de ce regain d'intérêt pour une histoire dont quatre générations nous séparent.

Loin d'avoir un caractère morbide les questionnements qui se font jour expriment une volonté de savoir, de découvrir et de connaître la vie des combattants mais aussi des civils. Loin d'une « histoire bataille » assez éloignée du quotidien et très longtemps enseignée, on est passé à l'examen plus précis des conditions de vie des habitants qui furent jetés dans une guerre sans forcément l'avoir souhaité. Une histoire locale se fait jour, car de nombreux documents d'archives sortent des greniers et des tiroirs. Ils sont questionnés d'une façon nouvelle. Il y a des années, les historiens ne les auraient même pas regardés les considérant comme de peu d'importance. Mais aujourd'hui, la demande sociale exige de se poser d'autres questions. Quelles furent la vie et la mort de ces soldats ? Quels furent les sentiments des combattants et de leurs familles plongés dans une guerre d'un nouveau type, une guerre totale et industrielle qui a rapidement mobilisé toute la société ? C'est dans ce cadre que se place l'action des services municipaux des Archives, de la Communication et de l'Information et du pôle innovation numérique, qui chacun à leur manière mettent en lumière ce patrimoine historique redécouvert. Loin d'opposer l'histoire locale à la grande Histoire, il s'agit de montrer qu'il y a une cohérence et une complémentarité des mémoires. La déclinaison fontenaysienne de ces événements qui ont ébranlé l'Europe entière donne à voir des lieux, des documents,



Maisons de la rue de Neuilly rasées fin 1914. Archives municipales de Fontenay-sous-Bois.



« Rephotographie » de la rue de Neuilly en 2014. Les clichés de 1914 et de 2014 sont fusionnés et le présent pointe sous le passé.

Archives municipales - pôle innovation numérique de Fontenay-sous-Bois.

des noms autant de morceaux de vies jusqu'ici bien souvent ensevelis dans les brumes du passé. Ces recherches sont aussi l'occasion de revisiter une histoire parfois légendée ou sur laquelle certains accents ont été mis naguère pour maquiller et arranger une réalité souvent dure. Longtemps, par exemple l'image de Fontenay pendant la Grande Guerre s'est limitée à celle de la Madelon devenue une sorte d'icône officielle et dont la chanson fut transformée en

une sorte d'hymne national local. Si c'est bien à l'école Jules-Ferry (dite aussi école Roublot) que la chanson intitulée *Quand Madelon* a bien été entonnée par Sioul, un des membres du 17^e régiment d'artillerie à cheval, il faut revenir sur l'opération entreprise par la municipalité dans l'immédiat après guerre. En effet, si cette rengaine a bien été créée au début de l'année 1914, au café-concert l'Eldorado, c'est avant tout au théâtre aux Armées que le chanteur



Dessin de Jacques Tardi, Putain de guerre, éditions Casterman, DR.



Rue du Châtelet (aujourd'hui rue Charles-Bassée) après le bombardement aérien du 30 janvier 1918. DR.

Bach dans un premier temps la fit connaître aux permissionnaires. Bien plus qu'à Fontenay, c'est ensuite dans les bureaux parisiens de l'état-major qu'en 1917, période où la guerre est passablement enlisée et où les mutineries grondent sur le front du Chemin des Dames, que naît l'idée que cette chanson peut devenir un redoutable instrument de propagande. C'est ainsi qu'en septembre 1917, le chanteur Marcelly est encouragé à en réaliser le premier enregistrement sur disque. La chanson gagne alors en popularité. Le coup de maître est ensuite réalisé par la municipalité, dirigée par Henri Gaveau, qui décide en 1920 de changer le nom de la Rosière, cette jeune fille « vertueuse », élue chaque année depuis 1842 en la rebaptisant la Madelon. La première de

cette nouvelle catégorie est élue en 1921, date à laquelle la municipalité fait apposer une plaque sur l'école Jules-Ferry indiquant que c'est de là qu'elle partit « faire le tour du monde ». La légende urbaine était née. Une sorte de mythe fondateur qui faisait entrer Fontenay dans la grande Histoire de cette guerre. L'élection, la fête de la Madelon les efforts des instituteurs et institutrices des écoles communales ont ensuite fait le reste, inculquant à des générations d'enfants ce conte moderne. Les bambins de Fontenay apprenaient désormais la chanson devenue une marche locale au cours de leur scolarité. Coup de publicité bien pensé: on parlait de cette petite ville aux quatre coins de la patrie. Cette captation municipale est alors très bien vue par les autorités y compris

militaires. En effet, cette chanson guillerette à la musique entraînante dont les paroles contiennent des sous-entendus égrillards permet, c'est un tour de force, de faire chanter sur la guerre sans en parler directement. Composée en temps de paix, la ritournelle ne parle à aucun moment des combats. Elle parle d'une accorte servante qui verse le vin « pour le repos, le plaisir du militaire ». Objet de tous les fantasmes sentimentaux et sexuels de ces jeunes hommes séparés pour au moins trois ans de leurs promises (c'est alors la durée du service militaire), la Madelon devient un point de fixation idéal pour les sentiments, pas nécessairement des plus purs, de ceux que l'allongement des combats a transformés en poilus. Fondamentalement, les autorités militaires et politiques préfèrent entendre les soldats entonner cette romance que des paroles plus revendicatives comme celles de la *Chanson de Craonne* ou de *l'Internationale* au son de laquelle les ouvriers et paysans russes abandonnent leurs postes de combat pour rentrer chez eux, répondant au slogan bolchevique « la paix, le pain, la terre aux paysans ». En ces temps de crise morale profonde au sein de l'armée française, il n'y a pas de petit profit. Tout est bon à prendre pour éviter de chanter le malheur. L'enregistrement de *Quand Madelon* puis sa mise en avant par la municipalité de Fontenay arrivent à point nommé. Là encore, l'histoire locale rejoint des enjeux qui la dépassent largement.

Mais revenons à l'été 1914. La situation de Fontenay se situe dans la zone stratégique dite du « camp retranché de Paris ». À une période où les armées allemandes entrent en France et s'avancent jusqu'à 40 km de la Capitale début septembre, des travaux d'urgence sont entrepris afin de protéger Paris d'un ennemi qui arrive de l'Est. L'actuel boulevard Gallieni est alors la route stratégique qui mène du fort de Fontenay à celui de Rosny en passant par la Redoute. C'est la première ligne de défense. De puissantes batteries d'artilleries sont mises en place au fort neuf de Vincennes pour tirer sur l'ennemi. Il faut donc dégager l'axe de tir. Des maisons de la rue de la Planche et de celle de Neuilly sont donc rasées. Seul le rez-de-chaussée est conservé. Les étages sont démontés et les pierres rangées le long des murs pour une future reconstruction. Des toits provisoires sont installés sur les moignons de murs restants. Environ une centaine de maisons sont ainsi mutilées. On en a la trace dans les Archives départementales où l'on retrouve autant de dossiers de demandes d'indemnisation. Les photographies prises à l'époque montrent ce spectacle étonnant de maisons démontées. Ces cartes postales anciennes ont donné lieu à l'automne 2014 à un travail de « rephotographie », mené avec des habitants sous l'impulsion des services des Archives municipales et du pôle innovation



Très vite, les familles de Fontenay sont confrontées à la violence de ce conflit. Plus de 3 300 jeunes hommes sont mobilisés pendant cette guerre. Dès la mi-août, la nouvelle des premiers morts arrive. Au début du conflit, qui se déroulent en terrain découvert, de très nombreux soldats perdent la vie. D'autres sont blessés ou tombent gravement malades car dans les tranchées naissantes les conditions d'hygiène sont très mauvaises. Les rats et les poux pullulent. Avec la pluie, puis la neige, la boue se retrouve partout. Les familles sont plongées dans l'angoisse malgré la censure du courrier ou l'autocensure (la prudence dont les soldats font preuve dans leurs lettres). Lorsque les liaisons postales s'arrêtent, l'angoisse monte d'un cran. Dès fin novembre 1914, la ville a déjà perdu plus d'une centaine de ses enfants.

Cette notion d'atrocités et plus globalement les « horreurs de la guerre » touchent directement la population... Plusieurs infirmeries et hôpitaux militaires sont installés dans la commune. Rue du Châtelet (aujourd'hui rue Charles-Bassée)

dans les locaux du patronage Jeanne-d'Arc, rue de Neuilly, dans l'Institution de la rue de Noé (aujourd'hui la Maison du citoyen rue du Père-Lucien-Aubry) des soldats blessés sont soignés par dizaines souvent pour des lésions graves dues à des balles ou des éclats d'obus. Des religieuses occupent les postes d'infirmières et d'aides-soignantes. Malgré le bourrage de crâne qui entend minimiser la puissance des armes du kaiser, il devient évident pour tout un chacun que l'on est entré dans une guerre d'un nouveau genre où l'artillerie a un rôle prédominant. Le nombre et la gravité des blessures sont impressionnants. Les privations sont aussi un sacrifice que doivent consentir les civils. Au fur et à mesure de l'avancée de la guerre, le problème de la production alimentaire se pose de façon plus aigüe. En effet, le front s'étend de la mer du Nord à la Suisse et des régions entières ne sont plus cultivées. Les paysans sont dans les tranchées et, malgré les efforts des femmes et des enfants, le tonnage de blé diminue. La priorité est de nourrir les poilus. À partir de 1917, le gouvernement met en place des tickets de rationnement. La population est classée en six catégories (enfants, jeunes, adultes, travailleurs, cultivateurs, vieillards) qui se voient attribuer chacune des rations qui diminuent au fil du temps. En août, la farine et le pain, qui forment la base de l'alimentation, sont rationnés. Faire de la pâtisserie devient un luxe puis est même interdit. La vente de sucre est limitée. Les produits de première nécessité



MINISTÈRE DES PENSIONS.		LIVRE D'OR.		Loi du 25 Octobre 1919.	
DIRECTION DE LA LIQUIDATION.		COMMUNE DE FONTENAY SOUS BOIS			
BUREAU DE L'ÉTAT CIVIL Rue Odinet, n° 8.		DÉPARTEMENT DE Seine.			
NOM ET PRÉNOMS.	DATE ET LIEU DE NAISSANCE.	RÉGIMENT ET GRADE.	DATE ET LIEU DE DÉCÈS.		
GADREBOIS Louis André	12 mai 1887 PARIS	Soldat 156 ^e Inf.	25 janv. 1918 MIEBERDINGHE Belg.		
GALLAND Edouard Louis	19 janv. 1892 PARIS	Soldat 23 ^e Inf. Col.	22 août 1914 NEUFCHATEAU Belg.		
GAUCHET Léon	22 nov. 1896 ROCHES LÉVY	Soldat 82 ^e sp. aéro.	11 sept. 1918 BOULOGNE Hte. gar.		
GANTIER Charles Rémy	18 janv. 1893 VINCENNES Sse	Sergent 260 ^e Inf.	26 oct. 1918 OCHTINA Serbie		
GARNIER Jules Alexandre Auguste	1 ^{er} janv. 1875 MONTAUCON Aisne	Sergent 71 ^e Inf. Ter.	5 juillet 1917 MONT HAUT PROHNS Hte.		
GARRICOU Joseph François Marius	7 nov. 1883 RIOLS Hérault	Sergent four. 365 ^e Inf.	27 juillet 1918 CAULY Oise		
GAUDENNAIS Paul Gabriel	19 nov. 1878 JOIGNY Yonne	Soldat 34 ^e Inf. Ter.	15 juillet 1918 PROHNS Hte.		
GAUDIN Henri	24 févr. 1876 PARIS	Soldat 321 ^e Inf.	30 oct. 1914 VAUQUOIS Meuse		
GEORGES Emile Marcel	21 janv. 1886 PARIS	Soldat 102 ^e Inf.	13 sept. 1916 MONTY Meuse		
GERARD Léon Achille Eugène	5 mars 1895 FONTENAY Sse	Caporal 404 ^e Inf.	2 sept. 1916 ESTRÉES Somme		
GERBE Philibert Théodule	17 févr. 1894 ARDILLATS Rhône	1 ^{er} Cl. 404 ^e Inf.	16 juin 1918 ROYEL Oise		
GESSST Georges Jean Baptiste	15 nov. 1897 VIGNY Indre	Soldat 224 ^e Inf.	1 ^{er} juin 1917 LAPPAUX Aisne		
GILBERT Alexandre Alphonse	16 août 1887 FONTENAY SOUS BOIS Seine	Sergent 382 ^e Inf.	21 juin 1915 BOUCHES P.d.C.		
GILBERT Henri Baptiste	15 févr. 1895 MONTAUCON Aisne	Caporal 29 ^e Inf.	28 août 1914 MONTAUCON Aisne		
GILLARDYET Gabriel	23 janv. 1886 PARIS	Soldat 26 ^e Inf.	11 nov. 1914 GROOT VIERSTRAAT Belg.		
GILLET Léopold	3 sept. 1886 FONTENAY S/BOIS	Soldat 346 ^e Inf.	30 sept. 1914 LIRONVILLE Hte. gar.		

Page 11 du Livre d'or des morts pour la France de Fontenay-sous-Bois, Archives nationales.

comme le riz, les pâtes et les pommes de terre sont soumis à des tickets semestriels. L'achat de viande est restreint à deux fois par semaine. Ces restrictions touchent les habitants et notamment les plus fragiles, les enfants et les vieux. Ce rationnement se poursuit jusqu'en avril 1919 et même deux ans de plus pour le sucre. Ces conditions éprouvent les organismes et diminuent leur résistance face aux maladies. Mais la guerre qui est si proche frappe d'ailleurs directement Fontenay au cœur. Pendant la nuit du 30 au 31 janvier 1918, des avions allemands, les *Gotha G* ces bombardiers biplan attaquent Paris. Chacun de ces appareils transporte 300 kg de bombes. Au matin du 31 janvier, la rue du

Châtelet offre un spectacle de désolation. Les locaux du patronage ont été durement touchés. Les étages de l'immeuble sont complètement démolis, la rue est jonchée de débris. D'autres lieux ont été touchés, comme la rue Guérin-Leroux ou la villa dans laquelle réside la famille Lapie. Lucien et Marcelle, les enfants de la maison n'en réchappent pas. Leur mère est gravement blessée. Leur enterrement donne lieu à une cérémonie où sont associés les enfants des écoles. Les plus jeunes sont aussi confrontés à la mort. Le 12 février 1918, le maire prend des mesures de restriction de l'éclairage afin d'éviter que les « aéronaves ennemis » puissent repérer la ville et en faire une cible. Un clairon municipal

REPUBLIQUE FRANÇAISE
VILLE DE FONTENAY-SOUS-BOIS
Incursion d'Aéronefs Ennemis
RÈGLEMENTATION de l'Eclairage Privé

La Municipalité de Fontenay-sous-Bois rappelle aux habitants les prescriptions de l'Ordonnance de Police du 16 Janvier 1915, relatives à la réglementation de l'éclairage privé, ainsi conçues :

« Des la chute du jour, jusqu'au matin, dans les appartements éclairés, les doubles rideaux seront tirés ou les persiennes seront fermées sur la façade ou sur la cour; à leur défaut, la clarté de l'appartement sera voilée pour l'extérieur par toutes dispositions efficaces. L'éclairage des établissements publics ou privés, des usines, des magasins et, en général, de tous bâtiments qui projettent une vive lumière au dehors par des fenêtres, devantures ou haies vitrées, en façade ou sur cour, sera réduit au strict nécessaire et voilé également dans toute la mesure du possible. L'éclairage extérieur des terrasses et des étalages sera supprimé. Elle recommande non seulement la fermeture des volets, mais devant les fenêtres, l'installation d'un rideau opaque interceptant toute lumière qui pourrait filtrer au travers des ouvertures des volets. On devra faire de même pour les chassés vitrés sur toiture. Instamment, elle invite les habitants à bien assurer également le calfeutrage des dépendances, particulièrement des chambres de domestiques qui, ordinairement, ne comportent pas à cet égard de dispositifs suffisants. Toutes les infractions dûment constatées seront rigoureusement poursuivies. En cas d'incursion, procéder à l'extinction totale des lumières. Éviter le séjour aux fenêtres et dans l'axe des fenêtres et le refuge dans les cages d'escaliers. Fermer les compteurs à gaz. La Municipalité fait appel à la population pour que chacun s'applique spontanément la discipline nécessaire sur tous ces points. Fontenay-sous-Bois le 12 Février 1918. Le Maire, C. BASSET.

Affiche municipale de février 1918 réglementant l'éclairage privé pour limiter les risques de bombardement, Archives départementales du Val-de-Marne.

sonne l'alerte en cas de survol de la commune. En mars, les alertes se font plus nombreuses, car la Capitale est visée par les tirs à longue portée du canon Krupp surnommé la Grosse Bertha.

Le contexte de la fin des hostilités, le 11 novembre 1918, apporte soulagement et une certaine joie aux Fontenaysiens. Cependant, à l'heure du bilan, de très nombreuses familles ne peuvent que pleurer la perte d'un proche. Les dernières recherches en vue de constituer un mémorial numérique des Fontenaysiens morts pendant cette Grande Guerre font apparaître que plus de 550 hommes ont laissé la vie dans les tranchées ou les hôpitaux militaires. Il s'agit d'une hécatombe d'une ampleur jamais vue jusque là dans l'histoire de la commune. Les blessés graves se comptent aussi par centaines et certains décèdent chez eux en 1919 ou 1920. Les stigmates de la guerre sont marqués à jamais dans les corps et les âmes de milliers d'hommes qui deviennent des anciens combattants. La reconstruction et le retour à une vie presque normale prennent du temps. La période qui s'ouvre après-guerre se caractérise aussi par un formidable élan de solidarité que la ville de Fontenay engage en parrainant, à partir de 1919, le petit village de Trucy sur le Chemin des Dames pour sa reconstruction. Un lien fort et durable s'installe entre les deux communes et montre aux habitants qu'ils ne sont pas les seuls à avoir souffert. La consolation est mince mais l'aide apportée aux sinistrés de l'Aisne participe aussi à la reconstruction morale de Fontenay. /

Un macabre décompte

Longtemps, très longtemps on n'a pas mesuré l'ampleur du massacre que constitua pour la ville de Fontenay l'épisode de la Grande Guerre. La consultation des pages consacrées à l'histoire de notre ville sur plusieurs sites Internet très fréquentés permet de se rendre compte de ce phénomène. « Fontenay vit disparaître 257 de ses enfants », peut-on lire couramment. Les recherches historiques menées depuis 2014 à l'occasion du centenaire de la Première Guerre mondiale ont permis de rectifier ce chiffre et de s'approcher un peu plus de la réalité. L'utilisation de ce chiffre a attiré l'attention des historiens, car, en effet, il ne représente que 1,5 % de la population de la commune, alors que la moyenne nationale des pertes militaires s'élève à plus de 3,6 %. Près de 1,4 million de morts, la saignée démographique du conflit est un événement inconnu jusque-là et d'autant plus si on le rapporte aux hommes entre 20 et 40 ans.

Croiser l'ensemble des archives

L'idée de créer un mémorial numérique recensant tous les Fontenaysiens morts durant le conflit nous a obligés à reprendre tout depuis le début, de faire fi de toutes les idées reçues et de ne se fier qu'aux indices contenus dans les différentes sources historiques.

PARTIE À REMPLIR PAR LE CORPS.

Nom **FEVRE**

Prénoms **André Joseph**

Grade **Soldat**

Corps **141^{er} Régiment d'Infanterie**

N° **7.614** au Corps. — Cl. **1908**

Matricule **11.541** au Recrutement **Seine Nord - Bureaux**

Mort pour la France le **17 Février 1915**

à **Mont des Alleux (Meuse)**

Genre de mort **Kill à l'ennemi**

Né le **21 Décembre 1888**

à **Paris** Département **Seine**

Arr. municipal (p. Paris et Lyon), à défaut rue et N° **18^{ème}**

Jugement rendu le _____ par le Tribunal de _____

acte ou jugement transcrit le **Bellai 1915**

à **Fontenay-sous-Bois (Seine)**

N° du registre d'état civil **145/137**

531-708-1921. (20131)

Des morts... des morts... des anciens et des encore chauds. La voilà, la consécration ! LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE dans toute sa "splendeur" ! 35 pays participant, de près ou de loin ! Tu veux des chiffres ? Une comptabilité "historique" pour l'avenir ? 10 000 000 de morts ! Combien d'années d'espérance de vie ensevelies à jamais dans la boue ? Combien d'orphelins ? de mutilés, de veuves ? Rien qu'en France 930 ha de cimetières militaires, de la bonne terre pour la betterave, mais seulement des croix qui poussent en surface ! Si tous les morts français défilaient en rangs par quatre pour le 14 juillet, il ne faudrait pas moins de 6 jours et 5 nuits avant que le dernier ne nous montre sa face livide...



Le bilan de la Grande Guerre, Jacques Tardi, C'était la guerre des tranchées, Casterman, p. 112.

Le but a été de croiser l'ensemble des archives disponibles pour tenter de retrouver tous les enfants de la ville morts du fait de leur engagement pour la défense du pays. Ce ne fut pas chose aisée du fait de leur dispersion. Un des premiers éléments consultés a été la liste des paroissiens décédés, gravée sur le mur d'une des chapelles de l'église Saint-Germain. Elle compte environ 250 noms et a certainement été prise pour le décompte officiel par ceux qui ont longtemps utilisé ce chiffre. En effet, c'est la seule trace visible dans l'espace communal, puisqu'il n'existe pas à Fontenay de monument aux morts nominatif pour cette guerre. Cette liste, base de départ, a été confrontée à celle des morts publiée chaque mois durant la guerre par *Le Clocher*, journal paroissial. On a ensuite utilisé une liste dactylographiée sur feuilles volantes datant des années 1920, conservée aux archives municipales. Rédigée par les services municipaux, elle a été ensuite utilisée par les services de l'État (le ministère des Pensions) pour constituer le Livre d'or de la commune. Ce dernier contient 27 pages pour Fontenay ainsi que des rajouts et des retraites. Il a fallu vérifier toutes les données. Ainsi le nom d'Albert Jourdain avait été barré de ce registre des pensions. Ce sergent du 76^e régiment d'infanterie, qui habitait au 3 rue de la Solidarité, s'est en effet suicidé le 11 mai 1916 à Le Claon dans la Meuse. Très malade, il n'avait pas réussi à supporter ses conditions au quatrième mois de la bataille de Verdun. Terrible fin pour un jeune homme de 25 ans. Il n'en est pas moins une victime du conflit.

La mise en ligne des fiches officielles des soldats décédés durant la guerre sur le site Mémoire des hommes.sga.defense.gouv.fr a permis de retrouver de nombreux éléments biographiques. Cependant, contrairement à celle d'André Fevre reproduite ici, toutes ne comportent pas la mention de Fontenay. En effet, souvent l'acte de décès est transcrit dans les registres de la commune de naissance, sans qu'aucun lien ne soit fait avec la ville de résidence, ce qui ne facilite pas les recherches. Il convient aussi de rajouter aux victimes les noms de ceux qui sont morts après le 11 novembre 1918 et pendant l'année 1919 des suites, par exemple, de leur exposition aux gaz de combat. Un autre document, retrouvé au mois de novembre, a cependant été très précieux. Il s'agit d'un « Tableau commémoratif des Fontenaysiens [sic] morts pour la patrie ». Réalisé à partir de 1917, il contient 544 noms et surtout les adresses des défunts, qui ont permis de recouper l'information avec les listes du recensement de 1911.

595 soldats fontenaysiens morts

Aujourd'hui les recherches ont permis de recenser avec certitude les noms de pas moins de 595 soldats fontenaysiens morts lors de ce grand massacre. C'est 3,6 % de la population totale de la commune, ce qui correspond exactement à la proportion nationale et replace Fontenay dans la moyenne. C'est surtout la porte ouverte pour pouvoir étudier la vie de tous ces jeunes hommes trop vite disparus. /

Les aventures du sergent Radigué



Pierre Radigué dans les années 1910, Archives municipales.

Radigué a une belle situation. Marchand de bières prospère à Paris, il réside dans une belle et grande maison sise au 8 de la rue Boschot. Il possède même une automobile. Marié depuis la fin des années 1890 à Jeanne Harrois, il est père d'une fille unique prénommée Rose, née en février 1900. Du fait de son âge (il a déjà plus de 40 ans lors de la déclaration de guerre), il n'est pas mobilisé immédiatement. Ce n'est qu'en mars 1915, qu'il est envoyé à Avon en Seine-et-Marne. C'est pour lui véritablement le début d'une aventure qui le fait sortir de son quotidien de notable. Dans les archives, on trouve les lettres et surtout les cartes de correspondance qu'il envoie à son épouse quasi quotidiennement entre le 24 mars 1915 et le 31 janvier 1916. Grâce à sa volonté de donner des nouvelles à celle qu'il appelle toujours affectueusement « *ma mère chérie* », on peut suivre son parcours au jour le jour au fil de ses réflexions rarement dénuées d'un certain humour.

Loin des horreurs de la guerre

Dès le 15 avril 1915, il est affecté dans une compagnie de garde voies à la gare de Blanville en Meurthe-et-Moselle, à une trentaine de kilomètres du front et à une vingtaine de Nancy. Son travail est simple, il s'agit d'une surveillance. Il est loin des horreurs de la guerre des tranchées. Il le remarque en écrivant que dans cette zone « *le*

danger est nul ». Le 1^{er} mai, il affirme : « *Rien de neuf par ici, je crois que j'engraisse... ça, c'est épatant.* » Il est conscient de la chance qu'il a par rapport aux poilus qui sont en première ligne et n'ont pas, par exemple, « *la chance de pouvoir avoir des nouvelles de chez eux surtout si rapidement* ». Il lui arrive de se rendre compte de cette réalité de la guerre en voyant parfois passer des « *wagons de blessés ou de prisonniers* ». Et puis, il fait des réflexions sur les affaires de ses collègues de par ici, qui ne sont pas à plaindre : « *Les marchands de vin et de bières font des fortunes, même s'ils ont eu aussi leurs morts.* »

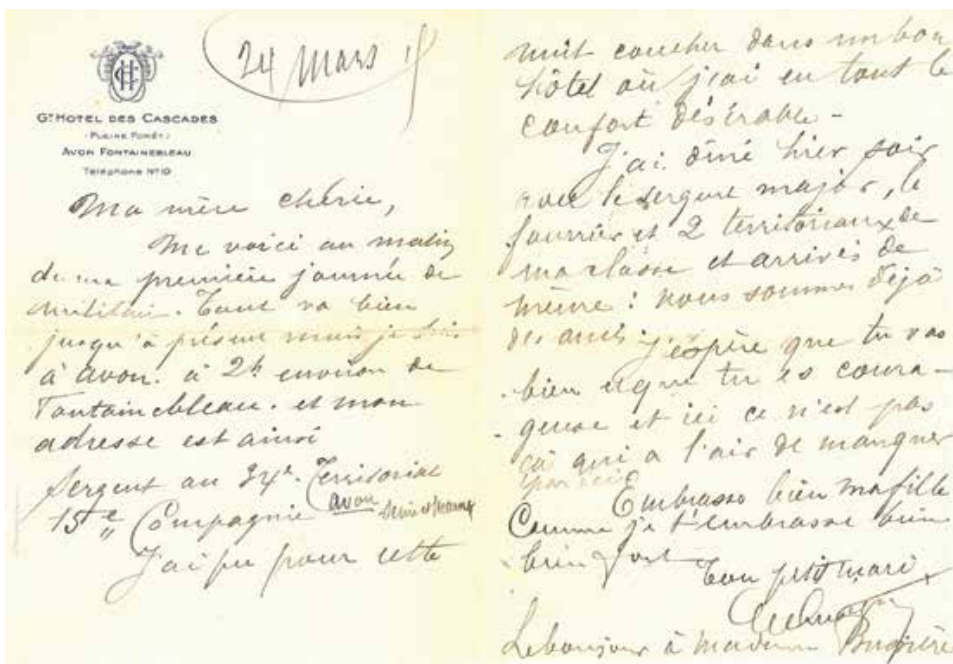
Entre les travaux de génie, le temps paraît parfois un peu long au sergent Radigué. Il est content de recevoir des lettres de sa fille qu'il appelle Rosette. En juin, il demande à sa femme de lui faire parvenir son pistolet Browning qu'il avait acheté au BHV et des cartouches « *pas pour les Boches, à moins toutefois qu'ils ne soient tombés du ciel sur le pays* », mais afin de s'exercer au tir. Il est ensuite transféré dans un cantonnement près de Verdun, mais bien à l'arrière des zones de combat, ce qui lui fait dire qu'il y a plus de risque d'être blessé à Paris par accident que là où il sert. Il relativise bien sa situation. Pierre Radigué a été militaire mais sans faire la guerre. Il rentre donc sain et sauf à Fontenay et devient même conseiller municipal en 1919... /

Lors de la mobilisation des soldats en 1914, les hommes sont répartis par la loi selon leur âge dans différentes catégories. Les hommes de 22 à 24 ans intègrent l'armée d'active, ceux de 24 à 35 ans sont affectés dans la réserve de l'armée d'active. Les plus âgés, ceux nés entre 1875 et 1880, forment l'armée territoriale, qui doit être mobilisée dès le mois d'août pour renforcer l'effort de guerre et contenir l'avancée ennemie. La dernière catégorie est celle des hommes de plus de 40 ans. Ils sont donc nés entre 1869 et 1874. Ils intègrent ce que l'on appelle la réserve de l'armée territoriale (RAT). Ils ne sont pas envoyés au front mais soutiennent l'effort de guerre.

Affectées à des travaux de génie à l'arrière du front, ces unités ne ressemblent pas aux régiments classiques de l'armée. Elles ne sont pas armées, n'ont pas d'équipement spécifique et, au début parfois, même pas d'uniforme. Elles ne participent pas, ni de près ni de loin, aux combats. À partir de fin septembre, c'est parmi ces mobilisés que sont créées les compagnies de garde de voies de communication (GVC). Elles surveillent les voies de chemin de fer et les ouvrages d'art stratégiques : ponts et tunnels.

Lettres d'un militaire de l'arrière

Le service des Archives municipales possède la correspondance d'un Fontenaysien affecté parmi ces militaires de l'arrière : le sergent Radigué. Né au début des années 1870, Pierre



Première lettre de mobilisation du sergent Pierre Radigué, 24 mars 1915, Archives municipales de Fontenay-sous-Bois.

Nouveau visage de la mort

Le mois d'avril 1915 marque une nouvelle étape de cette guerre des tranchées qui se prolonge depuis six mois. C'est le début de l'utilisation massive de gaz mortels au combat.

Le 22 avril à 17 heures sur le front de Belgique, au nord de la ville d'Ypres, l'armée allemande profite d'un vent d'est pour libérer plus de 168 tonnes de chlore contenues dans plus de 5 000 bonbonnes ouvertes simultanément. Cette première utilisation massive d'un agent chimique mortel causa la panique dans les lignes adverses, occupées par les troupes coloniales françaises.

Lésions aux yeux et suffocation

Certes, les soldats français avaient été les premiers à utiliser, dès août 1914, des grenades contenant des gaz lacrymogènes, mais en avril 1915 on passe véritablement à un autre degré. Il s'agit de la première attaque massive utilisant un agent mortel à forte dose, qui provoque des lésions graves aux yeux et à tout le système respiratoire : nez, gorge, poumons, entraînant la suffocation. La panique et l'agitation après une telle attaque avec l'arrivée d'un nuage verdâtre renforcent l'efficacité du gaz. Avec l'accélération du cœur, il se diffuse plus rapidement dans l'organisme et l'empoisonne.

Rapidement les états-majors des deux camps organisent tout un système de contre-mesures pour réduire l'efficacité du gaz, voire en annuler les effets. Le chlore étant soluble dans l'eau, un simple chiffon mouillé en diminue la dangerosité. Rapidement des compresses à base de coton sont imaginées, puis ce sont des sortes de cagoules comme le montre cette illustration parue dès le mois de mai 1915. Ce ne sont plus des soldats, mais des spectres dignes de romans d'anticipation que l'on voit sur cette photographie. Ces images impressionnent beaucoup à l'époque. Le progrès et la modernité n'ont pas que du bon dans cette guerre devenue industrielle !

La course à l'innovation

Dès l'année suivante de véritables combinaisons apparaissent, puis se développent les masques à gaz. Mais les industries chimiques allemandes et françaises se livrent une véritable course à l'innovation aussi bien concernant la toxicité des agents que l'efficacité des protections. Du phosgène au gaz moutarde, les chimistes des différents pays belligérants développent des trésors d'imagination. Les usines chimiques et assimilées tournent à plein régime. À Fontenay-

CES PÉNITENTS EN CAGOULE SONT DES SOLDATS



Ils se défendent contre l'emploi des gaz asphyxiants par les Allemands

La guerre moderne ou plutôt la guerre telle que la comprennent des barbares qui ne reculent pas devant les moyens les plus odieux, aura donné aux soldats de 1915 des aspects étranges. Robida lui-même, qui avait beaucoup prévu, n'aurait jamais ima-

giné semblable spectacle. Il a fallu se défendre contre le goudron enflammé, les liquides corrosifs, les gaz asphyxiants. Quant aux blouses, elles sont, comme les cagoules, d'une nuance qui permet aux combattants de se confondre avec la terre des tranchées.

*Le Miroir n° 79, 30 mai 1915, don M. Erard,
Archives municipales de Fontenay-sous-Bois.*

sous-Bois, par exemple, les habitants du quartier des Rigollots se plaignent à la mairie de retrouver parfois leurs volailles crevées (poules, coqs et autres dindons). Une partie de l'usine de sinapismes a-t-elle servi à fabriquer des gaz mortels ? Sous couvert de secret militaire, un épais mystère plane au-dessus de cette entreprise.

Au front et dans les hôpitaux de l'arrière, on estime que près d'une vingtaine de Fontenaysiens moururent des inhalations de gaz. Des dizaines de Poilus revenus du front en furent estropiés à vie, une vie raccourcie considérablement avec des décès très prématurés qui se produisent dès 1919 à leur domicile... /

Cent ans d'un premier génocide



Mais qui se souvient encore du massacre des Arméniens ? », se demandait Hitler dans un discours à ses généraux quelques jours avant l'attaque des armées

nazies contre la Pologne le 22 août 1939. Cette phrase cynique, qui semble donner un permis de tuer, marque pourtant en creux l'ampleur de la destruction de ce peuple moins d'un quart de siècle plus tôt. Et pourtant, au seuil de la Seconde Guerre mondiale, le souvenir du premier génocide de l'histoire contemporaine était bien présent chez une partie de l'opinion européenne. En effet, des crimes, il y en avait déjà eu depuis le début du XX^e siècle, depuis la répression de la révolte des Héréros dans le Sud-ouest africain à partir de 1904 en passant par la saignée des champs de bataille de la Première Guerre mondiale. Mais rien de comparable à ce qu'avaient subi les populations arméniennes de l'empire ottoman durant la Grande Guerre.

1915, le début d'un vaste plan

De même, c'est en réfléchissant au sort des Arméniens que le juriste américain d'origine juive polonaise Raphaël Lemkin, enseignant à l'université de Yale, a forgé le mot de génocide. Par là, il entend la « *destruction d'une nation ou d'un groupe ethnique national* » dans le cadre d'un plan prémédité. En effet, la politique du gouvernement jeune turc de l'empire ottoman en 1915 a été marquée par une volonté de faire disparaître du paysage cette minorité que constituaient les Arméniens. Cette population représentait une communauté de deux millions et demi d'habitants résidant essentiellement en Anatolie. De 1915 à 1916, plus d'un million de personnes sont regroupées, déplacées et finalement tuées. Cette opération coordonnée débute dans la nuit du 23 au 24 avril 1915 au cours de laquelle des centaines de notables arméniens sont arrêtés à Istanbul. C'est le début d'un vaste plan qui aboutit à des massacres d'une forme et d'une ampleur jusque-là inédites. Les hommes sont pour beaucoup assassinés, les femmes et les enfants envoyés à marche forcée dans le désert de Mésopotamie où la grande majorité succombe.

Un peuple à part

Les Arméniens, qui avaient déjà subi des massacres en 1894-1896, sont considérés comme un peuple à part : ils ne sont pas turcs, ils sont chrétiens et accusés par les autorités ottomanes d'être favorables à la Russie au sud de laquelle réside aussi un million des leurs. Alors peut-on considérer qu'il s'agit de victimes collatérales de la Grande Guerre ? Certes, les rivalités entre Russes et Turcs ont fourni un prétexte au déclenchement des massacres, mais il y a bien plus profondément une volonté du nationalisme turc d'uniformiser

MÉMOIRE, JUSTICE ET RÉPARATIONS

GÉNOCIDE ARMÉNIEN

100 ANS 1915-2015

VENDREDI 24 AVRIL 2015 - PARIS - CÉRÉMONIE OFFICIELLE DE COMMÉMORATION DU 100^e ANNIVERSAIRE DU GÉNOCIDE DES ARMÉNIENS PRÉPARÉE PAR LE GOUVERNEMENT JEUNE-TURC EN 1915 DEVANT LA STATUE DE KOMITAS EN PRÉSENCE DU REPRÉSENTANT DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE. ccdf 1915-2015 GENOCIDE ARMÉNIEN

RENSEIGNEMENT : WWW.2015.CCAF.INFO

Affiche du centenaire, Conseil de coordination des associations arméniennes de France (CCAF).

le pays. Une logique, dans le cadre de la décomposition de l'empire ottoman, qui ne laisse aucune place à cette minorité. Les rescapés du génocide sont donc contraints de quitter la région. Ils deviennent des apatrides et des dizaines de milliers se réfugient en France à partir des années 1920. Aujourd'hui, on estime que les habitants d'origine arménienne sont environ six-cents-mille.

Les frères arméniens de Fontenay

La ville de Fontenay-sous-Bois a aussi connu dans les années d'après la Première Guerre mondiale une arrivée d'Arméniens. On en retrouve la trace dans les recensements. Bien d'autres sont

arrivés ensuite. Ils portent culturellement en eux des traditions et la mémoire du génocide qu'ont subi leurs ancêtres en 1915 et 1916. Les premiers d'entre eux avaient été les témoins directs de ce crime inouï. Ils en parlaient parfois comme Missak Gulbekian et M. Kalfayan. Ces deux hommes avaient un lien très profond. La mère de l'un ayant ramassé l'autre sur le bord d'une route et l'ayant adopté. Devenus vieux dans les années 1980, ils étaient connus comme les frères arméniens de Fontenay. Le centenaire de la Grande Guerre permet aussi de replacer l'histoire de ces immigrés dans son contexte si particulier et de leur rendre hommage... /

Rencontres et brassage en Artois

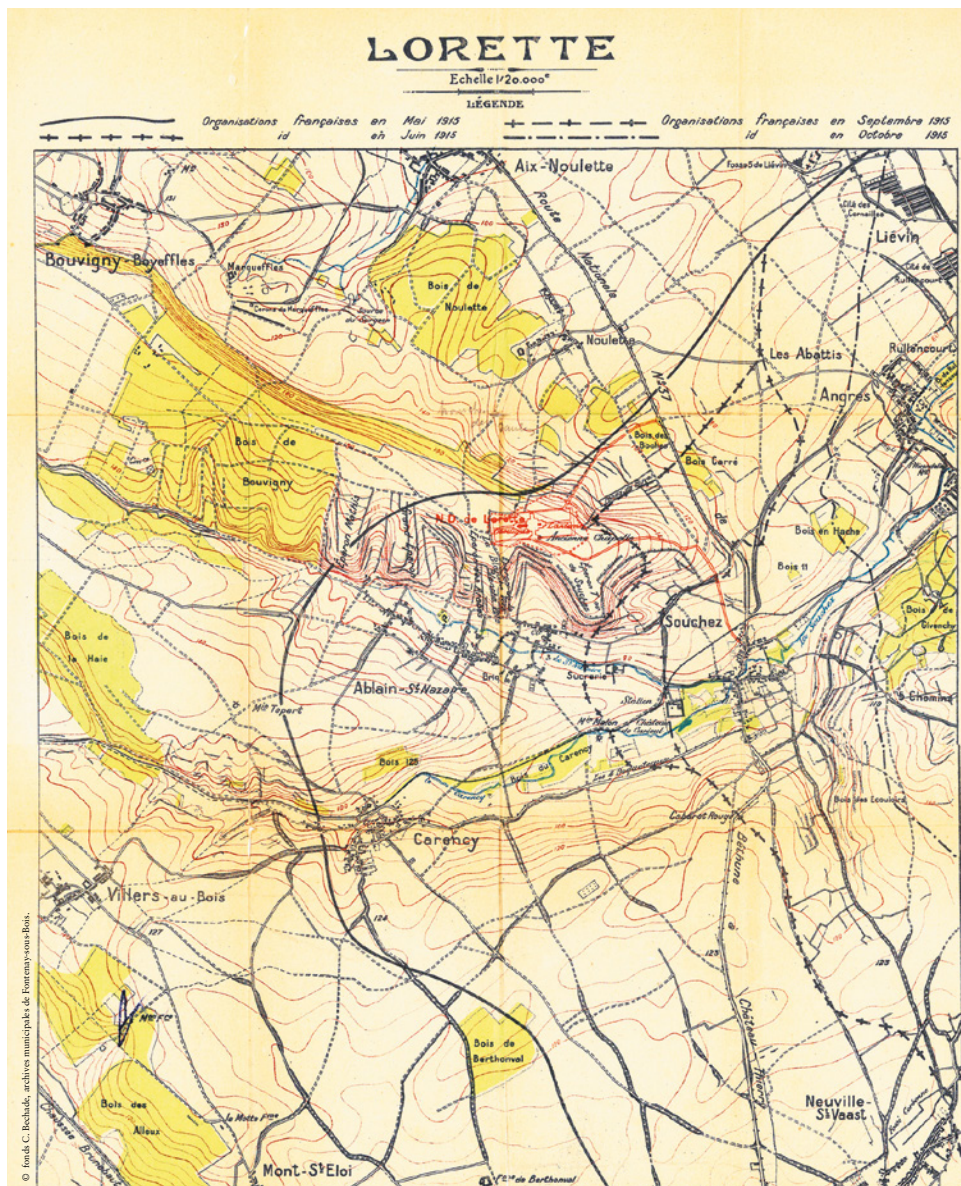
L'année 1915 est pour les soldats de la ville de Fontenay la plus meurtrière de la Grande Guerre. En effet, les dernières recherches montrent que plus de 150 Fontenaysiens succombent sur les différents fronts. Mais cette guerre qui s'enlise dans les tranchées est aussi un évènement sociologique majeur pour le pays. On passe d'une société issue d'un XIX^e siècle dans laquelle la mobilité des habitants était faible à un grand chambardement. Avant, les habitants, en particulier dans les campagnes, vivaient et mourraient dans un espace de 50 km autour de leur habitation. Les déplacements étaient limités. La guerre entraîne une transformation profonde du lien au territoire. Les soldats sont projetés, pour longtemps, sur les différents secteurs d'un front qui s'étend de la mer du Nord à la Suisse. C'est pour beaucoup d'entre eux un « voyage inattendu » qui leur fait rencontrer leurs contemporains venus de tout le pays et issus de tous les métiers et de toutes les catégories sociales. Des paysans bretons voient des ouvriers de région parisienne ou des mineurs de Lorraine, des instituteurs du Béarn côtoient des ingénieurs ou des petits commerçants de Provence. La mobilisation générale met en contact des jeunes gens qui n'avaient pas pour vocation de se fréquenter.

Le soldat Jules Vézard

La seconde bataille de l'Artois, en mai et juin 1915, est de ce point de vue emblématique. La volonté de l'état-major français est de percer le front allemand dans le Pas-de-Calais en direction d'Arras et de Liévin. Le soldat Jules Vézard, né à Paris en 1877, se trouve ainsi mobilisé, vu son âge, dans l'armée territoriale. Il est affecté en mai à Mont-Saint-Éloi à proximité de Notre-Dame-de-Lorette. Il a le souci de documenter son expérience pendant et après le conflit. Ses archives nombreuses et variées (photographies, cartes, dessins, notes...) ont été déposées par sa petite-fille au service des Archives municipales. Ces documents précis et sensibles sont une mine de connaissances. La carte et la photographie montrent ce secteur du front. Ce boucher de profession dans le civil dessine ses compagnons de combat et note au dos le lieu, la date et leur sort : « blessé », « disparu » ou « mort ».

Il y eut beaucoup de décès

Et des décès, il y en eut beaucoup. Cette offensive d'une quarantaine de jours provoque la mort de 102 000 soldats français et près de 50 000 allemands, pour un résultat quasi nul. Une



Carte du front d'Artois.

avancée de 3 km sur 5 avec la conquête des ruines du village de Neuville-Saint-Vaast. La moitié des Fontenaysiens morts en ce mois de juin 1915 sont tombés dans ce secteur très réduit. Huit soldats de la commune sont décédés alors sur le périmètre de cette carte. De Léon Beauval, tombé le 5 juin à Neuville, à Georges Tescher, tué à l'ennemi le 22 à Souchez, en passant par René Balluet, décédé le 13 à Notre-Dame-de-Lorette. Jules Vézard, quant à lui, poursuit sa guerre à Verdun en 1916, puis au Chemin-des-Dames en 1917, rencontrant à chaque fois de nouveaux camarades... /



Photographie de corvée de pluches, 1915 à Mont-Saint-Éloi.

Un art populaire créateur de mémoire

De nombreux Fontenaysiens ont longtemps vu ces objets, sur la cheminée de la grand-mère, dans le bureau du tonton ou sur le buffet de la salle à manger des dimanches d'antan. Souvenirs de la Grande Guerre, ils ont fait partie depuis un siècle du paysage mental, de l'arrière-plan de vies dont la jeunesse a été marquée par le conflit.

Ces souvenirs constituent ce que l'on appelle « l'artisanat de tranchée », un bric-à-brac hétéroclite auquel on n'a pas toujours fait attention. Et pourtant, ces objets fabriqués à partir de matériel de guerre sont devenus une source d'histoire. Ils sont en effet intimement associés au temps et à l'espace de 14-18. Ils ont été fabriqués au front ou à proximité immédiate avec une matière première directement issue de la guerre. Certes, l'artisanat de campagne n'est pas né en 1914. Mais son caractère massif, quasi industriel, pratiqué par tous les belligérants au cours des moments calmes, en a fait un phénomène visible sur lequel il est intéressant de se pencher.

Mémoire sur laiton

Vases gravés dans des douilles d'obus de calibre 75 (ce canon léger et mobile créé en 1897), bouillottes, porte-parapluies dans des douilles de 230, petits objets, coquetiers, bagues, coupe-papier, briquets, maquettes... la variété est immense. Le laiton des douilles d'obus est le plus souvent utilisé. C'est un alliage malléable facile à marteler, torsader, poinçonner et présent en très grande quantité partout où sont les artilleurs. La fabrication devient un passe-temps qui permet au soldat de s'abstraire moralement de son environnement immédiat et de faire des objets en pensant à ses proches. Utilisant un savoir-faire de paysan, d'ouvrier ou d'artisan, il crée de son travail un véritable art populaire dépositaire d'une mémoire immédiate. Mémoire sur laiton qui peut paraître anodine, individuelle comme l'est par définition la mémoire, mais tant et tellement massive, que son étude donne des indices précieux sur la vie et les sentiments dans les tranchées. Cet artisanat donne à voir des dates, des lieux, des amours et des caractères. Ainsi l'humour et la dérision de ce soldat martelant « *Ah, que la vie est belle !* » sur une douille dont le contenu est un engin à tuer.



Obus sculpté © Don Erard / Archives municipales de Fontenay-Sous-Bois



Bague © Fonds Langlest / Archives municipales de Fontenay-Sous-Bois

Deux de ces objets, déposés aux archives municipales par des descendants de Fontenaysiens qui avaient été des Poilus dans leur jeunesse, entrouvrent une porte sur la guerre et permettent d'entrevoir l'état d'esprit de ces hommes. C'est le cas de cette douille de 75, usinée par le soldat André Grosbois, né à Paris, en décembre 1893. Symbole de patriotisme que ce casque à pointe, renversé et chassé à coups de baïonnette par un Poilu français. De même, cette bague allemande

à croix de fer, récupérée par ce jeune soldat lorrain, Adrien Langlest, est porteuse de sens. Né en 1898, en Meurthe-et-Moselle, à Arraye, village frontalier de la Moselle annexée depuis 1871, il a connu toute son enfance la proximité de la présence allemande. Il a combattu dans le bataillon qui est entré dans Metz, capitale de la Moselle, le 17 novembre 1918. Les troupes du kaiser y étaient depuis quarante-sept ans, une éternité pour un jeune de 20 ans. /

Centenaire de la Grande Guerre

Amour et sentiments à distance...

« Mon bien cher Henri. Enfin j'ai reçu ta lettre de dimanche et je me suis rassurée, car depuis hier je ne vivais plus, et la nuit je n'en avais pas dormi, car j'avais peur qu'il ne te soit arrivé un malheur... » Dès août 1914, le courrier devient pour les soldats le seul lien avec leurs familles. À une époque où ni les téléphones portables avec les SMS ni internet avec les messageries instantanées ou les vidéos en direct n'existent, le courrier est le seul moyen de communication utilisé pour donner des nouvelles et en recevoir.

10 milliards de courriers

Lettres et cartes postales prennent une importance inconnue jusqu'à présent. Imaginez, dans une France où tous les enfants sont passés par l'école de Jules Ferry, en moyenne chaque soldat envoie une lettre par jour et en reçoit globalement deux fois plus. Des chiffres qui donnent le tournis. On estime que pour la durée de la guerre, rien que pour les Français, 10 milliards de courriers ont été échangés entre les soldats français et leurs proches ! Chaque jour, des millions de lettres transitent dans les services de la poste aux Armées. Ce moyen de communication est pratique, peu



Pensant à lui,
archives municipales de Fontenay-sous-Bois, fonds L. Damiani

onéreux et d'une rapidité singulière. Une fois que le front s'est stabilisé, quelques jours seulement suffisent pour que les courriers rejoignent leurs destinataires.

Une parenthèse dans l'horreur

Les écrits deviennent donc un rituel quasi quotidien pour des millions de personnes à l'avant comme à l'arrière. Il y a le temps de l'écriture, dans l'immédiateté de l'instant, le temps de l'attente, le temps de la réception avec l'avidité de la lecture, puis celui de la réponse... La lecture de ces feuilles de papier et ces morceaux de carton imagés constituent pour les combattants une sorte de parenthèse dans l'horreur de la situation qu'ils vivent. Les archives familiales, mais aussi municipales, regorgent de cette source inépuisable de détails sur le quotidien des Poilus et de leurs familles : parents, épouses, fiancées, enfants, cousins... Les plus de 3 300 jeunes Fontenaysiens qui ont été mobilisés ont envoyé environ 5 millions de courriers et en ont reçu près de deux fois plus.

« Doux baisers et bonnes caresses »

Les lettres expriment le quotidien de leurs auteurs mais aussi les sentiments de ces couples si longtemps séparés. Les formules de fin de correspondance en montrent souvent des exemples émouvants : « Je t'aime mon chéri et je t'embrasse bien fort. Ta petite femme qui te chérit. Alice » À mesure que l'éloignement se fait plus long, d'autres formules apparaissent. Des lettres d'amour aussi. Si toutes ne sont pas aussi explicites que les poèmes d'amour érotiques et sensuels de Guillaume Apollinaire, beaucoup renferment des formules qui ne laissent aucun doute. Expression des sentiments, d'amour et des désirs, elles donnent à lire et à imaginer à leurs destinataires une partie de l'intime des époux devenu un siècle après objet d'histoire. Elles évoluent aussi au fil des échanges : « Mon bien aimé Eugène, reçois mes tendres baisers. Ta Joséphine », peut-on lire le 16 septembre. Puis, « Reçois mon bien aimé mes plus doux baisers et bonnes caresses » le 22 septembre. Quelques jours après : « Reçois de ta chère Joséphine ses meilleures caresses à travers l'espace qui nous



Preuve d'amour, archives municipales de Fontenay-sous-Bois, fonds M. Oligo

sépare pour encore trois mois. Une grosse caresse. Ton amie Joséphine » L'espoir et la promesse d'une permission se fait sentir plus fortement. Le désir au bout de la plume est de plus en plus sensible au fur et à mesure que passent les jours.

Ces promesses d'amour à peine voilées donnent rapidement des idées aux concepteurs de cartes postales, qui déploient une grande ingéniosité pour créer toute une gamme de produits. Une riche iconographie se crée. Du plus romantique au plus osé, il y en a pour tous les goûts. La distance physique et la durée de la séparation permettent parfois l'expression de fantasmes qui en temps de paix n'auraient sans doute pas eu la possibilité de s'exprimer si directement. Ou quand la guerre participe à faire évoluer, par ricochet et de façon inattendue, les mentalités d'une société ou du moins d'une génération... /

Centenaire de la Grande Guerre Financer la guerre...

A l'automne 1915 apparaissent sur les murs des villes de France, et à Fontenay également près de la mairie et du bureau de Postes du boulevard des Écoles, des affiches appelant les habitants à verser leur or « *Pour la France* ».

Cette affiche de propagande, aux dimensions de 120 x 80 centimètres, rapidement reproduite en carte postale, est l'œuvre de l'illustrateur Abel Faivre (1876-1945), dont le style est bien connu des lecteurs de la presse quotidienne. Son message est simple et percutant. Pour gagner cette guerre, qui dure et s'est enlisée dans les tranchées depuis plus d'un an, le pays a besoin d'argent. Il faut mobiliser les réserves monétaires afin de pouvoir poursuivre l'effort militaire et payer armes et munitions en plus grand nombre encore, pour équiper les Poilus.

Le coq, un acteur de la guerre

Graphiquement, le coq de la pièce de 20 francs or, « le Napoléon » comme on dit (même si la face représente une Marianne au bonnet phrygien), symbole masculin par excellence, devient un acteur de la guerre. Le gallinacé représentant la France sort donc d'une pièce aux proportions hors du commun et se rue bec et serres en avant sur « un casque à pointe » qu'il a déjà mis à genoux. Mais la baïonnette du fusil Mauser de ce dernier est encore menaçante. Il n'y a donc pas à tarder pour s'engager aux côtés des jeunes soldats français qui défendent, selon les articles de presse et autres documents officiels, « *la civilisation contre les hordes germaniques* ».



Crédit: Archives Municipales de Fontenay-sous-Bois. Fonds S. Louppe.

C'est ce type d'argument et l'absence pesante de centaines et de centaines de jeunes Fontenaysiens mobilisés qui pousse Madame François, résidant avenue de la République, à apporter à la Banque de France, probablement à l'agence de Vincennes, une grande partie de ses économies. Des dizaines puis des centaines d'habitants, le plus souvent des femmes d'ailleurs, font le même chemin.

L'or, un soldat à part entière

La résignation face à une guerre, dont on sait désormais qu'elle sera longue et dont on s'approche du second hiver, est parfois tempérée par l'espoir. L'espoir que « *les petits ruisseaux faisant les grandes rivières* », les versements de millions de Français permettent aux troupes de tenir et finalement de l'emporter.

C'est aussi l'espoir d'Alexandre Ribot, le ministre des Finances, qui cherche avec frénésie des fonds pour la défense nationale, dont les dépenses ont littéralement explosé, depuis août 1914. Face à un système fiscal pour le moins lacunaire et largement incapable de financer l'effort de guerre, et bien que les taxes et impôts indirects aient déjà été largement augmentés (sur le tabac, l'alcool ou le sucre par exemple), d'autres stratagèmes sont nécessaires pour faire entrer de l'argent dans les caisses.

Cette campagne repose sur la confiance en un État fort, cette République dont les billets de banque sont censés garantir les versements. Il est fait appel à la solidarité des Français dont l'or devient véritablement un acteur de la guerre, un soldat à part entière qui « *combat pour la victoire* ». /



Bon de versement, octobre 1915.
Archives Municipales de Fontenay-sous-Bois. Fonds L. Damiani.

Le premier mémorial revient à la ville !

Histoire singulière que celle de ce « Tableau commémoratif des Fontenaisiens » (sic) très longtemps éclipsé et récemment réapparu. Un objet chargé d'histoire, historique aussi. Histoire singulière que celle de ces combattants blessés ou mutilés démobilisés qui se regroupent dès 1917. Devenus pour beaucoup et par l'effet des gaz et des amputations incapables de reprendre une activité professionnelle, ils se soucient de ne pas laisser tomber dans l'oubli la mémoire de leurs camarades morts dans les tranchées ou dans les hôpitaux militaires.

Un travail de recensement

Bien sûr, depuis l'automne 1914, *Le Clocher*, journal paroissial de Saint-Germain, publie dans chacun de ses numéros le récapitulatif des « Enfants de Fontenay-sous-Bois tombés au Champ d'Honneur ». Mais cette liste est incomplète et ne satisfait pas ce groupe d'anciens Poilus dont certains sont foncièrement anticléricaux et considèrent que même les « mécréants » doivent avoir droit à la reconnaissance publique. C'est armés de leur seule volonté

que ces hommes, aidés par leurs compagnes, se lancent tôt en 1917 dans un premier travail de recensement. Pour chacun des morts de la guerre, ils relèvent nom, prénom, grade, régiment et date de décès. Tous ces noms sont inscrits dans les colonnes d'un tableau où figure aussi leur adresse à Fontenay, renseignement précieux s'il en est. Les femmes en relation avec ce groupe sont chargées de broder les décorations qui entourent cette liste : feuilles de chêne et de laurier dont les rameaux soutiennent une croix de guerre pour le bas du tableau, flammes tricolores et feuilles d'olivier (?) pour encadrer le titre du mémorial.

Travail esthétiquement beau, ne serait-ce que par la graphie tracée à la plume, et qui se veut le plus précis possible. Commencé en 1917 alors que la guerre bat encore son plein, il est repris, retravaillé pour maintenir l'ordre alphabétique. La dernière colonne en bas à droite est complétée jusqu'en 1921 avec le nom de Camille Guérard, résidant rue de la Planche, mort le 5 février des suites directes d'une blessure invalidante qui lui avait valu une réforme n°1 à titre définitif. En tout, 542 soldats et



officiers sont inscrits, soit plus de 91 % des morts de la commune recensés à ce jour.

On était très loin du compte !

Ce tableau n'a néanmoins pas empêché une certaine forme d'oubli. Très longtemps en effet, l'histoire officielle de la ville, se basant sans chercher plus loin sur la seule liste gravée dans la vieille église (à l'époque de la guerre l'unique paroisse), dénombrait 257 Fontenaisiens morts à la guerre. On était très loin du compte ! Le premier mémorial a ensuite eu

un parcours dont on ne connaît pas toutes les étapes. On sait cependant que ses créateurs furent parmi les premiers adhérents de la section locale de l'Association républicaine des anciens combattants (Arac), cette organisation de gauche créée au niveau national elle aussi en 1917 à l'initiative d'Henri Barbusse. Après une longue absence, il n'a été retrouvé qu'en 2014 dans les locaux de l'Arac. Sa remise aux archives municipales est un bel exemple de l'utilité de la collecte nationale des objets et documents de 1914-18 qui se poursuit... /



Triste Noël 1915

«L'année présente va s'éteindre au milieu des tortures morales qui martyrisent les cœurs français. Cette année finira dans le bruit du canon pour les uns, dans les horreurs de la lutte pour les autres, dans le deuil pour beaucoup, dans l'angoisse pour tous.» Ainsi s'exprimait, il y a cent ans, le curé Gondré de la paroisse de Fontenay dans le numéro spécial du journal *Le Clocher*. Et d'évoquer «l'impénétrable mystère» d'une guerre dont on ne voit pas, dont on n' imagine même pas la fin et qui plonge les habitants dans des gouffres d'incertitude et de doute... C'est aussi ce que confirme l'abbé Sylvestre, qui écrit du front de Lorraine où il est affecté dans le secteur du bois de Mort-Mare à proximité de Flirey en Meurthe-et-Moselle. Son exaltation patriotique

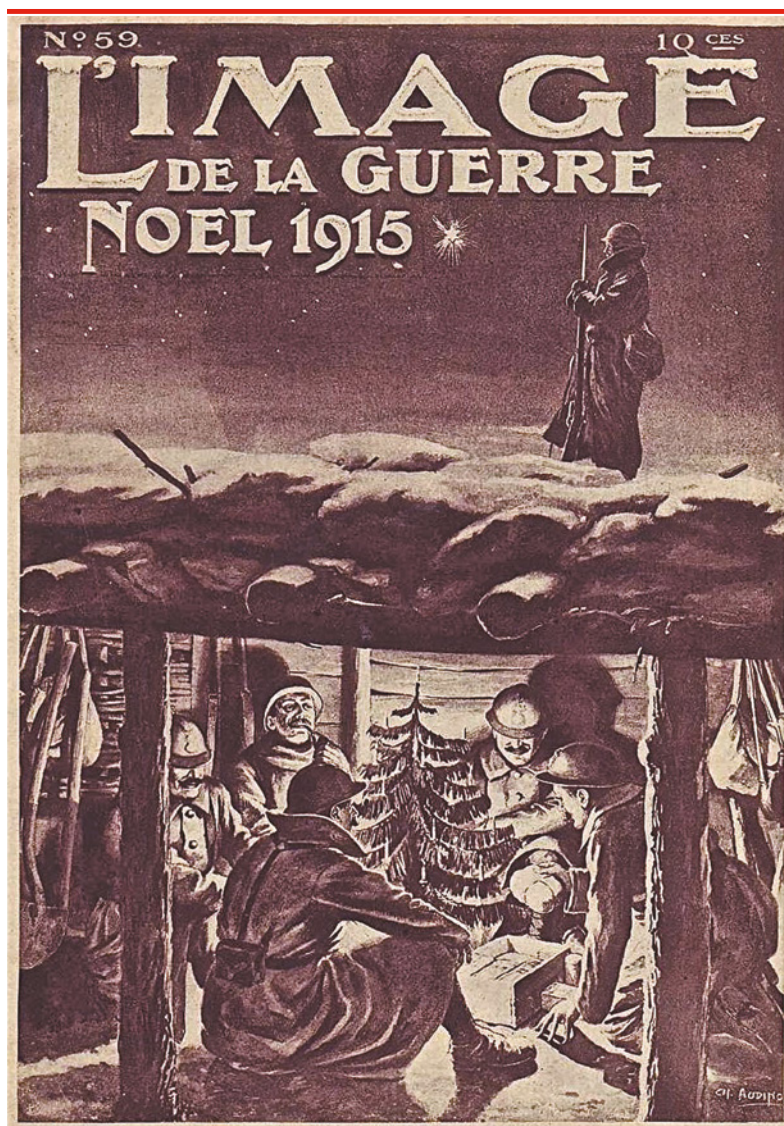
et mystique ne cache cependant pas l'ampleur des sacrifices consentis et le sang versé : «Il y a le danger permanent, la voix du canon, les blessés, les morts, les tombes.»

Des morts, Fontenay en a eu beaucoup

Des morts, Fontenay en a eu beaucoup. Fin 1915, elle a déjà perdu 274 de ses enfants ! En cela, l'année écoulée a été terrible. Une première année complète de conflit qui a emporté 149 combattants. Parmi eux Victor Perruchot, soldat de 20 ans, tué à Neuville-Saint-Vaast dans le Pas-de-Calais «au cours de la construction d'une tranchée à découvert à 40 mètres de l'ennemi». Lui qui a «travaillé debout sans se soucier des



Le Clocher, journal de la paroisse Saint-Germain, décembre 1915. Archives municipales de Fontenay-sous-Bois, fonds Codevelle.



L'Image de la guerre, revue illustrée n° 59, décembre 1915, collection particulière, DR.

balles» a bien gagné la «croix de guerre à étoile d'argent» remise à ses parents dans leur maison du 32 rue Dalayrac.

En cette fin d'année 1915, rares sont les soldats dont les permissions leur permettent de passer un jour ou deux avec leur famille. Le poids de la séparation se fait sentir cruellement dans des centaines de foyers. La préparation des fêtes de fin d'année, et en particulier de Noël, est pénible à bien des égards.

Faire oublier la déprime

Ce Noël 1915 est un moment lourd. Pour beaucoup d'enfants de Fontenay, c'est le second Noël de guerre sans papa. En ce mois exceptionnellement doux et pluvieux, cette fête de famille prend un caractère très particulier. Celui d'une absence qui se fait ressentir plus fortement à chaque

instant alors que s'approche la fin du mois. On s'accroche à des images comme celle de ces soldats qui ont installé à l'abri de leur tranchée un sapin illuminé de bougies, et auprès duquel ils sont rassemblés pour un moment de communion, de fraternité et un instant de paix.

C'est un sens patriotique que veut donner le Parlement à ces derniers moments de l'année. Pour ne pas laisser la tristesse contaminer le pays, une mobilisation est organisée les 25 et 26 décembre 1915 décrétés «journées du poilu» à grand renfort d'affiches. Il s'agit de réquisitionner les énergies en faveur de ceux qui combattent pour faire oublier la déprime ambiante et engager chacun vers un nouveau but... /

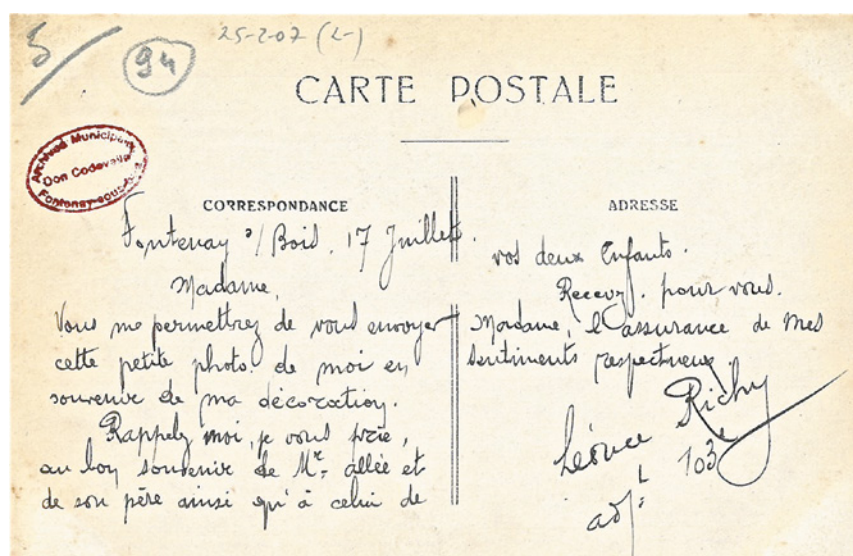


CENTENAIRE DE 14-18

Aviateurs français du 21^e RABN, 1916. Archives municipales de Fontenay-sous-Bois, don Dominique Codevelle.

La Grande Guerre en images

Dans le cadre du centenaire de la Première Guerre mondiale, en 2015, la ville de Fontenay a collecté des documents et objets de familles que des Fontenaysiens ont apportés par centaines. Ces archives ont été soit copiées par le service des Archives municipales, soit déposées soit données. Nous attendons d'autres dépôts en 2016. Ils permettent de se rendre compte de la vie des combattants confrontés aux horreurs de la guerre et celle des familles. Nous avons choisi ici de montrer principalement des documents en rapport avec l'année 1916. /



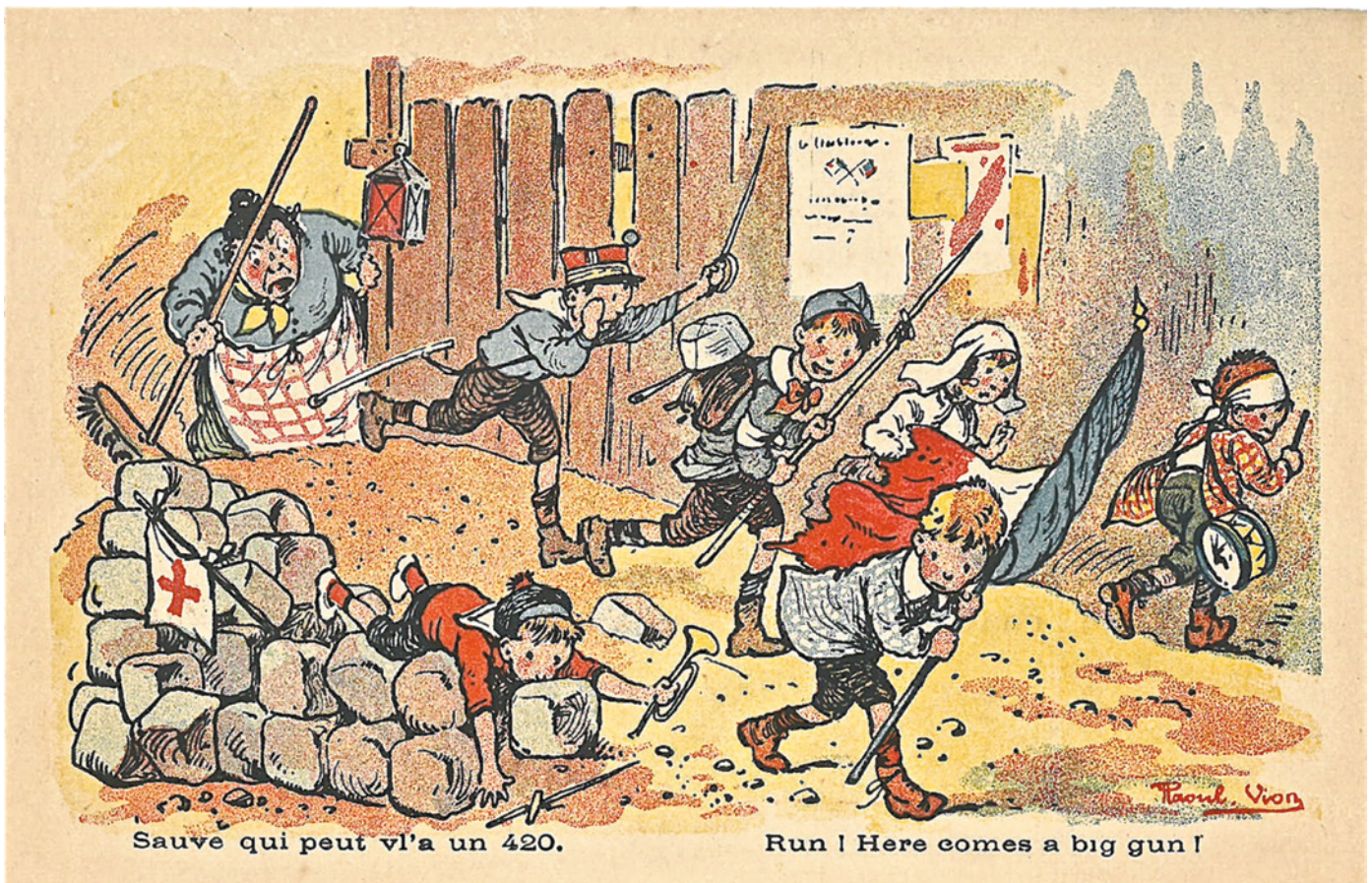
Carte postale envoyée par Léonce Richy, 17 juillet 1916. Archives municipales de Fontenay-sous-Bois, don Dominique Codevelle.

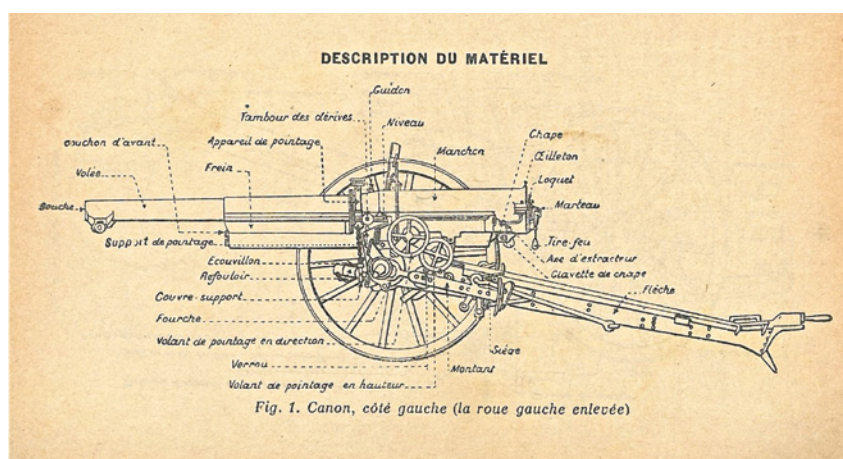


*À gauche: Destructions
1916, tirage d'après plaques
photographiques, Archives
municipales de Fontenay-sous-
Bois, fonds M. Erard.*

*À droite: Blessés dans un
hôpital militaire de Fontenay,
1916. Archives municipales
de Fontenay-sous-Bois,
don Dominique Codevelle.*

*En bas: Mobilisation des enfants,
carte postale humoristique,
1916. Archives municipales
de Fontenay-sous-Bois,
don Dominique Codevelle.*





En haut:

À gauche : Soldat André Grosbois en permission, 1916, Archives municipales de Fontenay-sous-Bois, fonds M. Erard.

À droite: Carte postale 1916,
Archives municipales
de Fontenay-sous-Bois,
don J. Breuillot.

En bas :

À gauche : Canon, planche issue du Livret de l'artilleur, 1916, Archives municipales de Fontenay-sous-Bois, fonds G. Langlest.

À droite: Diplôme souvenir, 1916,
Archives municipales
de Fontenay-sous-Bois,
fonds C. Paquet.



En haut:

Soldats de la 28^{ème} compagnie
du 36^e régiment d'infanterie,
classe 1916, Archives municipales
de Fontenay-sous-Bois,
fonds C. Bechade.

En bas:

À gauche: Coupure de presse
de L'illustration, Archives
municipales de Fontenay-sous-
Bois, fonds C. Bechade.

À droite: Artisanat de tranchée,
broche, Archives municipales
de Fontenay-sous-Bois,
fonds G. Langlest.

1916, année terrible !

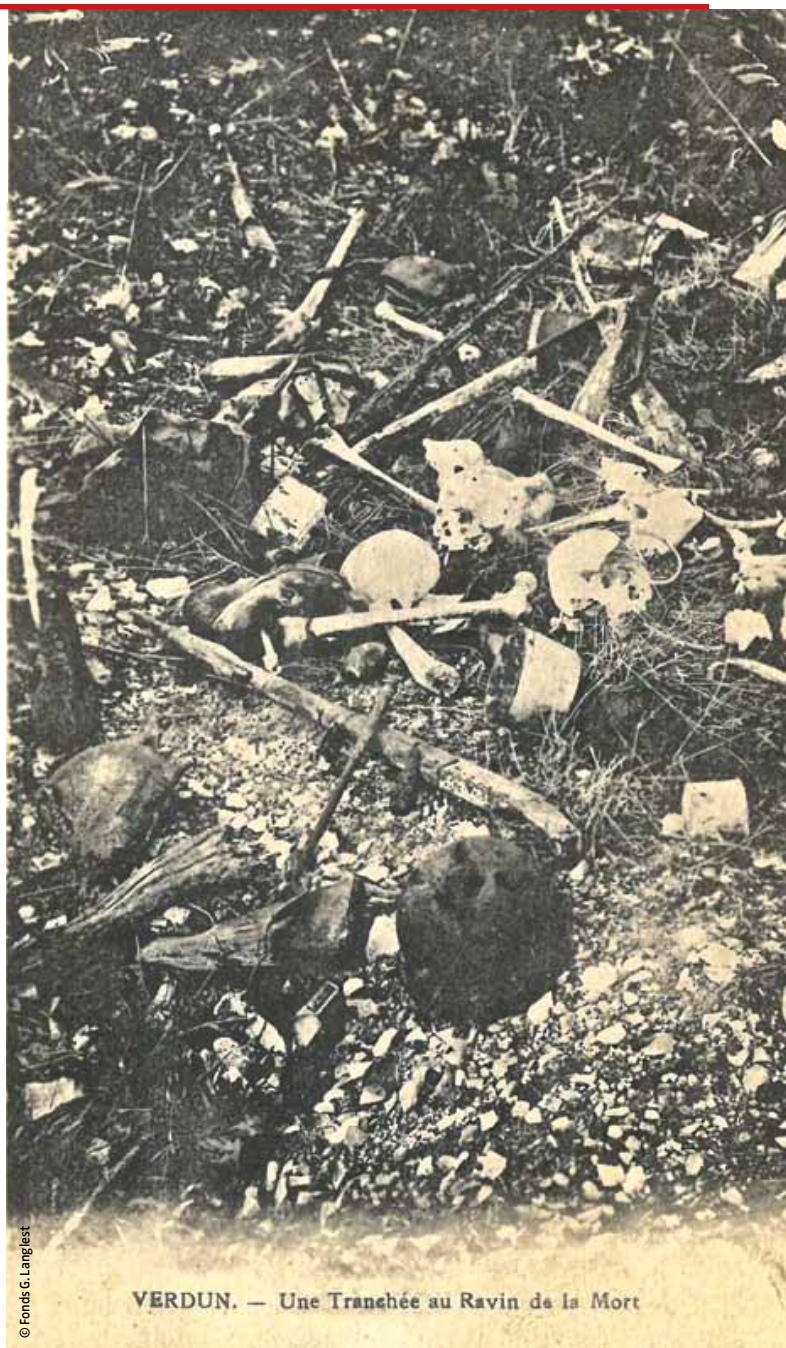
En 2016, Fontenay poursuit ses actions afin de commémorer le centenaire de la Grande Guerre.

Après avoir mis en place une visite numérique et interactive de Fontenay en 1914, à l'aide de rephotographies, puis recensé l'ensemble des soldats de la commune morts durant le conflit, la ville poursuit son travail d'histoire. Chaque mois, un article du journal municipal, *À Fontenay*, continuera de mettre en valeur les ressources conservées au service des Archives municipales, résultat de la collecte nationale. Collecte non encore achevée, à l'occasion de laquelle des habitants apportent différents souvenirs. Ces derniers forment par petites touches une impressionnante mosaïque de portraits de ces jeunes hommes qui sont partis combattre et dont beaucoup n'en sont pas revenus.

La tragédie de Verdun

L'année qui commence sera particulièrement marquée par les commémorations du centenaire de la tragédie de Verdun. C'est sur cette

ville que le grand quartier général de l'armée allemande décide de lancer une vaste offensive en février 1916. Le but des troupes impériales est de remporter une victoire militaire sur le front ouest afin de pouvoir engager, peut-être, des négociations dans un contexte plus favorable. La région de Verdun n'a pas été choisie au hasard, elle constitue une sorte d'avancée pénétrant d'une cinquantaine de kilomètres dans la ligne de front générale. L'offensive du 21 février se veut brutale et surprenante. Les troupes allemandes mettent en place une puissance de feu énorme pour attaquer le saillant de Verdun par l'est, le nord et le nord-ouest. Après toute une journée de bombardements, six divisions allemandes passent au combat. Une bataille acharnée se poursuit jusqu'au 9 décembre sans que jamais la sous-préfecture de la Meuse ne soit prise. Lorsque les combats cessent, on ne dénombre pas moins de 140 000 morts allemands et 146 000 du côté français. Plus de 412 000 sont aussi à déplorer sur une surface très réduite d'à peine 160 km². Avec cette bataille, on est vraiment



© Fonds G. Langlé



© J. Breilliot

entré dans une guerre totale, industrielle, d'une intensité et d'une violence encore inconnues jusqu'à présent. Si la bataille de la Somme, qui a lieu de juillet à novembre, est plus meurtrière, elle se déroule sur un front beaucoup plus large. En 1916, sur les 108 Fontenaysiens qui meurent au combat ou de leurs blessures, 35 sont tués dans la Somme, mais 50 le sont dans le secteur de Verdun. On comprend donc facilement pourquoi c'est le nom de cette bataille – symbole d'une résistance acharnée des troupes françaises ravitaillées par la « voie sacrée » (route qui reliait la ville assiégée au reste du pays) – que la municipalité décide de donner, après-guerre, à la voie stratégique qui traverse les hauts de Fontenay. /

Soldat Jules Vézard, observateur et survivant !

Le processus de collecte nationale des documents sur la guerre de 1914-1918 se poursuit. Il sort des placards des trésors qui donnent à voir la vie quotidienne des habitants de l'époque, véritables fenêtres ouvertes sur un monde disparu, singulier et pourtant si proche de nous. Ainsi, le service municipal des Archives a reçu un don reconstituant le parcours d'un soldat durant tout le conflit. Sa petite-fille, Fontenaysienne, a fait bénéficier la commune de cette histoire.

Affecté au front le 4 octobre 1914 pendant trois ans

Jules Georges Vézard est né dans le X^e arrondissement de Paris, le 7 septembre 1877. Il a toujours habité l'est parisien. Garçon boucher de profession, il travaille dans la Capitale. Marié, il est, au déclenchement du conflit, père de deux enfants. Âgé de plus de 35 ans, il est mobilisé par l'armée territoriale. Convoqué au centre de recrutement de Vincennes, il prend son service le 23 août 1914 au 20^e régiment à l'arrière. Mais devant la fulgurante avancée des Allemands, cette catégorie de soldats est envoyée en renfort de l'armée d'active, chargée d'aider à contenir l'ennemi. Ainsi, dès le 4 octobre 1914, il est, comme les mobilisés de 36 à 40 ans, affecté au front. Il intègre alors le 119^e régiment d'infanterie (R.I.). Il y passe trois ans, 1 071 jours exactement. Le 20 septembre 1917, après son quarantième anniversaire, il est

changé de régiment et déplacé à l'arrière du front. Il est enfin « libéré », démobilisé le 5 février 1919, après cinquante-cinq mois de service.

Doté d'un formidable talent de dessinateur

Durant son passage au front, il participe aux principales batailles de la Grande Guerre : Marne et Aisne en 1914, Artois en 1915, Verdun en 1916, Chemin des Dames en 1917... Dès son arrivée au front, il documente son histoire, doté d'un formidable talent de dessinateur. Dans les moments d'accalmie lors des pauses entre les attaques, il dessine ce qu'il voit : tranchées, camarades, paysages, personnages, armes... les sujets sont légion à être couchés sur le papier avec une précision étonnante. Chacune de ses œuvres est légendée avec soin : lieu, date, noms et parfois ce qui est arrivé aux personnes. Il mène également un travail documentaire avec des photographies individuelles ou de groupe. On sait où et quand se déroulent les scènes aussi variées que la « Roulotte cantine au Bois de la Folie » ou « Les pieds dans l'eau dans une tranchée ». Outre sa volonté de préciser son parcours, on s'aperçoit avec ces documents que Jules Vézard fut un soldat courageux. Il est cité à l'ordre de son régiment, puis à celui de l'armée en octobre 1915. Il est décoré de la Croix de guerre l'année suivante. À l'époque où est prise la photographie présentée ici, il sert sur le front de Verdun au fort de Troyon, une des pièces



Jules Vézard, Verdun, 1916. Archives municipales de Fontenay-sous-Bois, fonds Béchade.

maîtresses de la défense de la ville. S'il ne fut jamais blessé malgré les nombreux assauts auxquels il participe des jours durant, il n'en est pas moins très marqué par les horreurs de la guerre. Il apprend, par exemple, que Raoul, son frère aîné a disparu au front le 27 mai 1918. C'est le choc.

Ancien combattant actif, témoins précieux

Après la démobilisation, il est actif parmi les anciens combattants. Il rassemble des documents sur son expérience, les zones dans lesquelles il a servi, les batailles qu'il a vécues... Il est membre d'amicales : celle du 109^e R.I., celle des défenseurs d'Aras et de l'Artois, celle des anciens de Verdun. Il témoigne par l'écriture, et ses différents cahiers forgent une documentation pour publier des livres sur la guerre dans les années 1930. Lorsqu'il meurt en 1958 à l'âge

de 80 ans passés, il laisse à ses descendants des témoignages précieux, qui nous aident aujourd'hui à savoir. /



Dessin de Jules Vézard, Verdun, fort de Troyon 1916, archives municipales de Fontenay-sous-Bois, fonds Béchade.



CENTENAIRE DE LA GRANDE GUERRE

Photographie de groupe 1915. Abel Parisien est debout, 3^e en partant de la gauche.
Archives municipales de Fontenay-sous-Bois, don Michèle Le Gauyer.

En direct de Verdun avec Abel Parisien

La bataille de Verdun fut à n'en point douter l'événement majeur de 1916. Par sa violence et le nombre de combattants engagés, elle devient rapidement le symbole d'une guerre totale au cours de laquelle des millions de tonnes d'obus sont déversées pour prendre ou défendre des positions censées être stratégiques. Les correspondances de soldats sont un moyen sûr d'entrer dans l'histoire, d'entrer dans le feu de l'action au plus près de leur quotidien. Le service des Archives municipales a reçu les lettres des frères Parisien Abel et Robert, tous deux mobilisés. La petite-nièce de ce dernier, installée à Fontenay-sous-Bois dans les années 1930, a apporté ces documents. Ils permettent de suivre les aventures de ces deux jeunes gens originaires du village de Lisle en Dordogne.

Le cadet Abel fait partie du 50^e régiment d'infanterie. Il est affecté dans la 91^e section de sa 10^e compagnie. Après la Marne en 1914, où il a été blessé d'un éclat d'obus, puis la Champagne en 1915 et l'Artois, il est transféré en mars 1916 à Verdun. Les Archives de Fontenay possèdent de sa main une petite dizaine de lettres écrites à son père à ce moment-là. Il correspond

aussi avec son frère Robert, mobilisé ailleurs sur le front, et avec sa sœur Adèle. La lecture de ses cartes-lettres nous plonge dans Verdun de l'intérieur avec ses combats, son climat, sa routine, ses doutes, les demandes d'un fils et ses remarques, qui permettent de mieux se rendre compte des conditions de vie de ce garçon et par extension de ses camarades.

« Le bombardement est toujours terrible »

La situation est difficile en ce second mois de la grande offensive allemande. Comme le souligne la lettre du 11 avril 1916 reproduite ici : « *Le bombardement est toujours terrible en grosses pièces.* » C'est une bataille où l'artillerie joue un rôle essentiel. Les canons de gros calibre tonnent à longueur de journée et de nuit, écrasant l'éperon de Verdun sous un véritable déluge de feu. Ils sont un danger constant pour les soldats de première comme de seconde ligne. Cette avalanche de métal oblige aussi les civils de la place à fuir en toute hâte, n'emportant que leur argent. Comme le rappelle Abel « *tout ce qu'ils ont laissé est démolé ou dévalisé par les soldats.* »

La vie de son détachement se partage au fil des semaines entre des passages en première ligne, dans les tranchées et des périodes de repos. Celles-ci se déroulent dans ce qu'il reste des villages, comme à Belleville juste au nord de Verdun ou dans des bois alentours ou, parfois, dans la citadelle de la ville. Là, au moins, les hommes sont à l'abri, car le climat est encore rude. Le 30 mars, il écrit : « *Depuis 10 jours qu'on est là, il n'a pas discontinué de neigé et il fait froid presque autant que cet hiver.* » Puis le mois suivant : « *Il ne s'arrête pas de pleuvoir.* » Abel demande fin mars des bas de laine à

guère bon. » Riz, macaroni et viande en boîte sont le quotidien de l'alimentation. Son père et sa sœur lui envoient des mandats avec lequel il achète du vin qui « *ici vaut 32 sous le litre.* »

« Tu me renverras un colis de temps en temps »

La solidarité entre poilus joue cependant bien son rôle. Le 16 avril, Abel écrit à son père : « *Tu me renverras un colis de temps en temps, car les autres en reçoivent et m'en donnent tout le temps, et je ne peux rien leur offrir.* » Le partage entre camarades existe et réconforte. Rapidement d'ailleurs, il reçoit des provisions. Une chance que la Poste fonctionne remarquablement bien et que les paquets ne mettent « *pas plus de 2 jours pour venir.* » Chaque soldat a d'ailleurs droit à un colis postal gratuit par mois. Avec le courrier de la famille, c'est ce qui l'aide à tenir, puisque dès mars 1916 « *les permissions sont suspendues* » puis « *supprimées* ». Des conditions difficiles donc, que ces quelques mots nous permettent d'approcher un siècle après... /

« Maintenant, on ne touche presque que du riz et du singe »

sa sœur : « *Car maintenant on en touche pas.* » Le ravitaillement est un véritable problème. Le 28 mars, Abel Parisien écrit à son père : « *J'aurais besoin d'un peu d'argent, car maintenant on ne touche presque que du riz et du singe, et on en mange pas beaucoup, et ce n'est*

Les 30 disparus de Fontenay-sous-Bois...

La Première Guerre mondiale a marqué les esprits et les mémoires par le caractère massif de l'engagement des hommes. Plus de 42 millions de soldats s'affrontèrent sur les champs de bataille de l'Europe entière. L'utilisation d'armes de plus en plus perfectionnées provoqua des dégâts majeurs parmi ces jeunes hommes. Un siècle après on estime encore que, sur le front de France du Nord et de l'Est, les corps d'environ 700 000 hommes reposent sans qu'ils aient été retrouvés, identifiés et réclamés. Parmi ces « disparus » les recherches récentes ont permis de recenser pas moins de trente Fontenaysiens ! Ce chiffre assez significatif représente près de 5 % des enfants de la ville morts pour la France durant le conflit.

Les premiers jours de guerre ont été marqués par une grande désorganisation des troupes et des services administratifs de l'armée, en particulier lors des combats. Le premier Fontenaysien porté disparu fut Charles Niquet, tombé avec nombre de ses camarades de combats le 19 août 1914 à tout juste 20 ans. Engagé en Alsace avec le 109 régiment d'infanterie, cet habitant de la rue de Neuilly fut déposé, sans que son corps ne puisse être formellement identifié dans l'ossuaire de Wiches commune du Bas-Rhin. Le dernier disparu de la ville fut Lucien Morel de la rue du Châtelet. Il fut vu pour la dernière fois le 7 juillet à Venteuil dans la Marne. Il avait 19 ans.

On a du mal à imaginer le sentiment des poilus qui entre deux assauts voient les cadavres de leurs camarades, dans le No man's land qui sépare leur tranché de celle de l'en-

nemi. C'est la hantise de tomber et de disparaître sans laisser aucune trace. En effet, ils savent bien que les morts restent parfois sur place sans pouvoir être récupérés ou enterrés. De même, nombre de soldats ont reçu à la hâte une sépulture provisoire marquée d'une simple croix en bois, que l'on a laissés en se disant que plus tard on viendrait les rechercher. Mais souvent les bombes ont fait disparaître ces misérables signes. Elles ont tant bouleversé le terrain que l'on est incapable de retrouver le moindre indice de localisation.

Les tirs d'artillerie, dont le souffle des explosions fait disparaître les tombes de fortune, désintègrent aussi parfois les corps des combattants. Lance-flammes et bombes incendiaires font même disparaître les plaques d'identité en métal que chaque poilu porte sur lui. Ainsi, le 7 mai 1916, Noël Conte de la rue Saint-Victor disparaît

« Des vies évaporées, dispersées en mille petits fragments »

à Verdun au fort de Tavannes. Un obus allemand de très gros calibre, du 420, explose dans le dépôt de munitions, provoquant des dégâts considérables. Lui qui était « sapeur mineur », spécialiste pour creuser des tunnels afin de déposer des explosifs au plus près de l'ennemi, est enseveli avec armes et bagages. Ce n'est qu'en 1921 qu'un jugement de disparition est rendu, maigre consolation pour ses proches.

La situation de ces disparitions est en effet un calvaire de plus pour les

PARTIE A REMPLIR PAR LE CORPS.

Nom... **CONTE**

Prénoms... *Noël Eugène*

Grade... *Sapeur mineur*

Corps... *4^e Bataillon du génie*

N° { *224* au Corps. — Cl. *1911*

Matricule. { *2775* au Recrutement *Seine 4^e Bn*

Mort pour la France le *7 Mai 1916*

à *Fort de Tavannes Meuse*

Genre de mort *Disparu à l'ennemi*

Né le *16 Décembre 1891*

à *Chilly sous Bois* Département *Seine et Marne*

Arr^m municipal (p^r Paris et Lyon), }
à défaut rue et N°.

Jugement rendu le *1^{er} juillet 1921*

par le Tribunal de *Seine*

acte ou jugement transcrit le *28 juillet 1921*

à *Fontenay sous Bois Seine*

N° du registre d'état civil

269-708-1922. [26434]

De nos jours, il ne pourrait ne plus rien rester de ces hommes que leurs noms dans quelques fiches administratives.

familles de ces soldats. En plus de la mort plus ou moins certaine, c'est l'absence de corps, de toute trace même qui est la plus pénible à supporter. Comment envisager de faire son deuil lorsque l'on ne sait rien ? Cette double absence, cette double disparition, touche 10 familles fontenaysiennes en 1914, puis 12 en 1915 et encore 4 en 1916 et enfin 4 en 1918. C'est aussi à l'intention de ces familles que dès le 10 novembre 1920 le corps d'un soldat français inconnu est choisi à Verdun puis déposé sous l'Arc de Triomphe à Paris. Dans cette dépouille anonyme, les familles peuvent imaginer un fils, un frère, un parent. Car si la douleur est là, l'absence aussi, d'autant plus que les recherches officielles pour retrouver les corps des disparus cessent dès la fin des années 1920.

De nos jours, il pourrait ne plus rien rester de ces hommes que leurs noms



dans quelques fiches administratives. Des vies évaporées, dispersées en mille petits fragments. Le travail des Archives municipales et des historiens permet cependant de reconstituer ces morceaux d'humanité et de faire ressurgir à la surface, de retrouver des noms qui auraient pu être définitivement perdus... /

Le suicide du sergent Jourdain

Nom **JOURDAIN**
 Prénoms **Albert Marie**
 Grade **Sergent**
 Corps **76^e régiment d'infanterie**
 N° **05723** au Corps. — Cl. **1910**
 Matricule. **4068** au Recrutement **Seine et Marne**
 Décédé le : **11 Mai 1916**
 à **Clon Meuse**
 Genre de mort **suicide**

JARSAILLON Alexis Etienne	28 déc. 1879 PARIS	Soldat 14 ^e Inf. Ter.	14 avril 1916 WITTEMBERG
JAY Louis Zacharie	2 févr. 1894 PARIS	Sergent 94 ^e Inf.	3 juillet 1916 ST. MENSHO
JOUIS Jules Joseph	16 mars 1883 LA VARENNE M. & L.	Soldat 68 ^e Inf.	5 mai 1916 CÔTE 304 M.
JOYSUX André	6 févr. 1889 VINCENNES SNE	Soldat 4 ^e Zves Meuse	17 sept. 1916 PAISY Aisne
JOYSUX Emile	19 oct. 1891 PARIS	Soldat 4 ^e Zves	16 sept. 1916 BORDEAUX G.

Extraits du Livre d'or de la commune de Fontenay-sous-Bois.

Le mois de mai 1916 est marqué pour Fontenay par un drame peu commun : le suicide du sergent Jourdain. Il semble être le seul poilu de la commune à avoir mis fin à sa vie parmi les 595 soldats recensés à ce jour et morts durant les opérations de la guerre. L'examen des documents d'archives permet d'en savoir un peu plus sur cet homme, son geste de désespoir et les conséquences de celui-ci.

Albert Marie Jourdain est un jeune Fontenaysien né le 12 juillet 1890 à Gouarec, village de l'arrondissement de Guingamp, dans le département breton des Côtes-du-Nord. Il s'installe à l'âge de 18 ans à Fontenay non loin de la limite de Montreuil, dans un petit appartement situé au 5 de la rue de la Solidarité. Il fait partie de la classe 1910. À ce titre, il a effectué un service militaire de vingt-quatre mois terminé en plein débat sur la loi des trois ans adoptée finalement en août 1913. Trois ans, durée à laquelle les garçons nés en 1890 sont les derniers à échapper. Dans le répertoire alphabétique du 4^e bureau de recrutement du département de la Seine, qui reprend le registre matricule, il figure sous le numéro 4068. Lors de la mobilisation générale d'août 1914, il n'a pas loin à aller puisqu'il se rend au fort neuf de Vincennes (situé dans le XII^e arrondissement, en limite du

bois, à deux pas de Fontenay) pour intégrer le 76^e régiment d'infanterie de ligne.

Avec ses camarades, il est très rapidement projeté au front à Mogeville dans la Meuse. Avec la catastrophique retraite des armées de la fin d'été 14, il est partie prenante de la première bataille de la Marne.

Dans les listes du ministère de la Défense, il figure parmi les plus de 90 000 soldats « non morts pour la France »

Puis le régiment est fixé sur le front d'Argonne durant plus d'un an et demi. Albert Jourdain par son engagement devient caporal commandant une escouade de quinze hommes. Il s'illustre particulièrement par ses initiatives courageuses lors de la prise du fort de la bataille de Vauquois en mars 1915. Il y gagne son galon de sous-officier, de sergent. Il commande alors une demi-section soit trente hommes. Mais la carrière de cet homme sorti du rang prend du plomb dans l'aile en 1916 avec la maladie.

Alors qu'il a 25 ans, il tombe malade. Il faut dire que l'hiver a été rude et que les conditions de vie dans les tranchées posent des problèmes d'hygiène qui font de lourds dégâts. Sa fiche sanitaire précise que la maladie (sans dire laquelle) a été « *aggravée au service* ». Cette défaillance de santé aurait pu à elle seule emporter Albert Jourdain. Durant la guerre, plus de quarante-cinq Fontenaysiens sont morts de maladie dans les tranchées ou dans les hôpitaux du front et de l'arrière. Mais lui prend un autre chemin. Accablé par ce qu'il a vu et subi au cours de plus de 21 mois de combats, physiquement cassé, le sergent Jourdain met fin à ses jours le 11 mai 1916 à Le Claon, commune de la Meuse sur le front d'Argonne. On ne sait pas exactement ce qui s'est passé. La loi interdit aux officiers d'état civil de préciser dans les actes les circonstances du décès et de préciser le genre de mort que la personne s'est donnée. Cependant, la déclaration de son décès est effectuée à 15h45 mais, précise-t-on, trop tard « *pour que la constatation puis être faite* ». L'acte de décès de l'armée est dressé par le sous-lieutenant Henri Coureau du 76^e R.I. Jourdain n'est ni le premier ni le dernier poilu à mettre fin à ses jours. On estime que durant la guerre plus de 3 800 soldats fran-

çais sont arrivés à cette extrémité dont un grand nombre étaient touchés par la maladie.

Ce geste de désespoir a plusieurs conséquences pour la mémoire du sergent Jourdain. En effet, si la maladie aggravée en service est un critère qui permet au décédé d'obtenir la mention « mort pour la France », le suicide l'en exclut de façon systématique. Aux yeux des autorités militaires c'est un acte grave considéré comme de la lâcheté pour ne pas dire de l'insoumission. Lorsque le livre d'or des soldats morts pour la France de la commune de Fontenay est composé après la guerre, le nom d'Albert Jourdain y est inscrit à la plume mais rapidement biffé avec la mention marginale « *Refus* ». Dans les listes du ministère de la Défense, il figure parmi les plus de 90 000 soldats « *non morts pour la France* ». Et pourtant, il a servi vaillamment. C'est d'ailleurs pour cela qu'il figure parmi ses camarades dans le Tableau des Fontenaysiens morts pour la patrie réalisé par des anciens combattants revenus du front dès 1917. Car il est bel et bien, lui aussi, une des victimes de cette « Grande Guerre »... /

Dans le ciel, point de salut !

Juin 1916 marque une accélération inédite dans l'histoire de l'utilisation d'une nouvelle arme de guerre : l'aviation. Même si au début du conflit l'armée de l'air n'existe pas en tant que telle, rapidement de jeunes gens audacieux se disent que l'aéroplane peut devenir un engin utile pour les opérations. Les machines volantes sont en effet, en ce début de XX^e siècle des objets qui enflamment l'imagination des grands comme des petits. Ils sont un symbole de la modernité technique triomphante. Ainsi, dès avant la guerre, des dirigeables apparaissent sur des cartes postales de Fontenay-sous-Bois. Il s'agit en fait de photomontages. Si ces « saucisses volantes » n'ont pas réellement survolé la ville, leur image est ajoutée sur des photographies existantes et leur donne un nouvel aspect. Ces drôles d'appareils font donc déjà partie du paysage mental des Fontenaysiens de l'époque.

L'avion se développe à partir de 1914

L'utilisation de l'avion se développe dans trois domaines à partir de 1914 : pour l'observation d'abord. Elle permet de prendre de la hauteur et de survoler une zone à grande vitesse (le *Morane-Saulnier* monoplan va jusqu'à 115 km/h). C'est ensuite un engin qui permet de lâcher des obus à main pour bombarder au-delà des lignes ennemies. L'image du fameux *Gotha* allemand, un biplan mis en service au début de 1916, est particulièrement célèbre. Cet avion transportait trois hommes avec le pilote et un lanceur de bombes torpilles dont on pouvait charger plus de 300 kg dans le fuselage. C'était bien plus rapide que les Zeppelins, qui étaient devenus des cibles faciles pour les canons postés au sol. Enfin, l'avion est un engin de combat aérien dès 1915. Les premiers appareils spécialement dédiés

à la chasse, comme le *Nieuport XI*, ce biplan français qui dépasse en vol plus de 155 km/h affronte le *Fokker E-1*. Les progrès techniques portés par des ingénieurs comme Roland Garros, qui met au point le tir synchronisé au travers du champ de rotation de l'hélice, permet le développement des duels aériens.

Les premiers as, pilotes de légende

L'année 1916 avait débuté avec une utilisation nouvelle de l'aviation à Verdun par les troupes du Kaiser, qui alignent pas moins de 280 appareils. Observation, bombardements et combats sont au programme pour soutenir l'offensive au sol. Le 13 juin marque le premier bombardement aérien allemand de Londres. 14 *Gotha* provoquent la mort de 162 habitants et en blessent plus de 425. Point de salut dans le ciel lors de cette première attaque surprise ! C'est aussi l'apparition des premiers as, ces pilotes de légende. Ce statut s'obtient au bout de cinq victoires en combat aérien en rappel du nombre de signes présents sur la carte à jouer As. Le 18 juin, l'as allemand Max Immelman, l'aigle de Lille, meurt au combat au-dessus des Flandres, à l'âge de 25 ans. Il compte à son actif 17 victoires homologuées et a été le premier pilote distingué de la prestigieuse décoration prussienne la croix Pour le Mérite.

Les Français ne sont pas en reste, ils ont eux aussi leurs as et leurs aviateurs. Parmi eux, plusieurs jeunes de Fontenay-sous-Bois. René Sebastiani de l'avenue Marigny est affecté comme sergent observateur au 2^e groupe d'aviation. Après l'Artois en 1915, il est en poste à Verdun. Il a alors 33 ans. Émile Traverse de la rue Legrand est lui sergent pilote. Il a 27 ans et se trouve alors en poste dans le Pas-de-Calais. Dans leurs petits avions presque artisanaux ils risquent leur vie à chaque vol... /



La guerre aérienne, image de presse.



Carte postale au dirigeable, photomontage d'avant 1914. Archives municipales de Fontenay-sous-Bois.

Des blessés par centaines !

« Comment vous
regarder sans voir
vos destinées

Fiancés de la terre et
promis des douleurs

La veilleuse vous fait de
la couleur des pleurs

Vous bougez
vaguement vos jambes
condamnées »

Ces vers d'Aragon – poète qui, en 1916, était étudiant et médecin auxiliaire au Val-de-Grâce avant d'être envoyé au front – évoquent les blessés et leurs peines. Ils furent très nombreux, une masse comme jamais on n'en vit dans l'histoire de France. Sur les 7,9 millions de mobilisés, s'il y eut près de 1,4 million de morts, il y eut aussi plus de 4,2 millions de blessés. À Fontenay-sous-Bois, la violence de ce que beaucoup de survivants appelleront « la grande boucherie » marqua les chairs. On estime que plus de 1 700 Fontenaysiens mobilisés furent touchés plus ou moins grièvement. Par balle, shrapnel, éclat d'obus, arme blanche ou gaz, les dégâts physiques du passage dans les tranchées furent considérables. Lorsqu'ils en réchappaient, les séquelles étaient souvent graves, car les armes utilisées étaient de plus en plus perfectionnées.

Ils étaient soignés en trois étapes

Face à la brutalité des combats et de leurs conséquences, les armées bellicérantes avaient dû s'organiser et développer leur système de récupération et de traitement des hommes touchés. Ils étaient soignés en trois étapes. Il existait des postes de secours disposés sur le front, directement à proximité des tranchées. Ils prenaient en charge les blessés les plus légers

qui ne nécessitaient d'évacuation. Ils examinaient et orientaient les autres. Ceux-ci étaient dirigés vers des hôpitaux de campagne, des dispensaires plutôt situés en seconde ligne. Puis les blessés étaient évacués vers des hôpitaux auxiliaires situés à l'arrière. Durant ces opérations, même si la médecine de guerre fait des progrès, les risques restent importants. Les blessures sont parfois si graves que la survie n'est pas assurée. Ainsi, on sait que 118 Fontenaysiens en décédèrent. Parmi eux, Adrien Augis de la rue du Parc, canonnier au 81^e d'artillerie lourde, meurt à l'hôpital de Babcourt dans la Meuse près de Verdun le 11 juillet 1916. Le caporal Edmond Brulfert de la rue Pasteur, lui, n'a pas eu le temps d'être évacué. Il décède sur le front de Cléry-sur-Somme au point 435, le 19 août, alors que son régiment s'engage dans une bataille pour reprendre le village. L'artilleur François Hanesse de la rue Guérin-Leroux meurt lui aussi de ses blessures, trois jours plus tard dans l'Aisne.

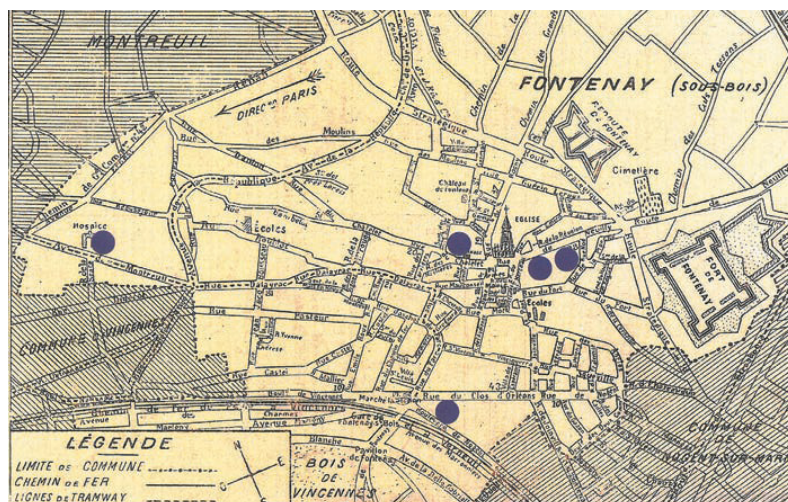
D'autres survivent

D'autres blessés ont plus de « chance » dans leur malheur. Ils survivent. Ainsi, le soldat Henri Peltriaux est blessé le 26 juillet 1916 en Alsace dans le secteur d'Hilsenfirst. Il est touché à l'abdomen et à la cuisse gauche. Opéré sur place, le chirurgien est obligé de pratiquer une laparotomie, une incision pour accéder aux organes touchés (intestin et vessie). En août, il est opéré du fémur. Il est ensuite mis en convalescence mais doit être réopéré en 1918 puis 1927. Les séquelles sont lourdes et persistantes. Il est comme ces centaines de combattants blessés qui séjournent, dès 1914, dans les cinq hôpitaux auxiliaires de Fontenay. Au 8, rue du Clos-d'Orléans par exemple, il s'agit d'une annexe de l'hôpital Bégin. L'image présentée ici, envoyée par l'adjudant



L'adjudant Léonce Richy, au centre avec la décoration, à l'hôpital auxiliaire de Fontenay, rue de Neuilly, juillet 1916.

Archives municipales de Fontenay-sous-Bois, don Dominique Codevelle.



Localisation des hôpitaux auxiliaires de Fontenay 1914-1918.

Archives municipales de Fontenay-sous-Bois.

Richy, montre ce dernier amputé de la jambe droite alors qu'il séjourne au 10, rue de Neuilly dans un établissement où les religieuses s'occupent de la rééducation des invalides. Les béquilles sur lesquelles s'appuie son

pied gauche sont le symbole d'un mal définitif, d'un souvenir gardé à vie de cette « grande guerre ». /

Des enfants mobilisés !

La Première Guerre mondiale, conflit d'une ampleur jusque-là inconnue, impacte et mobilise très vite et sur la durée l'ensemble de la société française. Les enfants ne font pas exception. Depuis la défaite de 1870 avec la perte de l'Alsace et de la Moselle, les classes des écoles arborent des cartes de la France amputée de trois départements, ces « territoires volés » par le Reich bismarkien. L'école de la III^e République a formé des générations d'élèves dans un esprit de revanche. Les instituteurs enseignent la nostalgie d'une France intacte et invaincue. De même, les chansons patriotiques se sont multipliées et nombre d'entre-elles mettent en scène des enfants dont les sentiments sont mobilisés pour la patrie et pour leur père qui la représente au foyer. L'enfant de Strasbourg, chant militaire de 1870 est clair à ce sujet dans son quatrième couplet, lorsqu'une mère alsacienne s'adresse à sa petite fille : « *Oui mon enfant, ils ont tué ton père / Pleure avec moi car nous les haïssons* ». L'ennemi est désigné sans détour. Le Prussien, l'Allemand doit être méprisé et haï.

Garçons et filles jouent à la guerre

Dans ce contexte de mobilisation vivent plus de 4 000 enfants de moins de 15 ans qui habitent Fontenay durant la guerre. Ils sont appelés à fréquenter les écoles communales (Victor-Duruy et Jules-Ferry) et baignent littéralement dans cette atmosphère de conflit. En plus des chansons, les cartes postales sont nombreuses à évoquer l'implication des jeunes. L'enfant patriote, l'enfant héros, né de l'imaginaire des adultes, deviennent des personnages à la fois dramatiques et rassurants. L'embrigadement même involontaire des enfants dans l'idéologie de guerre et sa violence est très net jusque dans les jeux. La presse s'en fait l'écho. Garçons et filles jouent à la guerre. Ils ne sont en rien

dans une bulle hors de l'actualité du temps. De la plage à la cour de récréation tout est en place pour que ceux qui n'ont pas encore l'âge de se battre soutiennent au moins moralement l'effort de guerre.

Mais leur implication dans l'effort national n'est pas que morale, ludique et symbolique. Lors des Journées du Poilu, à plusieurs reprises chaque année, les écoliers collectent officiellement piécettes et billets pour soutenir les soldats. Il n'est pas non plus une cérémonie patriotique qui ne voit la participation des bataillons scolaires venant chanter ou simplement faire nombre.

Le traumatisme est bien présent

Au-delà de ces moments officiels, il faut bien se rendre compte de l'impact de la guerre et de sa brutalité sur les enfants de l'époque. Le conflit a des conséquences directes et intimes sur les bambins de Fontenay. Les privations, l'angoisse de la séparation et de l'absence prolongée d'un père, d'un oncle ou d'un frère dont on sait qu'ils risquent d'être blessés, mutilés ou même tués, sont des phénomènes marquants. Les enfants, comme sur cette photographie issue des archives municipales, côtoient des proches blessés et touchent ainsi du doigt les « horreurs de la guerre ». Si certains s'habillent en soldats pour faire comme leur père et pour le remplacer symboliquement, le traumatisme psychologique est bien présent même s'il n'est pas nécessairement repéré. Avec les près de 600 morts que fait le conflit dans les rangs des soldats de Fontenay, la commune compte des centaines d'orphelins dont la souffrance et le deuil sont des drames publics mais aussi des blessures intimes inguérissables sur la longue durée... /



SUR NOS PLAGES, LES ENFANTS FONT LA GUERRE

La guerre se reflète jusque dans les jeux des enfants. Sur les plages, ils creusent des tranchées pour les prendre ensuite d'assaut.



A TROUVILLE : LES PETITES AMBULANCIÈRES

Après que les garçons se sont livrés de chauds combats, les fillettes ambulancières entrent en scène et emportent les blessés.

Le Miroir, 29 août 1915, page 16. Archives municipales de Fontenay-sous-Bois, fonds M. Erard.



Mobilisation des enfants au côté des blessés. Archives municipales de Fontenay-sous-Bois, fonds Antoszewski-Boulet.

Barbusse met *Le feu* au Goncourt !

À l'automne 1916, le prestigieux prix Goncourt, remis à des écrivains depuis 1903 est décerné à Henri Barbusse pour son roman *Le feu*, journal d'une escouade. C'est un événement considérable à bien des égards dans les domaines littéraire, politique et mémoriel. Ce roman autobiographique est directement inspiré de l'expérience de son auteur au front.

Engagé volontaire fin 1914, à l'âge de 41 ans, Barbusse écrivain déjà largement reconnu, qui a fait « des pieds et des mains », malgré des problèmes de santé, pour aller au front, passe plus d'un an en première ligne. Il est affecté au 231^e Régiment d'Infanterie et se rend sur différents théâtres d'opérations : dans l'Oise autour de Soissons, puis dans l'Aisne près de Crouy et de Serches et enfin sur le front d'Artois en 1915. Tout au long des mois de tranchées, il prend des notes dans de petits carnets. Épisodes des assauts, vie du groupe pendant les périodes de repos, parlé des soldats venus de tout le pays, aucun détail n'échappe à son envie de se souvenir de son expérience. C'est au cours d'un séjour de convalescence de plusieurs mois dans différents hôpitaux dans la première moitié de 1916, qu'il rédige *Le feu* à partir de ses notes prises sur le vif.

Un phénomène éditorial

Le front d'Artois en 1915 sert d'arrière plan à son récit qui paraît d'abord sous la forme de feuilleton dans le quotidien *L'Œuvre* (journal alors plutôt classé à gauche) à partir du 3 août 1916. Puis *Le feu* est édité intégralement chez Flammarion en novembre 1916. Ce livre de 24 chapitres décroche, dans les jours qui suivent sa parution, le prix Goncourt. L'ouvrage devient rapidement un phénomène éditorial et est même traduit en anglais l'année suivante. Sa paru-

tion et son couronnement suscitent cependant rapidement la controverse. Il est très favorablement accueilli au front et dans les familles des poilus, dont beaucoup reconnaissent des épisodes de la vie des tranchées, de la violence de la mort qui s'y trouvent en permanence. Le talent de l'auteur et les expressions du langage populaire qu'il rapporte ne sont pas pour rien dans ce succès y compris à Fontenay, commune dont 46 de ses enfants sont morts sur le front d'Artois durant la guerre.

**Engagé
volontaire
fin 1914,
à l'âge de 41 ans,
Barbusse écrivain
déjà largement
reconnu, a fait
« des pieds et des
mains » pour
aller au front**

Parmi ceux-ci, certains faisaient partie du même régiment que Barbusse quand ce dernier était au combat. On peut citer Henri Python de la rue de Neuilly qui décède dans une ambulance d'Aubigny-en-Artois en mai 1915 à l'âge de 31 ans ainsi qu'Émile Pelletier de la rue de la Planche, tué à 32 ans, en septembre près de Souchez. Mais ce roman fait par contre scandale chez les embusqués et les va-t-en-guerre du fait de son engagement profondément pacifiste. Dès le début du livre on peut ainsi lire : « *Mais les trente millions d'esclaves jetés les uns sur les autres par le crime et l'erreur, dans la guerre de la boue, lèvent leurs faces humaines, où germe enfin*



Henri Barbusse durant la guerre, 1916. Archives Municipales de Fontenay-sous-Bois.



Escouade française dans un bois durant la bataille d'Artois. Archives Municipales de Fontenay-sous-Bois, fonds Bechade.

une volonté. L'avenir est dans les mains des esclaves, et on voit bien que le vieux monde sera changé par l'alliance que bâtiront un jour entre eux ceux dont le nombre et la misère sont infinis ». Dès lors ce combat pacifiste et néanmoins révolutionnaire ne quitte plus Barbusse. Le succès du *Feu* lui donne une audience importante. Il fonde dès 1917 l'Association Républicaine des Anciens Combattants qu'il préside jusqu'à son décès. Il adhère, en 1923, au tout jeune parti communiste et se bat pour faire reconnaître les droits des poilus et de leurs familles.

Le souvenir de Barbusse, de son œuvre et de son engagement pacifiste fait partie, de longue date, de la mémoire de la guerre à Fontenay. Son nom a été donné en 1967 à une des allées du quartier de la Redoute à proximité de celle dédiée à son ami l'écrivain soviétique Maxime Gorki. Henri Barbusse fait depuis partie du paysage local au même titre que Gallieni, Joffre et Foch mais de façon moins militaire et plus militante. /



Verdun pour mémoire

Ils sont une cinquantaine. Cinquante et un Fontenaysiens exactement qui, en 1916, sont morts dans le secteur de Verdun. Il faut dire que lors de cette bataille titanesque, plus de 2 200 enfants de la commune sont passés, par roulement, sur les champs de bataille et les tranchées de cette ville assiégée. Durant les 9 mois, 3 semaines et 6 jours, il y eut toujours des hommes originaires de Fontenay dans l'action. Henri Hautbois fut le premier à y perdre la vie dès le lendemain du déclenchement des hostilités le 22 février. Soldat de 2^e classe au 164^e régiment d'infanterie, il fut tué au combat au Bois d'Herbois à l'âge de 24 ans. S'en suivit une très longue liste de noms de jeunes hommes qui furent tués à Verdun, Douaumont, Fleury-devant-Douaumont, Esnes-en-Argonne. Gabriel Mousseron, habitant de la rue des Beaumonts, âgé de 19 ans, mourut le 16 décembre 1916 à Bezonvaux, à quelques centaines de mètres du fort de Douaumont et à trois jours de la fin de l'offensive. Ces hommes font partie des plus de 163 000 Poilus français tués dans la défense de Verdun.

Cette ville, qui marquait une avancée

du territoire français dans la ligne de front allemand, n'avait pas été choisie au hasard par l'état-major du Kaiser. Elle apparaissait comme le point faible des positions françaises sur le front, assez mal défendue et difficilement reliée au reste du territoire. Elle fut pourtant défendue avec acharnement. Le bilan des offensives, des contre-offensives et des bombardements fut terrible. 163 000 morts côté français et 143 000 côté allemand. Plus de 400 000 blessés pour un retour en décembre 1916 à la situation précédente. Le symbole même de l'absurdité de la guerre, du sacrifice des hommes pour quelques mètres à sauvegarder ou à prendre à l'ennemi.

Un mois d'hommage

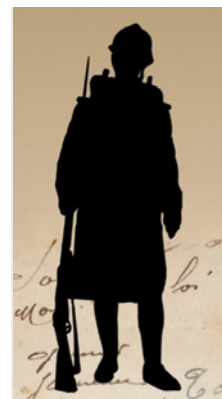
C'est pour rendre hommage à tous ces hommes que la ville de Fontenay organise en novembre plusieurs manifestations d'Histoire et de mémoire. Tout le mois d'abord, sur les boulevards de Verdun et Gallieni sont affichées les identités et silhouettes des soldats de Fontenay morts il y a un siècle dans cette bataille. La municipalité organise

Cette ville, qui marquait une avancée du territoire français dans la ligne de front allemand, n'avait pas été choisie au hasard par l'état-major du Kaiser.

aussi, en partenariat avec les associations d'anciens combattants, une journée d'hommage et de réflexion le 12 novembre. Expositions, échanges avec des historiens et recueillement sont au programme. Tous les habitants sont invités à explorer cette page d'histoire qui, au-delà du symbole que représente encore Verdun, peut nous en apprendre sur le passé de la ville et du pays. //

PROGRAMME DU 12 NOVEMBRE SALLE JACQUES-BREL

- 13h30 : accueil du public et visite des expositions : « Les objets de 14-18 » et « Trucy, un village au cœur de la guerre ».
- 14h : mot du maire.
- 14h10 : projection du documentaire *Verdun 1916*.
- 15h : table ronde regards historiques croisés : la Première Guerre mondiale, la bataille de Verdun, les Fontenaysiens et Verdun.
- 16h30 : cérémonie au carré militaire.
- 17h : moment convivial avec le pot du Poilu.



Des objets et des vies...

Sur les boulevards de Verdun et Gallieni – qui en 1916 portaient le nom de « route stratégique » axe de communication pour mettre en relation les forts de la seconde ligne de fortification de Paris –, le mois de novembre a vu un défilé peu habituel. Celui des silhouettes de la cinquantaine de Poilus fontenaysiens morts il y a un siècle durant la bataille de Verdun. La rencontre, pour ne pas dire le télescopage de la population de 2016 avec ces hommes disparus depuis si longtemps, était intéressante à regarder. Dans leurs déplacements quotidiens, les badauds comme les gens pressés, les enfants comme les anciens combattants ont pris en pleine figure ce croisement avec des hommes sans visage mais à l'identité bien réelle.

Plus d'un millier de témoignages

Il y a un siècle en effet, la photographie était moins présente que de nos jours où, avec les appareils numériques et autres téléphones portables, les images sont partout. La physionomie de nombre de ces garçons, leurs visages nous échappent pour beaucoup. Mais leurs noms, leurs âges et les circonstances de leur disparition ont été rappelés visuellement. Ce passé a refait surface dans nos vies et leur présent. Un passé pas si lointain en fait lorsque l'on regarde les résultats de la collecte nationale qui a poussé, et pousse encore, des habitants à apporter au service des Archives municipales objets, images ou papiers concernant cette époque. Plus d'un millier de ces témoignages physiques du début du XX^e siècle ont été transmis. Il en manque encore

qui dorment parfois dans des tiroirs ou des greniers attendant de pouvoir révéler quelques lambeaux de vies anciennes. L'exposition d'une cinquantaine de documents choisis autour du thème de la guerre a permis, le 12 novembre, de mettre en lumière une partie de ces souvenirs. Une croix de guerre toute chiffonnée par le temps côtoyait le journal de marche d'un Poilu rédigé sur un tout petit carnet à l'aide d'un simple crayon. Le dessin d'un fusil réalisé dans une tranchée voisinait avec quelques photographies et des lettres écrites aux alentours de Verdun par un froid matin de printemps pluvieux et boueux. Parmi ces reliques du passé, un casque a particulièrement attiré le regard des plus de 150 visiteurs de l'exposition durant cette journée. Un casque, celui des soldats français, bleu horizon, un peu bosselé et écaillé. Sur le devant de son côté droit un trou, celui de l'entrée de la balle qui l'a transpercé, une munition de calibre 7,92 x 57 mm Mauser tirée par le fusil d'un soldat allemand. De l'autre côté une bosse, un impact à l'endroit où la balle, après avoir traversé le crâne de sa victime, est allée déformer le métal sans parvenir à en sortir. Témoignage poignant sur la mort d'un jeune homme, comme un instant visible en direct et figé physiquement dans le temps. Un temps qui fut déroulé au fil des explications avec un film d'archives et une conférence à deux voix. Celle de l'historien Bruno Drweski replaça l'épisode de Verdun dans le contexte global de la guerre en 1916. Avec des offensives, des mouvements et des événements que nous n'avons pas l'habitude de voir, car situés sur d'autres théâtres d'opérations. De



« Il est important de lever un peu la tête pour mieux comprendre les enjeux spécifiques de la bataille de Verdun. »

l'Europe de l'Est au Proche Orient, des colonies d'Afrique à la mer du Nord, il est important de lever un peu la tête pour mieux comprendre les enjeux spécifiques de la bataille de Verdun et la (re)mettre dans une perspective plus large. Puis, en passant à une échelle locale, on comprit le symbole et le désastre que constitua cette grande bataille pour les habitants de Fontenay-sous-Bois, dont plus de 2 200 enfants passèrent en ces lieux durant trois-cents jours. L'imbrication de Fontenay et de Verdun dans un contexte plus large se retrouve d'ailleurs dans l'histoire des Poilus d'ici décédés en cette fin 1916. Si Gabriel Mousse-ron de la rue des Beaumonts meurt

bien dans la Meuse le 16 décembre, le lendemain c'est en Prusse Orientale que décède à 22 ans, en captivité, le caporal Julien François, de la rue de la Renardière. Joseph Lemaire de la rue du Châtelet s'éteint lui au lendemain de Noël, dans un camp de prisonniers à Wittemberg au bord de l'Elbe. Quant à André Freudenberg, affecté au 2^e groupe d'aviation, il tombe à la suite d'un accident en Macédoine lors des combats de l'alliance franco-serbe contre les Bulgares près de Monastir à 23 ans. Ces soldats n'ont sans doute rien su de l'offre de paix allemande ni de la mort de Raspoutine. Ils étaient loin de ces intrigues diplomatiques ou de cour... /

Émile Bertaux : Fontenaysien, normalien et historien

C'est une curieuse histoire que celle d'Émile Bertaux, né Fontenaysien par les hasards de la vie et mort pour la France en 1917. Celle d'un intellectuel de haut vol, que la passion pour l'histoire de l'art et ses connaissances ont conduit fortuitement à mourir à la guerre.

Il est issu d'une famille de la bonne bourgeoisie. Son père, Ernest, est un gros négociant parisien originaire du Nord de la France. L'acte de naissance conservé au service des Archives municipales de Fontenay-sous-Bois précise qu'Émile Auguste Joseph Bertaux a vu le jour le dimanche 23 mai 1869 à sept heures et demie du matin. C'est dans une maison située au numéro 3 du boulevard des Écoles (aujourd'hui bd André-Bassée) que s'est produit cet heureux événement. L'acte précise que les parents du nouveau-né sont ordinairement domiciliés à Paris au 22 rue de l'Échiquier dans le X^e arrondissement, mais qu'ils « demeurent momentanément » à Fontenay. Les hasards de la vie font donc du petit Émile un Fontenaysien de naissance.

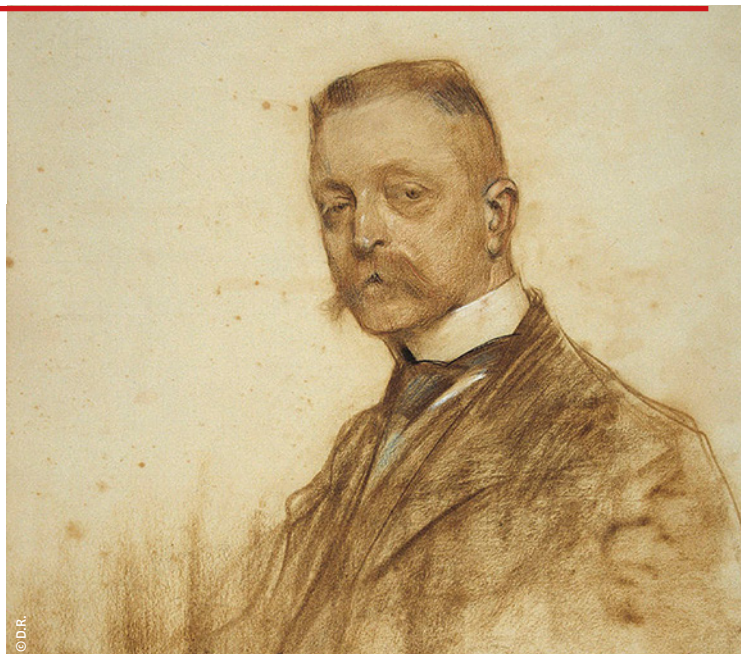
Une bonne étoile

À voir son parcours, on peut penser qu'il est né sous une bonne étoile. Il fréquente des établissements scolaires prestigieux, dont l'école privée catholique Sainte-Croix de Neuilly, puis le lycée Condorcet, un des plus anciens et renommés de la Capitale. Travailleur et talentueux, il y acquiert une solide culture classique en y étudiant les humanités. Grec ancien, latin et italien n'ont pas de secret pour lui. Il est admis à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm et obtient l'agrégation de lettres à l'âge

de 25 ans. Il entame alors une carrière aussi brillante que réussie, alternant nominations prestigieuses, enseignement et publications scientifiques. Il devient professeur d'histoire de l'art à la Sorbonne, spécialiste du patrimoine chrétien médiéval. Il écrit divers articles, en italien et en français sur l'art de la péninsule italique durant le Moyen Âge. À l'été 1901 à Paris, il épouse Jeanne, la fille de son collègue de la Sorbonne : Gustave Larroumet. Émile Bertaux devient en 1909 directeur d'études au tout nouvel Institut français de Florence, puis est nommé premier directeur du musée Jacquemart-André en 1912. Il est reconnu comme l'un des plus éminents intellectuels de l'époque.

Mobilisé comme lieutenant-interprète

Lorsque la guerre éclate, il a déjà 45 ans, un âge où l'on n'est pas affecté au front. Du fait de ses connaissances, il est mobilisé comme lieutenant-interprète dans l'état-major de sa division. Devenu capitaine, il prend la tête du service de renseignement de la toute nouvelle direction : l'aéronautique. Passionné par cette nouvelle arme, il franchi le pas en 1915 et devient aviateur. Maîtrisant parfaitement la langue de Dante, il effectue plusieurs missions sur le front austro-italien. Il prend part à la terrible et sanglante bataille de Gorizia dans le secteur très disputé du fleuve Isonzo, à la limite de la Slovénie. Il voit de son avion l'effrayante réalité de cet affrontement titanesque au cours duquel périssent des centaines de milliers d'hommes. Il perçoit à la fois le désespoir des sol-



Portrait d'Émile Bertaux par Ramon Casas, Musée national d'art de Catalogne.



Maison natale d'Émile Bertaux à Fontenay-sous-Bois de nos jours.

« Il entame une carrière aussi brillante que réussie, alternant nominations prestigieuses, enseignement et publications scientifiques »

dati italiens, mais comprend aussi les revendications irrédentistes du poète Gabriele D'Annunzio qu'il fréquente alors.

Écrivain mort pour la France

En 1916 il est de retour en France et effectue de nombreuses missions de reconnaissance sur le front. C'est lors de l'une d'elles, au-dessus de la Somme, qu'il contracte une maladie en service. En l'absence d'anti-

biotiques, non encore inventés, il est emporté à Paris, le 8 janvier 1917, d'une bronchopneumonie. Il est inhumé dans le cimetière de Villecresnes au côté de son beau-père. Son nom figure sur la plaque en mémoire des écrivains morts pour la France du Panthéon. /

Samedi 7 janvier, à 10h30, au 3, boulevard André-Bassée aura lieu une cérémonie afin d'honorer la mémoire d'Émile Bertaux.



CENTENAIRE DE LA GRANDE GUERRE

Groupe de fantassins à la mitrailleuse, sans date, fonds Albert, Archives Municipales de Fontenay-sous-Bois.

1917 : désespoir et des espoirs

« **Maudite guerre ! C'est bien des malheurs qu'elle fait faire. Elle ne finira donc jamais ?** » Ce cri lancé le 9 juin 1917 par un poilu écrivant à sa famille représente bien l'état d'esprit de beaucoup alors que la guerre est en cours depuis plus de 34 mois. C'est la lassitude pour ne pas dire le désespoir qui domine durant cette année. Les mots : catastrophe et horreur se retrouvent dans de nombreux courriers qui ont réussi à passer au travers des mailles de la censure militaire.

En plus de la désespérance, le sort des soldats fontenaysiens donne à voir aussi les grands épisodes des combats de cette année 1917. La ville voit mourir pas moins de 58 de ses enfants. C'est dans la Marne, lors de la bataille des monts de Champagne en avril et mai en particulier que décèdent 17 d'entre eux. 16 autres meurent au cours de l'offensive du Chemin des Dames, dans l'Aisne. Douze encore

perdent la vie dans la Meuse aux alentours de Verdun. Quatre sont tués sur d'autres points du front et quatre autres meurent à l'étranger (Italie, Serbie et Grèce). Cinq enfin s'éteignent loin du front dans des hôpitaux militaires qui ne réussissent pas à les sauver. Ces disparitions montrent l'étendue du conflit. Des jeunes gens de la commune sont répartis sur tous les théâtres d'opérations et en subissent les conséquences d'une part de leur engagement personnel et d'autre part de stratégies qui ont fait la preuve de leur inefficacité. Celle par exemple de lancer des centaines de milliers d'hommes à l'assaut de positions bien défendues par les soldats d'en face qui se terminent par un retour à la case départ sans aucun gain territorial mais avec des pertes considérables. Bombes et mitrailleuses ne font jamais le tri. Elles fauchent à l'aveugle, blessent et tuent sans distinction de grade ou d'origine géographique.

C'est aussi bien pour cela qu'en cette année 1917 l'exaspération grandit fortement dans la population. Chez les soldats au front bien sûr mais aussi à l'arrière dans les familles des appelés mais aussi dans les usines et dans les ateliers. Après le désastre du début de l'offensive Nivelle sur le Chemin des Dames, lancée le 16 avril, les troubles se propagent sur tout le front.

Les troubles se propagent sur tout le front

Entre mai et juin, durant huit semaines, des mutineries éclatent face à l'obstination de l'état-major qui ne reconnaît pas ses erreurs stratégiques. Alors que l'assaut français se brise sur le plateau du Chemin des Dames en haut duquel les troupes allemandes tiennent les grottes les combattants, souvent des soldats aguerris se rebellent. Au plus fort de la contestation, 68 divisions sur 110

sont touchées en particulier dans les secteurs les plus sensibles du front, ceux où le carnage devient insupportable. Ils réclament plus de considération et que les hauts gradés soient plus attentif au sort et à la vie des simples soldats. Ils en ont assez de mourir pour rien. Ils ont prouvé depuis des années qu'ils sont prêts aux plus grands sacrifices mais ont désormais l'impression que les chefs sont dépassés et incapables d'empathie. Ils en ont assez de se sentir incompris et méprisés par « les embusqués » et ces « messieurs les gros », ces possédants que dénonce la chanson de Craonne. Et ce n'est pas la toute nouvelle entrée en guerre des USA qui modifie quoi que ce soit dans cette appréciation et ce ressentiment pour l'instant.

« Les midinettes »

Si c'est au Chemin des Dames que se fixe pour une part la révolte, ce sont aussi des dames qui à l'arrière

se manifestent. C'est le 11 mai que celles que l'on appelle « les midinettes », ces ouvrières de la couture parisienne se mettent en grève. Elles réclament des augmentations salariales et la « semaine anglaise » c'est-à-dire un jour et demi voire deux jours de repos avec un « week-end ». Elles réclament d'abord que le samedi après-midi leur soit payé. Le 15 mai, elles manifestent « en colonne compacte », rue du Faubourg-Saint-Honoré et rue de la Paix. Après un conflit de deux semaines, elles obtiennent satisfaction. 1917 est d'ailleurs une période au cours de laquelle la contestation sociale en France mais pas seulement, prend une ampleur nouvelle et jamais vue depuis 1914. Car les ouvriers et les ouvrières (de plus en plus nombreuses) en ont assez des privations, du rationnement, de l'inflation et des conditions de travail difficiles. Ce petit peuple laborieux n'a plus les moyens de payer et de payer encore en recevant toujours moins. Et même si des journaux diffusent des publicités alléchantes sur le rendement des obligations de la défense

nationale vantant un « patriotique et avantageux placement », les millions de personnes modestes touchées directement par la guerre et ses conséquences ne voient plus qu'avec dédain cette propagande financière.

Changement à l'Est

Mais c'est à l'Est que la révolte prend les formes les plus spectaculaires et change le cours de l'Histoire. Dans l'empire russe les événements s'accroissent. Ce « colosse aux pieds d'argile », pays largement paysan dirigé par l'autocrate Nicolas II bascule. En quelques jours, la révolution de février (du 8 au 15 mars dans le calendrier grégorien) balaye une dynastie qui régnait sans partage sur l'empire depuis plus de trois siècles. Le 23 février ce sont des femmes qui manifestent dans la capitale Petrograd contre le manque de farine. Elles sont rejointes par les ouvriers se mettent en grève générale et des sans-emplois. Une manifestation rassemble 150 000 personnes. Le

Maudite guerre ! c'est bien des malheurs qu'elle fait faire. Elle ne finira donc jamais ?

Extrait d'une lettre envoyée du front par un soldat, 9 juin 1917, don Michèle Le Gauyer, Archives Municipales de Fontenay-sous-Bois.

« Un gouvernement provisoire, dirigé par le socialiste Alexandre Kerenski se met en place »

26 février, le tsar fait réprimer la manifestation par la police et l'armée comme en janvier 1905. Il y a 150 morts. Le lendemain les soldats s'insurgent, exécutent leurs officiers et prennent le contrôle de la capitale. Nicolas II abdique. Un gouvernement provisoire, dirigé par le socialiste Alexandre Kerenski se met en place. À cette époque déjà, plus d'un million de soldats au front a déjà déserté. Au mois d'août, deux millions d'hommes ont quitté le front. La misère et la guerre ont eu raison de la maison Romanov. C'est en octobre suivant que, face à l'incapacité du gouvernement à prendre des décisions efficaces pour répondre aux aspirations populaires et alors que les Allemands poursuivent la guerre aux portes de Petrograd. Les discussions autour de la création d'une assemblée constituante ne sont pas de nature à stabiliser la situation. Le 25 octobre (7 novembre), les bolcheviques prennent le pouvoir.

Lénine annonce la destitution du gouvernement au profit du Comité révolutionnaire du soviet de la ville largement contrôlé par ses partisans. Le programme d'action immédiate se place en rupture avec tout ce qui s'est fait jusqu'alors. Il est question de paix immédiate que réclament depuis des mois les soldats paysans restés au front et d'abolition de la propriété des terres. Ces « dix jours qui ébranlèrent le monde » selon l'expression de John Reed sont largement le résultat de la guerre déclenchée en 1914. Ce changement de pouvoir à la tête d'une des puissances alliées de la France n'est pas sans conséquence sur la suite des événements. /

En bas :

À gauche : texte manuscrit durant la guerre du refrain de la Chanson de Craonne, D.R.

À droite : publicité pour les obligations de la Défense nationale, Le pays de France n° 129, 5 avril 1917, p. VI.

Don Erard, Archives Municipales de Fontenay-sous-Bois.

Refrain (au refrain)
Adieu la vie
Adieu l'amour
Adieu toutes les femmes
C'n'est pas fini, c'est pour toujours
De cette guerre infâme
C'est à Craonne, sur le plateau
Qu'on doit laisser sa peau
Car nous sommes tous, des condamnés
Nous sommes des sacrifiés

Un patriotique et avantageux placement

Les nouvelles obligations de la Défense nationale

Dans les pays neutres où l'opinion publique suit avec une attention passionnée les nouvelles relatives à la retraite allemande, la presse est unanime à reconnaître qu'à aucun moment, depuis le début de la guerre, la situation n'a été plus encourageante pour les alliés. L'armée turque apparaît écrasée en Orient et le recul forcé de l'armée allemande sur le front de la Somme est interprété comme le symptôme significatif de l'affaiblissement de l'instrument de guerre mis en œuvre par l'empire germanique pour assurer le succès de son odieuse agression.

En même temps que la ténacité et la vaillance de nos armées, on célèbre la résolution des peuples de l'Entente qui par leur patient effort ont secondé l'héroïsme de leurs soldats.

Cette commune action de nos énergies et de nos ressources ne doit pas se ralentir, mais se traduire au contraire par un accroissement de résolution dont le renforcement du crédit de l'Etat, par l'achat d'Obligations de la Défense nationale constitue la plus utile manifestation.

Ces obligations dont l'émission se poursuit concurremment avec celle des Bons produisent 5 % d'intérêt payables semestriellement d'avance et sont émises au pair à 5 ans d'échéance. Elles présentent toutefois cet avantage d'être remboursables, au gré du porteur, à la fin de la première année et ensuite tous les six mois.

Si le porteur les conserve jusqu'à leur échéance dans cinq ans, il bénéficie à ce moment de six mois d'intérêts supplémentaires, qui améliorent d'autant le rendement définitif de ce patriotique et avantageux placement.

Le fusil et le journal paroissial

«Il nous faut donc encore nous contenter d'avoir des nouvelles les uns des autres par le Courier, puisque notre réunion définitive n'est pas encore chose faite, hélas !

Mais j'ai confiance que bien des mois ne passeront pas sans que nous voyions nos ennemis demander grâce ! Et la certitude de notre victoire finale suffit à nous donner le courage de supporter tout ce qui sera nécessaire. » Ainsi s'exprime l'aumônier militaire Guérée, dans une lettre postée du front le 7 février 1917 à l'attention des paroissiens de Fontenay-sous-Bois. Cet écrit de l'avant est ensuite publié dans le journal intitulé *Le Courier du patronage*, qui paraît à partir de la fin 1916 en remplacement du *Clocher*, ce mensuel de la paroisse.

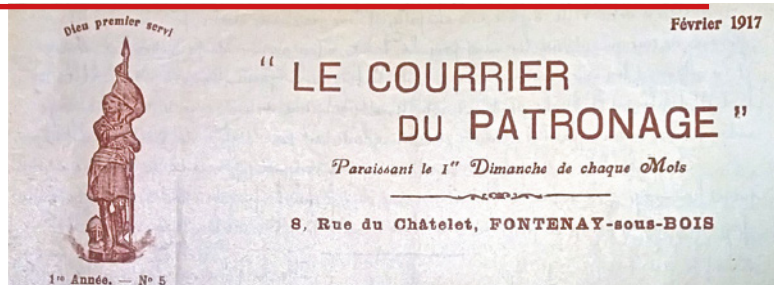
Formules patriotiques, inspiration ecclésiastique

Ce mensuel d'une douzaine de pages est une mine de renseignements sur la vie locale. En ce temps de guerre, une très large partie de ce journal d'inspiration ecclésiastique est consacrée aux événements militaires mais aussi à leurs conséquences sur la vie des soldats de la paroisse et de leurs familles. On y lit d'abord tout un florilège de formules patriotiques qui font penser à la propagande officielle de l'état-major et du bulletin des armées dont certaines directives sont citées et reproduites. Les

rédacteurs y exaltent aussi, en plus de la « prière salvatrice », la bravoure, le courage, les « sacrifices indispensables » des combattants. On a là clairement une mise en scène du rôle des institutions paroissiales, dont le patronage, dans l'effort de guerre local. Des dessins humoristiques ou plus sérieux donnent à voir cette implication de l'Église dans la guerre, une guerre dite de la civilisation, juste et nécessaire. On est bien dans le cadre retrouvé de l'union du sabre et du goupillon ou, pour le moins, du fusil et du journal paroissial.

Église et République, l'« union sacrée »

C'est un rapprochement qui n'a l'air de rien aujourd'hui, mais qui n'allait pas de soi après la crise engendrée par l'application de la loi de séparation de 1905. Au fil des mois, avec la guerre, l'Église et la République, qui se regardaient depuis dix ans en chiens de faïence, se retrouvent dans cette « union sacrée » dont les traces se lisent chaque mois au niveau local dans cette publication. Au-delà de l'arrière-plan politico-religieux et des messages guerriers assumés, *Le Courier* – rédigé dans les locaux du patronage rue du Châtelet (aujourd'hui rue Charles-Basée) grâce à la ferveur de quelques bénévoles hommes et femmes – est une source précieuse pour les historiens. En effet, concernant le conflit,



Titre du journal du Patronage de la paroisse de Fontenay-sous-Bois, février 1917, don Dominique Codevelle, Archives municipales de de Fontenay-sous-Bois.



Dessin de la page 10 du *Courier du Patronage* n° 5, don Dominique Codevelle, Archives municipales de de Fontenay-sous-Bois.

de nombreuses lettres de soldats sont utilisées comme support afin de diffuser des nouvelles (avec prudence, car il ne faut pas trahir de secrets militaires). On y trouve de nombreux renseignements sur la vie des catholiques fontenaysiens mobilisés. Tués, blessés, prisonniers ou encore au combat, toutes les situations sont évoquées. La rubrique intitulée « N'oublions pas nos Morts Glorieux. Pensons à eux, prions pour eux » refait le trajet, de l'engagement au dernier souffle de ces Poilus disparus.

« Nouvelles de nos Chers Soldats »

Les « Nouvelles de nos Chers Soldats » permet de faire le tour de l'ensemble des situations. On apprend ainsi que le soldat Georges Charly du 162^e régiment d'infanterie est prisonnier au camp russe de Königsbrück en Saxe. Sa situation y est fort pénible, tant moralement que physiquement, du fait du peu de ravitaillement dont il bénéficie. On a aussi des bribes de la vie des combattants. René Le Dain, du 28^e RI, explique ainsi qu'il est pour le moment au repos de retour « de la grande fournaise » par un froid

« Des dessins humoristiques ou plus sérieux donnent à voir cette implication de l'Église dans la guerre »

terrible. Il faut dire qu'à Fontenay aussi, en ce début du mois de février, la température est depuis des jours et des jours à - 15° C. Un froid qui a obligé le club de gymnastique à cesser son activité, car la salle d'entraînement avait revêtu l'aspect « des appareils de frigo ». Alors, aux abords du front, bien plus à l'est et en rase campagne, imaginez !

Une revue précieuse donc qui donne à voir la vie locale, par le prisme de l'Église. Elle exprime aussi le retour des catholiques dans le giron de la République, à Fontenay comme ailleurs... /

Colonialisme, force noire et racisme...

«*L'Afrique nous a coûté des monceaux d'or, des milliers de soldats et des flots de sang ; l'or, nous ne songons pas à le lui réclamer. Mais les hommes et le sang, elle doit nous le rendre avec usure*», écrivait dans *Le Matin* en 1910 le député radical socialiste Adolphe Messimy. Devenu ministre de la Guerre de 1911 à 1914, il se situait sur la même ligne que le général Mangin, qui préconisait dans son livre *La Force noire* l'utilisation massive et immédiate de troupes venues des colonies d'Afrique en cas de guerre en Europe. L'année 1917 fut une période importante de la mobilisation de ces troupes coloniales dans le dispositif militaire français. On estime qu'environ 600 000 hommes furent mobilisés dans l'ensemble de l'empire. Parmi eux, près de 200 000 formaient les « tirailleurs sénégalais », soldats recrutés dans toutes les régions africaines occidentale et équatoriale françaises. La bataille du Chemin-des-Dames vit, par exemple, plus de 15 000 combattants africains lancés à l'assaut du plateau en avril.

Des hommes d'un autre continent

Les régiments d'infanterie coloniale (RIC) regroupent aussi des hommes issus de la métropole, en particulier pour l'encadrement. De même, de nombreux Fontenaysiens ont à l'époque servi dans les troupes des Zouaves, qui étaient avant guerre stationnées au fort de Nogent. Joseph Mestre, de la rue des Naclières, intègre le 24 RIC dans lequel il devient caporal. Il enchaîne les batailles de la Marne à la Champagne et de la Somme au Chemin-des-Dames où il meurt en octobre

1917. Dans cette bataille, il a côtoyé des soldats noirs. Pour nombre d'habitants de la métropole, la guerre les met en contact pour la première fois de leur vie avec des hommes venus d'un autre continent. Rencontre inattendue et surprenante dans le cadre d'une France colonialiste. L'image des soldats africains est à cette époque pleine d'ambivalence où se mêlent paternalisme et racisme, mépris et fascination.

De « bons sauvages » méprisés

La représentation des colonies d'Afrique noire et des soldats qui en sont issus est parfaitement illustrée par le dessinateur Giacomo Andreis dans la publicité Banania. Dès 1915, elle place au cœur de sa machine commerciale l'image du tirailleur sénégalais et de son célèbre « Y'a bon ! ». Cette image veut mettre en scène l'exotisme d'un produit composé de cacao, de banane et de sucre, dans le cadre de la guerre. Le tirailleur y est représenté souriant et son physique (nez épaté, grosses dents, lèvres lippues) reprend de nombreux stéréotypes. La marque entend s'appuyer sur le capital de sympathie que dégagent les tirailleurs combattants pour une mère patrie dont ils ne sont que des sujets. Mais cette publicité véhicule aussi des a priori psychologiques forts. D'abord dans le vocabulaire, celui du langage « p'tit nègre » censé représenter la façon de s'exprimer de ces « bons sauvages » ou « grands enfants ». L'Africain noir est alors considéré comme un enfant un peu lourdaut, mais obéissant et surtout capable au combat de faire resurgir une « sauvagerie primitive » bien utile face à la barbarie de l'ennemi.



Affiche publicitaire de la marque Banania avec tirailleur sénégalais, 1915.

Et c'est toute l'ambiguïté de cette France coloniale qui ressurgit dans l'analyse du vocabulaire. Les Noirs sont des enfants à éduquer autant que faire se peut, de « bons sauvages » méprisés mais dont la force est utilisée, comme celle des paysans français, face aux « boches » pour faire triompher la « civilisation ». Le terme de « bamboula », largement employé en 1917, appartient à la même catégorie



Soldats français avec à droite un tirailleur. Fonds Biasi. Archives municipales.

sémantique. On est passé par glissements successifs d'un mot d'origine bantoue signifiant tambour africain au XVII^e siècle à une « danse de nègres » à la fois sauvage et frénétique au XIX^e, puis aux individus censés la danser. Avec la guerre et l'arrivée des tirailleurs, le mot glisse encore de sens et se charge de sous-entendus : sauvagerie et férocité. Si le tirailleur de Banania est souriant voire rigolo, le « bamboula » est un sauvage capable de cannibalisme et porteur d'une sexualité débridée. C'est d'ailleurs l'image qui est colportée par la presse et ses dessins. Image censée traumatiser les populations allemandes, qui vivent très mal au début des années 1920 l'utilisation de troupes africaines pour l'occupation de la Ruhr. Plus d'un siècle après l'apparition du tirailleur sur les affiches Banania, les images coloniales et les clichés racistes ont encore la vie dure dans les mentalités et les subconscious collectifs. Les représentations les plus méprisantes ont toujours une place dans le vocabulaire de certains Français, y compris dépositaires de la force publique. Le rôle de l'Histoire et des archives est là aussi pour donner à voir les origines de ces phénomènes, l'épaisseur historique des mots... /

Avril 1917 Hécatombe au Chemin des Dames



Cimetière militaire français sur le Chemin des Dames à proximité du village de Craonne.

Avril 1917. Le monde perçoit encore le fracas de la destitution du tsar Nicolas II et comprend à peine que la dynastie des Romanov, qui dominait la Russie depuis trois siècles, puisse avoir été balayée en quelques jours. Un autre événement d'ampleur se prépare.

Lancer une grande offensive

Le général Nivelle, qui commande les armées françaises en remplacement du maréchal Joffre, entend appliquer un plan de son prédécesseur : lancer une grande offensive dans le plus grand secret dans un secteur où le front allemand semble plus fragile. Entre le Pas-de-Calais et la Champagne, la ligne de combat forme un angle droit stratégiquement mal aisé à défendre. En mars, les troupes du Kaiser ont la poche qui allait d'Arras à Soissons. Ce mouvement inattendu oblige l'état-major français à

revoir ses plans. Le secteur de l'Aisne est finalement choisi pour les opérations. Entre Soissons et Laon, les vallées de l'Aisne et de l'Ailette, se trouve le Chemin des Dames. Cette route de plus de 25 km est ainsi nommée, car elle fut empruntée avant la Révolution par les filles de Louis XV, les princesses Adélaïde et Victoire, Dames de France, pour se rendre dans un château à proximité. C'est pour elles que le chemin avait été empierré par les paysans du lieu. Cette route circulait au sommet d'un plateau calcaire qui surplombe la vallée de près de 80 m. Les Allemands y sont installés depuis septembre 1914. C'est en contrebas qu'un déploiement extraordinaire d'hommes et de matériel est massé en vue de l'offensive de la mi-avril.

Repérés par les Allemands

Les mouvements de troupes massifs ont été repérés par les Allemands. Pensez donc : des dizaines de divi-

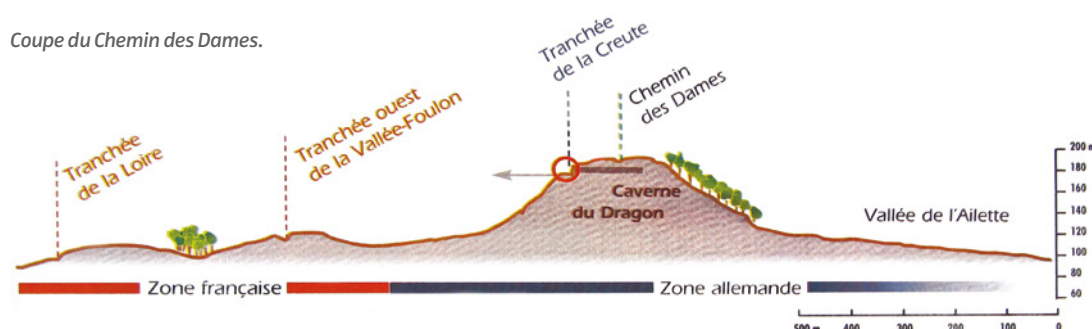
sions d'infanterie et leur matériel sont acheminés. Plus d'un demi-million d'hommes sont regroupés sur un secteur de quelques dizaines de kilomètres de large et plus de 180 000 directement au pied du Chemin des Dames. Le commandement ennemi a eu accès au plan détaillé de l'attaque. Les avions d'observation ont vu la noria de soldats, de chevaux, canons et de camions se déverser et se masser dans la vallée. La nuit, les soldats qui se trouvent sur le Plateau peuvent observer à loisir les feux des cantines françaises et les installations des positions de l'armée de Nivelle.

Rien ne se passe comme prévu

C'est là qu'est lancée l'offensive au matin du 16 avril 1917. L'objectif est d'atteindre les faubourgs de Laon (à plus de 25 km de là) très rapidement et de parcourir 10 km le premier jour. Mais rien ne se passe comme prévu. Il fait très froid ce lundi matin. Lorsque

les troupes s'élancent au coup de siflet à 6 heures précises, il neige ! Les mitrailleuses allemandes qui surplombent le champ de bataille ne sont pas détruites par l'artillerie française et font un véritable carnage. Le lendemain, il pleut à grosses gouttes, ce qui rend le terrain boueux. Les Français n'ont avancé que de 500 m. L'offensive Nivelle se brise sur un système défensif dont une partie est enterrée dans les « creutes », ces cavités creusées dans le calcaire par des carriers depuis des siècles au fil des besoins de construction. Comme l'a écrit le député Jean Ybarnégary, lui-même blessé lors de ces combats : « La bataille a été livrée à 6 heures, à 7 heures, elle est perdue. » Pourtant le commandement français s'acharne, rage et persiste. Le bilan est catastrophique. Trente mille morts en dix jours. La bataille se poursuit pourtant jusqu'au 24 octobre avec des conséquences désastreuses sur le moral des troupes... /

Coupe du Chemin des Dames.



**« La bataille
a été livrée
à 6 heures,
à 7 heures,
elle est perdue »**

Jean Ybarnégary, député.

Des héros épuisés en mutinerie

Avec le carnage de l'offensive Nivelle, lancée le 16 avril 1917, qui se solde le 9 mai par un des plus cuisants échecs de l'armée française et le bilan total effroyable de 250 000 hommes tués, blessés ou disparus en quelques semaines, le moral des troupes est au plus bas. Chez les soldats, la conscience de l'inutilité de telles attaques enfle et s'exprime avec force. Ainsi le 1^{er} mai, le peintre André Derain, un des pionniers du fauvisme, alors âgé de 36 ans, écrit à sa mère depuis le front du Chemin-des-Dames: «*On sacrifie en vain des milliers de vies comme si ce n'était rien.*» Et d'ajouter à la ligne suivante: «*Des gens se sont arrogé tous les pouvoirs et disposent des autres comme d'instruments inusables et infatigables, leur demandant sans cesse de renouveler les efforts les plus pénibles. C'est effrayant, l'inconscience de ceux qui donnent des ordres.*» Les archives municipales de Fontenay-sous-Bois

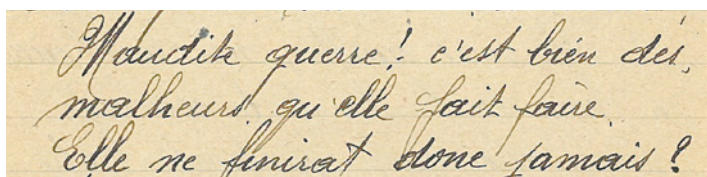
témoignent aussi de cette révolte sourde qui transparaît dans les correspondances des Poilus. Ce sentiment d'usure, d'abandon, de mépris subis après plus de deux ans et demi de souffrances se lit dans une lettre du 9 juin 1917 dénonçant cette «*Maudite guerre!*».

«Rendez-nous nos frères!»

Ce cri lancé comme un appel au secours parcourt l'ensemble de l'armée française et prend parfois la forme d'incidents collectifs. Les historiens estiment que les «*mutineries*» de 1917 n'ont touché pas moins de 78 des 110 divisions engagées à l'époque. 161 mouvements de groupes ont été recensés impliquant directement entre 60 et 90 000 hommes. C'est entre le 29 avril et le 10 juin que culminent les actes de rébellion. La lassitude est d'ailleurs aussi ressentie à l'arrière, puisque



Monument aux caporaux fusillés pour l'exemple à Souain, inauguré en 2007, commune de Suippes (Marne).



Extrait d'une lettre envoyée du front le 9 juin 1917. Don Michèle Le Gauyer, archives municipales de Fontenay-sous-Bois.

le 1^{er} mai, qui n'avait pas été célébré les années précédentes pour cause d'union sacrée, voit de nombreux débrayages dans différentes branches. Ce mardi, un rassemblement à l'appel de l'aile gauche de la CGT tourne à la manifestation pacifiste lorsque les milliers de personnes crient «*Rendez-nous nos frères!*» place de la République avant d'être dispersés sans ménagement par la police parisienne.

À l'avant, les scènes de révolte se multiplient sans que les allemands ne s'en aperçoivent. Elles touchent des unités placées en première ligne, mais aussi des troupes cantonnées en seconde ligne qui ne veulent plus remonter au front. Ainsi, le 1^{er} juin, près de Reims, à Ville-en-Tardenois, plus de 2 000 hommes des 23^e et 133^e régiments d'infanterie se rassemblent sur la place de la mairie pour protester contre leur déplacement prévu à 25 kilomètres de là. Ils ne veulent pas aller dans l'Aisne pour monter au Chemin-des-Dames. Ils s'en prennent aux membres de l'état-major stationné dans ce modeste village. Le général Joseph Alcide Bulot, qui tente de calmer les hommes avec de bons mots, est traité en retour d'assassin et de «*Buveur de sang*». Ses étoiles et ses galons lui sont arrachés dans la bousculade. Le calme ne revient que lorsqu'un autre général s'engage à ce que ces régiments ne

soient pas renvoyés au combat dans l'immédiat. Le soldat fontenaysien Maurice Jacquet, qui habitait 19, avenue de la République, fut témoin et acteur de ce rassemblement. Âgé alors de 19 ans, lui qui n'est encore que soldat de 2^e classe a bien compris que certains ordres sont stupides et a lui aussi le sentiment que trop c'est trop. Il profite avec délectation de quelques jours de relâche supplémentaires obtenus par la force.

Des arrestations par dizaines puis par centaines

Le lendemain, 2 juin 1917, ce sont les 308^e et 370^e RI stationnées dans l'Aisne qui voient des mutineries éclater en leur sein. Des arrestations sont rapidement opérées par dizaines puis par centaines. Si une répression sévère s'abat avec des centaines de condamnations à mort, dont seules 25 sont finalement exécutées dans les «*unités troublées*», l'état-major prend conscience du problème. Contrairement à ce que certains se disent pour se rassurer, ces mutineries ne sont pas dues à l'alcoolisme des Poilus. Elles ne sont pas non plus le résultat d'un mouvement fomenté par l'ennemi ou par de quelconques groupes révolutionnaires. Elles ne sont que l'expression de combattants désespérés en quête d'un peu de considération pour leurs vies.

« On sacrifie en vain des milliers de vies comme si ce n'était rien. Des gens se sont arrogé tous les pouvoirs et disposent des autres comme d'instruments inusables et infatigables »

André Derain

La mort d'Abel



Abel Parisien, soldat du 50^e RI, au centre de l'image, photographie de 1915.
Archives municipales de Fontenay-sous-Bois, don Michèle Le Gauyer.

Le mois de mai 1917 est symbolisé dans les Archives municipales de Fontenay-sous-Bois par les échos de la disparition d'un poilu et du désarroi qu'elle a provoqué chez ses proches. La mort d'Abel dont la nouvelle atteint les membres de sa famille au fil des jours provoque un déferlement en chaîne de tristesse et de larmes.

Mais remontons un peu le fil de son histoire. En 1914, deux frères, Robert et Abel Parisien, originaires du village de Lisle en Dordogne sont incorporés à Périgueux. Abel le plus jeune âgé de 23 ans intègre le 50^e régiment d'Infanterie. Robert l'aîné change rapidement de régiment et se retrouve finalement affecté dans une unité nouvellement créée, le 262^e. Après-guerre, au début des années 1930, il s'installe à Fontenay. En 2014, sa petite-nièce fait don de la correspondance complète de ses oncles à la ville. Cet ensemble de lettres, cartes postales, photographies permet de reconstituer le parcours de ces deux combattants qui illustre bien les pérégrinations de millions d'hommes au cours de la guerre.

Attend une permission

Abel a parcouru avec ses camarades presque tous les champs de bataille au cours de ses 32 mois de mobilisation. Projeté en Belgique au début du conflit, il est blessé par un éclat d'obus le 30 août 1914. Revenu au front après une opération et quelques semaines d'hospitalisation à Poitiers, il participe aux batailles de Champagne et d'Artois en 1915, de Verdun, de l'Aisne et de la Somme en 1916

avant de revenir en Champagne, dans la Marne, en mars 1917. Lui qui a vécu l'enfer de Verdun avec ténacité durant de longs mois, attend en avril 1917 avec impatience une permission depuis si longtemps ajournée. Abel est très patient lorsque semaine après semaine la 91^e section de la 10^e compagnie à laquelle il appartient est retenue au front ou ne peut bénéficier que de quelques jours de repos à l'arrière avant de remonter invariablement au front. Mi-avril, une bonne nouvelle est enfin annoncée à ces hommes harassés. Début mai ils devraient être relevés. Abel annonce avec joie à ses parents et à son frère qu'il a enfin obtenu une permission. Pour la première fois depuis des mois, il s' imagine loin du bruit et de la fureur des combats.

Frappés par ce drame

Ironie du sort, c'est la veille de partir qu'il est tué à Saint-Hilaire dans le sous-secteur de la Forestière. Un de ses cousins, Louis, se faisant l'écho des nouvelles rapportées par les compagnons d'Abel explique que « dans la nuit du 30 [avril] au 1^{er} mai, il était à son poste d'écoute quand il a été frappé par un obus ». La famille reçoit la nouvelle de ce décès dans la semaine qui suit. Son frère Robert au front, ses parents en Dordogne, sa sœur Adélie, ses oncle et tante et cousins sont tous frappés par ce drame. Les lettres qu'ils échangent à cette époque sont toutes remplies de chagrin, de colère et de rage. Le 10 mai, un cousin écrit : « Enfin mes pauvres amis, il faut s'incliner et souffrir avec résignation et je vous demande pour qui et pour quoi ? Je crois

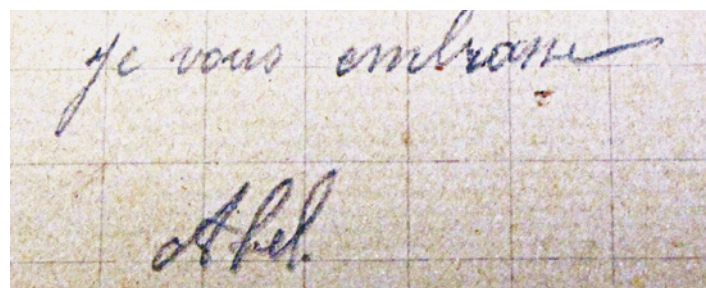
que nous ne le savons guère. C'est vraiment à en devenir fou ! »

Après-guerre, la famille rend hommage à ce mort notamment en appelant son dernier né Abel, du prénom de son oncle perdu. C'est ce garçon, Abel le second qui, mobilisé en 1940,

est fait prisonnier et passe 5 années de captivité en Allemagne. Une autre période d'angoisse s'ouvre alors pour la famille qui commence à croire que le destin s'acharne avec méchanceté sur ce second fils d'Ève déjà martyrisé dans la Genèse... /



Quelques éléments de la correspondance d'Abel Parisien avec sa famille.
Archives municipales de Fontenay-sous-Bois, don Michèle Le Gauyer.



Extrait d'une lettre d'Abel Parisien à ses parents, avril 1917.
Archives municipales de Fontenay-sous-Bois, don Michèle Le Gauyer.

Progrès radiographiés de la médecine

C'est une carte postale comme il y a en a tant. Issue d'une correspondance de Poilu, le fonds Dagorn.

Une de celles que les familles fontenaysiennes de ces soldats de la Grande guerre ont apportées et déposées au fil des mois dans le cadre de la collecte nationale. En août 1917, Émile Delmas, affecté à Salonique en Grèce au 2^e régiment bis de zouaves d'Orient, écrit à sa sœur. Il lui donne des nouvelles et lui raconte ce qu'il vit au jour le jour. Sa lecture donne à voir les avancées concrètes de la chirurgie de guerre. « À partir de hier 3 août, suis affecté au service de Radiologie. Pour mieux me faire comprendre suis dans une salle où il y a une machine pour voir à l'intérieur de l'être Humain. Suis à la disposition du docteur chirurgien. Il fait quelques fois des extractions de balle ou d'éclats d'obus sous ce rayon X. »

Les rayons X mis en lumière

Découverte extraordinaire que les rayons X, mis en lumière par le physicien allemand Röntgen en 1895, qui permettent désormais de « voir à l'intérieur » des corps. Avec la guerre, dès 1914, c'est la scientifique Marie Curie – double prix Nobel de physique et de chimie pour ses travaux

sur les radiations, le polonium et le radium – qui participe, avec Henri Becquerel, à la création d'unités de chirurgie mobiles. Ce sont au départ dix-huit « ambulances radiologiques » très vite surnommées par les Poilus les « petites Curies » qui se mettent à sillonner le front. La chercheuse obtient même en 1916 son permis de conduire pour aller faire des radios sur l'ensemble des théâtres d'opérations. Sa fille, Irène Curie, qui n'a que 17 ans au début du conflit, s'engage elle aussi dans le service radiologique des armées, puis rejoint sa mère sur le front et devient rapidement responsable au sein de la Croix Rouge du tout nouveau service de radiologie aux armées. La technique de la chirurgie sous radio remporte un grand succès. Au cours de la guerre, 150 postes fixes de radiologie sont créés dans les hôpitaux militaires sous l'impulsion de Marie Curie.

Une technique innovante

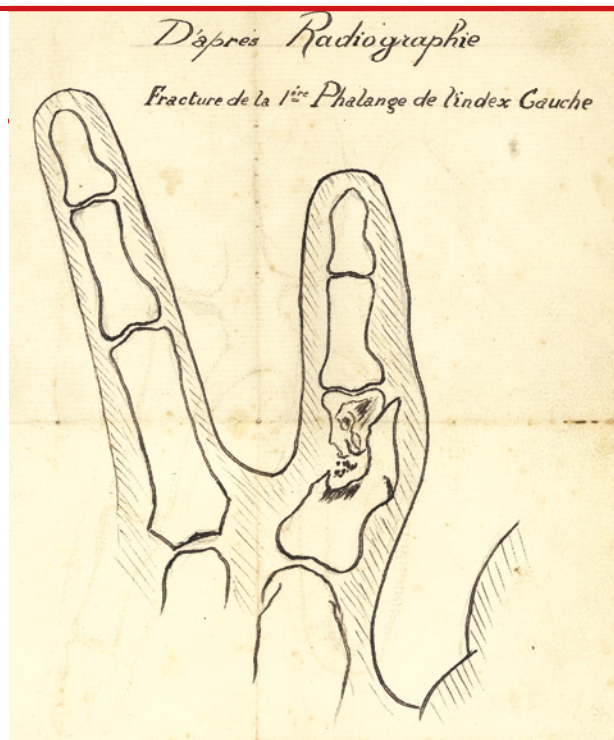
La radiographie est en effet une technique innovante qui porte différents avantages. Le premier est de pouvoir repérer et localiser dans les chairs des blessés les corps métalliques résultant de blessures par balles ou obus. L'opération sous rayons permet au chirurgien

de travailler plus précisément, de placer ses instruments de façon bien plus efficace en évitant ainsi de provoquer des lésions plus importantes sur le système circulatoire pour retirer les projectiles. Et puis les radios permettent aussi de réaliser des schémas et des dessins des zones touchées pour les soins à venir. On n'en est pas encore à l'impression ou à la numérisation des images. Les dessins sont encore de rigueur comme le montre celui présenté ici, issu là encore des archives municipales de Fontenay. Il s'agit de la représentation de la fracture de l'index du soldat André Grosbois, gravement blessé en 1916 à la main gauche. Cette image permet aux médecins qu'il consulte ensuite, lors de sa longue convalescence dans le Sud de la France, de se rendre compte de visu de l'état initial et interne de son os fracturé. Elle permet aussi de joindre ce document à son dossier de pension militaire pour faire reconnaître son invalidité et prétendre à ses droits.

L'organisation de la radiologie

Mais revenons à l'été 1917 et au texte du zouave Delmas. Au fil des lignes se dessinent les occupations quotidiennes de ce soldat de 2^e classe, originaire de Roquecor dans le Tarn-et-Garonne. Lui qui fait partie de la classe 1915 s'est engagé à Agen et a fait un long voyage jusqu'en Grèce sur un théâtre d'opérations où est impliquée l'armée française. À propos du médecin qu'il est chargé d'as-

sister il écrit : « Lui couchant dans cette baraque, je lui fais sa chambre et nettoie la salle d'opération. Je fais passer les outils chirurgicaux aux mains du chirurgien et les médicaments. Je fais aussi quelques écritures. » Il nous en apprend donc un peu plus sur l'organisation de ce service de radiologie de l'armée d'Orient. Une simple baraque en bois qui abrite à la fois la chambre de l'officier chirurgien, le matériel de radiologie qui est « fort encombrant » et la table d'opération ainsi que tout le matériel médical. On voit donc qu'il sert aussi d'aide opératoire et de secrétaire au chirurgien. On a donc l'image d'un ensemble de progrès médicaux réalisés dans des conditions pionnières. Ce qui n'empêche pas le soldat Delmas de plaisanter en affirmant qu'il a de la chance, car « ce docteur est bien gentil ». Il ajoute avec humour : « Je suis à l'abri du soleil qui, ces jours derniers, me tapait un peu sur la tête. » Bref, il est conscient du caractère positif de son affectation en disant : « J'ai là une bonne petite place très tranquille. » Malheureusement, les précieuses connaissances acquises lors de cette expérience médicale au service radiographique ne lui sont pas d'une grande utilité ensuite. Émile Delmas décède en effet, le 20 octobre 1918 en Grèce à l'âge de 22 ans, à la suite d'une maladie contractée sur le champ de bataille. Preuve encore que la médecine de campagne ne règle pas tout, et que si la guerre engendre de rapides progrès scientifiques, elle apporte surtout dans son giron la mort et la désolation. /



Dessin de la fracture de la main du soldat André Grosbois, 1916, Archives Municipales de Fontenay-sous-Bois, fonds M. Erard.



Irène Curie sur une ambulance radiologique durant la guerre, sans date, Archives Joliot-Curie, D.R.

Dessous d'une légende urbaine



Le 19 septembre 1917, dans le poste de secours de Châlons-sur-Vesle (Marne), le soldat fontenaysien Alexis Crettez, âgé de 20 ans, succombe à ses blessures. Affecté à la 8^e compagnie du 43^e bataillon de chasseurs à pied à la défense de Reims depuis la fin du mois d'août, il a subi la veille, avec ses camarades, une violente attaque ennemie sur le secteur de Neufchâtel. Après un bombardement intense, sa tranchée est attaquée par une colonne allemande. Les assaillants sont trois fois plus nombreux que les défenseurs. Un combat au corps à corps s'engage. La défense est organisée par l'adjutant Falconnier qui prend la tête de la résistance. Il est blessé à trois reprises. Alexis Crettez à ses côtés est lui aussi transpercé deux fois par une baïonnette. Il sent l'acier lui perforer le flan mais continue de se battre. L'assaut est finalement repoussé, mais huit chasseurs y laissent la vie. Vingt sont blessés. Le jeune Fontenaysien est difficilement transporté, encore conscient, à l'ambulance 222. Durant le trajet, sur un brancard, il perd beaucoup de sang. C'est dans ce

point stratégique, à la jonction du dernier poste de ravitaillement de l'armée dans la région, qu'il décède, ne laissant de lui qu'une photographie en uniforme et un corps qui est aujourd'hui au carré militaire du cimetière de Fontenay. La nouvelle de sa mort est reçue avec abattement par sa famille dans l'appartement du 6, rue Mauconseil, où il est né. Cette tristesse se change en rage lorsque moins de neuf mois plus tard, c'est Georges, son frère aîné, qui est tué sur le front de l'Aisne. Comme de nombreuses familles de la ville, les Crettez ne se remirent jamais de cette guerre.

Le spectre des mutineries

Et pourtant l'état-major a tenté d'étouffer, par tous les moyens, le sentiment de colère qui gronde chez les combattants comme à l'arrière. En effet, le spectre des mutineries du printemps 1917 après le désastre de la bataille du Chemin-des-Dames est encore bien présent, comme les échos de la révolte des soldats russes du camp de la Courtine dans la Creuse, dont les derniers insurgés se rendent, le jour même du décès d'Alexis Crettez, après un été d'auto-gestion révolutionnaire. Les autorités militaires ont une peur panique de ces mouvements de soldats causés avant tout par les conditions de vie et l'inutilité des offensives décidées en haut lieu. La diffusion clandestine parmi les Poilus de la *Chanson de Craonne* a fait l'effet d'une bombe depuis des mois. Les hauts gradés craignent aussi que des soldats excédés ne reprennent l'un des couplets de *L'Internationale*, hautement subversif, dont les paroles sont un appel

à la révolte : « *Appliquons la grève aux armées, crosse en l'air et rompons les rangs ! S'ils s'obstinent ces cannibales à faire de nous des héros, ils sauront bientôt que nos balles sont pour nos propres généraux.* »

Un habile contre-feu

Pour contrer ce danger révolutionnaire réel ou supposé, c'est la chanson *Quand Madelon* qui est enregistrée pour la première fois sur un disque 78 tours par la maison Pathé. Composée à la fin de 1913 pour la scène parisienne du caf'conc', ces spectacles chantés très en vogue

« La municipalité de Fontenay, petite ville qui se ressentait alors comme un bourg sans histoire, adopta Quand Madelon »

à l'époque, elle n'avait pas été un succès. Écrite en temps de paix, elle ne parle pas de la guerre mais des fantasmes qu'inspire une accorte cantinière qui sert du vin aux soldats en période de repos. Ses paroles légères remplies de sous-entendus grivois constituent en septembre 1917 un bon dérivatif à l'agacement général et aux envies de rébellion.



L'enregistrement et la diffusion de ce disque pour un prix modique popularisent les paroles de cette marche qui connaît alors un succès important sur l'arrière-front où les soldats se retirent un moment entre deux combats. On est véritablement là dans une vaste opération de propagande. Un contre-feu habilement poussé par l'institution militaire pour détourner les regards du mécontentement des troupes. Ce n'est qu'après-guerre, que la municipalité de Fontenay, petite ville qui se ressentait alors comme un bourg sans histoire, adopta *Quand Madelon*. En 1921, la rosière, jeune fille vertueuse élue depuis 1842, fut rebaptisée Madelon. Le prétexte : un chanteur de l'Eldorado, où avait été créée sans succès la chanson, avait séjourné à l'école Roublot (Ferry aujourd'hui) à l'été 1914 avec les hommes du 17^e régiment d'artillerie. Il l'avait chantée à ses camarades. De là sont nés un formidable coup de communication et une légende urbaine qui faisait de la ville le point de départ du « succès mondial » de *Quand Madelon*. On n'est pas loin de l'escroquerie idéologique et médiatique. Le résultat fut au-delà de ce qu'avait pu imaginer le maire de l'époque. À tel point que dans les années 1960, certains proposaient encore de rebaptiser la commune « Fontenay-la-Madelon ». L'histoire de la ville dans la guerre, beaucoup mieux connue de nos jours par les études en cours, montre que la réalité est bien plus complexe et dramatique qu'une légende dorée, version officielle trop longtemps répétée à la gloire de cette chanson.

Le cadavre du soleil

Lundi 15 octobre 1917, dans le bas de l'avenue Victor-Hugo à Fontenay, un véhicule se gare à l'entrée du cimetière nouveau de Vincennes. Des employés en sortent un brancard sur lequel repose un corps encore dégoulinant de sang. Il est installé dans la salle d'attente à deux pas du bureau du conservateur situé à gauche de l'entrée. Le registre des inhumations nous apprend qu'il s'agit du cadavre de Marguerite Jertrude Zell, morte le matin même à l'âge de 41 ans. Le lieu du décès indiqué est le Champ de tir. Il s'agit du polygone de Vincennes où régulièrement les condamnés à mort par la justice militaire, siégeant à Paris, sont exécutés. Depuis 1912 en effet la commune de Vincennes a ouvert un nouveau cimetière sur le terrain dit de La Garenne celui du centre-ville est plein. Cette installation de près de quatre hectares accueille donc les morts de la ville voisine depuis quelques années. Parmi eux, les fusillés qui, en ces années de guerre, arrivent assez régulièrement. La semaine précédente et dans les jours suivants, d'autres de ces morts « non naturelles » sont acheminés dans cette partie reculée de Fontenay.

Une femme libre

Mais ce matin, le corps qui est installé dans la salle d'exposition n'est pas celui de n'importe qui. Il s'agit de celui de Mata-Hari, célébrité du tout Paris de la Belle Époque. Celle dont le nom de scène signifie soleil en malais, ou plus littéralement œil du jour ou promesse de l'aube, repose criblée de balles. Elle, qui fut l'objet de tous les fantasmes de la bonne bourgeoisie parisienne, n'est plus qu'un cadavre dont la grande taille pour une femme (1,75 m) ne cesse d'étonner les agents qui l'accom-

pagnent *post mortem*. Ses cheveux noirs et son teint basané sont encore remarquables dans ce macabre décor. Il convient tout de même, un siècle après de revenir sur le parcours de cette femme dont la vie pleine d'aventures déchaîna longuement les passions. Margaretha Geertruida Zelle, de son nom de naissance, vit le jour aux Pays-Bas en 1876. Elle commença des études pour devenir institutrice mais fut renvoyée suite à une liaison avec le directeur. À l'âge de 18 ans, elle épouse un officier de marine hollandais avec qui elle part dans l'est de l'île de Java, aux Indes néerlandaises. Femme de militaire, elle s'imprègne de la culture locale, apprend à parler quelques mots de javanais, s'habille avec des costumes traditionnels et apprend à danser. Elle a deux enfants dont l'un, c'est le drame intime de cette femme, meurt empoisonné. Elle rentre en Hollande en 1902 pour y divorcer. L'année suivante, elle s'installe à Paris. Elle y mène une vie de femme libre qui peut choquer certains contemporains. Elle se fait entretenir par différents amants, jouant d'une réputation d'aventurière n'ayant pas froid aux yeux. C'est en 1905, alors qu'elle a 29 ans, qu'elle connaît un véritable succès. Après s'être formé un personnage de danseuse orientale, elle est remarquée en mars en donnant un spectacle dans la bibliothèque de l'orientaliste fortuné Émile Guimet. C'est sous le nom de Mata-Hari, qu'elle y interprète une danse érotique, jouant une princesse javanaise se dévoilant complètement et s'offrant à un dieu hindou. Elle enchaîne ensuite les spectacles et les amants de Paris à Berlin, devenant une véritable star dont le physique et les manières font rêver dans les théâtres, les hôtels particuliers et même occasionnellement certaines maisons closes. Elle est partout pré-



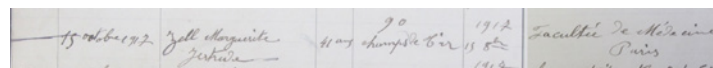
Mata-Hari a été condamnée à mort pour intelligence avec l'ennemi.

cedée d'une réputation aussi sulfureuse que légendaire qui n'est pas pour rien dans son succès.

Accusée d'espionnage

Fréquentant de nombreux militaires, elle éveille l'intérêt des services secrets français. Elle est polyglotte, née dans un pays neutre et a connu avant 1914 de hautes personnalités allemandes. Elle accepte en 1916, contre de l'argent, de glaner des renseignements sur le commandement ennemi en Belgique. Elle est aussi approchée par les services secrets britanniques puis allemands. Elle fréquente tous les espions européens, en Espagne. Elle se retrouve au milieu d'un échange de renseignements et d'intoxications diverses. Revenue à Paris, elle est arrêtée par le contre-espionnage français, le 13 février 1917, dans la chambre d'un palace des Champs-Élysées. Elle est enfermée et interrogée à la prison Saint-Lazare. Accusée d'espionnage au profit de l'Allemagne, elle est jugée par le 3^e conseil de guerre. C'est la période de l'échec de l'offensive du Chemin des Dames où grondent les mutineries dans l'armée. Sa capture permet de mettre en avant les dan-

gers qui menacent potentiellement le pays. Sans que des preuves flagrantes aient été apportées par l'accusation, Mata-Hari est condamnée à mort pour intelligence avec l'ennemi. Un des juges reconnaît bien après-guerre qu'il n'y avait pas dans ce dossier « de quoi fouetter un chat ». La grâce est cependant rejetée par le président de la République. Le 15 octobre au matin, Mata-Hari, aventurière et peut-être potentiellement agent double de peu de valeur, est exécutée. Coiffée d'un large chapeau, portant une robe garnie de fourrure et un manteau sur les épaules, elle refuse d'être attachée au poteau et d'avoir les yeux bandés. Elle envoie de la main un baiser aux dix hommes du peloton d'exécution qui se met en place en face d'elle. Son cœur est transpercé et elle s'écroule raide morte avant même le coup de grâce. Son corps après avoir été exposé au 196, avenue Victor-Hugo, à Fontenay est inhumé provisoirement dans cette terre de Fontenay. Comme il n'est pas réclamé par la famille il est ensuite exhumé et transporté à la faculté de médecine de Paris pour y être disséqué. Ainsi disparaît définitivement ce soleil plein de charmes et de mystères. /



Extrait du registre du cimetière neuf, Archives de la ville de Vincennes

Guerre, révolution et bouleversement

Novembre 1917 est marqué par une série d'événements politiques qu'une chronique sur la guerre de 14-18 ne peut omettre de mentionner. Depuis mars, la situation a complètement été bouleversée en Russie. Cet immense pays – qui depuis plus de trois siècles était dirigé d'une main de fer par la famille Romanov, semblant longtemps hermétique à tout changement et pour le dire franchement à la modernité – avait basculé en quelques jours dans une ère politique nouvelle. La guerre était la mère de ces changements. En effet, le conflit avait été dramatique pour l'armée du tsar. Depuis 1914 et son engagement aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne, elle avait été véritablement saignée par les empires centraux (allemand, austro-hongrois et ottoman) : on dénombrait déjà 1,7 million de morts et près de six millions de blessés.

Désorganisation du front

Début de 1917, comme dans toutes les armées une lassitude de la guerre se fait ressentir. Les paysans mobilisés sur un front de 1 500 km ne sont que mal ravitaillés. Les déserteurs sont déjà un million, décidés à rentrer chez eux. Cette désorganisation du front, conjuguée à un hiver très froid et à une misère croissante chez les ouvriers de la capitale Petrograd, fait basculer le pays. La structure des troupes russes révèle un décalage bien plus grand qu'ailleurs entre les soldats et les officiers. Les premiers sont très majoritairement des moujiks et les seconds des barines, des maîtres. Les paysans n'ont pas,

n'ont plus, confiance en ces maîtres qui sont plus détestés encore que l'autocrate Nicolas II. Ce dernier, qui a laissé de cruels souvenirs aux élites intellectuelles révolutionnaires du fait de la répression sanglante de la révolution de 1905, garde encore chez certains Russes une aura presque divine. Mais ses atermoiements en matière politique fragilisent ses positions.

« À bas la guerre et l'autocratie ! »

En quelques jours, la donne a radicalement changé en février 1917. Le 23 février (date du calendrier julien utilisé dans l'empire, soit le 8 mars) des femmes manifestent dans la Capitale pour réclamer du pain. Leur mouvement est soutenu par les ouvriers des usines qui ont lancé des grèves spontanées depuis



Carte postale montrant le corps expéditionnaire russe en France, 1916. Archives municipales de Fontenay-sous-Bois.

le début du mois. La grève se généralise dans les jours suivants. Le mouvement se politise rapidement et les manifestations se font quotidiennes aux cris de : « À bas la guerre et l'autocratie ! » Le tsar entend, comme il l'a déjà fait par le passé, faire donner la troupe en mobilisant les garnisons de la ville. Après quelques échauffourées, tous les régiments se mutinent et passent dans le camp des révoltés. Le tsar abdique le 15 mars. Son frère Mikhaïl refuse la couronne. C'en est fini de la monarchie. Un gouvernement provisoire est mis en place. Le pouvoir balance ensuite durant des mois entre les ministres issus de la bourgeoisie et les soviets, ces assemblées populaires qui se sont constituées dans les grandes villes. L'empire éclate avec les proclamations d'indépendance de la Finlande et de la Pologne et la prise d'autonomie de l'Ukraine. Comme la guerre se poursuit cependant avec une offensive rapidement repoussée en avril, le nombre de déserteurs passe à plus de deux millions sur un front qui comptait alors huit millions d'hommes. Les revendications pour une paix immédiate se font plus précises et instantes à Petrograd, dans les grandes métropoles et sur le front. Les tensions se font de plus en plus fortes entre un pouvoir légitime sans soutien populaire et le pays réel dans lequel l'État est de fait démantelé.

Prise du palais d'Hiver

L'insurrection lancée par les bolcheviques de Lénine et de Trotski dans la nuit du 24 au 25 octobre (6-7 novembre du calendrier grégorien) met fin à une période de flottement

« Si, dans toute la Russie, les masses n'avaient pas été prêtes à s'insurger, l'insurrection aurait échoué »

John Reed, journaliste américain

du pouvoir. La prise du palais d'Hiver, sans effusion de sang, prend la forme d'un « coup d'État » (selon l'expression du journal *L'Humanité* le 9 novembre) rendu possible par l'ébullition révolutionnaire et largement accepté par les soldats et les paysans, qui n'avaient plus confiance dans un gouvernement poursuivant la guerre. Comme l'écrit le journaliste socialiste américain John Reed, témoin des événements : « Si, dans toute la Russie, les masses n'avaient pas été prêtes à s'insurger, l'insurrection aurait échoué. » Ce sont les mesures prises dès le 8 novembre par le nouveau pouvoir qui changent radicalement la donne avec le décret pour une paix immédiate, juste et équitable, et celui sur l'abolition de la grande propriété foncière. Ces événements russes bouleversent non seulement le cours de la guerre à l'Est mais aussi plus globalement l'Histoire du XX^e siècle débutant... /



Affiche de propagande révolutionnaire. Lénine balaie le monde, par Victor Deni, 1920.

Fontenay: 621 Poilus retrouvés

La cérémonie du 99^e anniversaire de la fin de la Première Guerre mondiale, le 11 novembre 2017, a été marquée par la mise en ligne du mémorial numérique 1914-1918. Il s'agit d'une base de données interactive donnant accès à l'identité des soldats fontenaysiens morts durant le conflit ou à l'issue immédiate de celui-ci. C'est l'aboutissement d'un projet lancé en 2014 à l'occasion du démarrage des cérémonies du centenaire. L'examen du nombre des Poilus de la commune recensés posait un problème. À l'époque, on pouvait encore lire sur le site Internet de la ville ou sur les pages parlant de Fontenay que « cette guerre coûta la vie à 257 Fontenaysiens mobilisés ». Un rapide examen des sources nationales montra le décalage entre cette affirmation et la moyenne générale des décès.

« L'idée qu'il y avait eu de très importants oublis remonta rapidement comme une évidence »

Pendant la guerre, la France a perdu 1,45 million de soldats morts ou disparus, soit près de 3,5 % des 41,63 millions d'habitants. Or, pour Fontenay le nombre de 257 morts n'équivalait qu'à 1,5 % des 16 500 habitants de l'époque. Ce total ne convenait pas. Pourquoi une proportion de morts si faible ? La ville avait-elle été largement épargnée par le conflit ou manquait-il de nombreux Poilus à l'appel ? L'idée qu'il y avait eu de très importants oublis remonta rapidement comme une évidence. Il fallait combler un vide que l'on commençait à imaginer immense.

Pas de monument aux morts

Les initiatives autour du centenaire de la guerre et l'intérêt suscité par cette histoire poussèrent le service Archives et Patrimoine de la mairie à imaginer un mémorial afin de parler de ces soldats de Fontenay. Si la commune possède une statue en hommage aux Poilus, *La Pleureuse* du cimetière, inaugurée dans les années 1920, elle n'a pas de monument aux morts, à proprement parler, relevant les noms des enfants de la commune disparus. Des recherches d'ampleur furent donc lancées en 2014 afin de retrouver les noms de l'ensemble des habitants qui avaient été tués. La démarche historique menée alors fut de consulter les sources désormais accessibles. Très rapidement, on s'aperçut que la liste

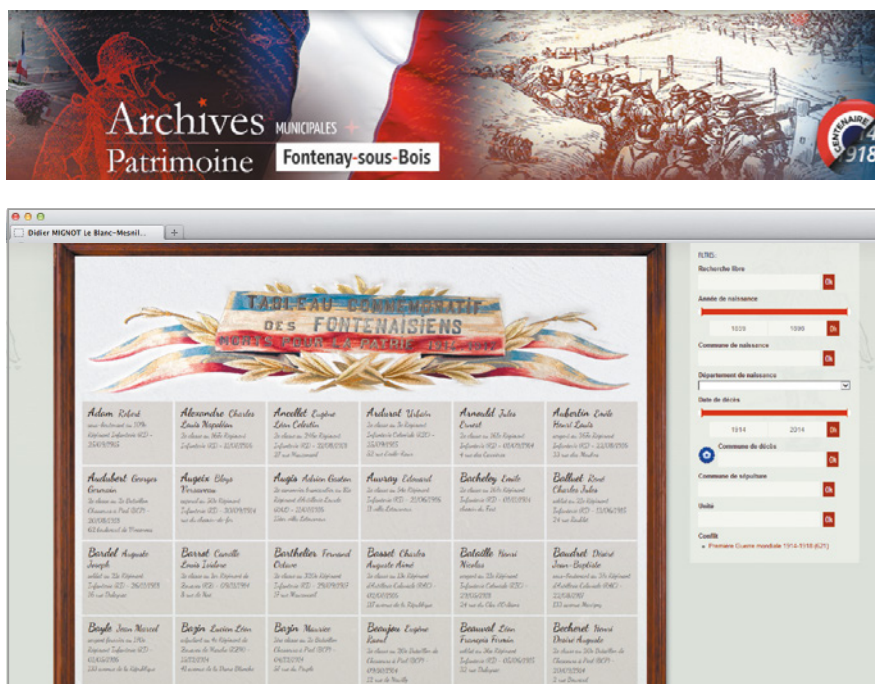
des noms gravés (250 au total) après la guerre dans l'église Saint-Germain ne pouvait être qu'une base de départ. Le travail de recensement systématique fut considérablement facilité par la mise en ligne de nombreuses archives militaires et administratives. L'examen attentif des fiches de décès des soldats sur le site Internet « Mémoire des hommes » du ministère des Armées et leur croisement avec les registres d'état civil commencèrent à donner une idée. En novembre 2014, déjà 530 Poilus fontenaysiens décédés étaient comptabilisés. Puis, d'autres sources historiques remontèrent à la surface et purent être consultées. Les pages du *Livre d'or* (registre des pensions constitué après-guerre) consacrées à notre commune livrèrent de nouveaux noms. En 2015, l'Association républicaine des anciens combattants (Arac) retrouvait et confiait à la ville un tableau commémoratif, créé en 1917, à la mémoire des soldats morts au combat. Il contenait des noms et des renseignements inconnus jusque-là, comme les adresses des soldats. Ce document, visuellement très beau, a été choisi comme cadre pour présenter le mémorial sur Internet.

Un travail colossal

Les documents (plus de 3 500 pièces à ce jour) que les familles de la ville ont apportés – et continuent de le faire – aux Archives ont permis de collec-

ter des données. Elles rendent plus nette cette période et l'histoire de ces soldats qu'ils aient été d'ici ou d'ailleurs. D'autres sources historiques ont été consultées. Qu'elles soient locales (comme le journal paroissial ou différentes coupures de presse) ou nationales, elles ont permis de trouver des traces d'autres hommes morts alors. Aujourd'hui, ce sont les fiches de pas moins de 621 Poilus de Fontenay (soit plus de 3,76 % de la population de l'époque) qui ont pu être mises en ligne. Cela a nécessité des mois de travail pour les agents du service public des Archives municipales et les historiens. Croiser les sources, interroger les mairies des lieux de naissance des hommes concernés, vérifier les données et les mettre en ligne. Un travail colossal a été mené pour imaginer l'architecture de ce mémorial afin qu'il s'intègre au mieux au portail de valorisation des archives. Ils sont tous là, ou presque. De Robert Adam de la rue du Clos-d'Orléans à Jean Wocher de l'avenue des Charmes, on les trouve par ordre alphabétique. D'Octave Cerbelot, mort le 18 août 1914 alors que la guerre venait de commencer, à Emmanuel Henri Moyat, décédé le 14 novembre 1921 des suites d'un gazage. /

Le mémorial numérique est consultable en ligne : <http://archives.fontenay-sous-bois.fr>



Base de données interactive donnant accès à l'identité des soldats fontenaysiens morts durant le conflit ou à l'issue immédiate de celui-ci.

Le sifflet du père Rouillet



À gauche : Sifflet militaire de Pierre Rouillet, maréchal des logis.

Archives municipales de Fontenay-sous-Bois, fond Patrick Rouillet.

À droite : Pierre Rouillet, sa femme Lucienne et leur fille en juin 1918 lors d'une permission. Archives municipales de Fontenay-sous-Bois, fond Patrick Rouillet.

C'est un petit objet en métal qui ne mesure pas plus de 6,5 cm de long. Il fait partie des milliers de souvenirs de famille que les Fontenaysiens possèdent à propos de la guerre de 1914-1918. C'est l'ancien facteur Patrick Rouillet qui un jour a apporté, pour les faire reproduire et photographier aux Archives municipales, des documents et objets ayant appartenu à son grand père Pierre Rouillet (1887-1979). Celui-ci a participé à toute la guerre du 1er septembre 1914 à sa démobilisation le 15 mars 1919.

Des traces de dents, marques de l'angoisse

Il est noir ce sifflet et a symboliquement la forme d'un canon. En le regardant de près on s'aperçoit que la partie que l'on porte à la bouche est usée, bosselée, abîmée, mordue. Oui, on y distingue nettement des traces de dents, marques de l'angoisse, du stress de son propriétaire qui l'avait dans la bouche avant de siffler pour faire monter les hommes à l'assaut. Ce drôle de bout de vie en fait contient en lui toutes les horreurs de la guerre symbolisées par ces traces de dents qui ont réussi à déformer le métal tant la pression était forte. Il évoque une histoire singulière tout à fait intéressante.

La révolte au cœur

Pierre Rouillet est né en Anjou, plus précisément à Mozé-sur-Louet, une agglomération de 1 100 âmes au début du XX^e siècle. Ce petit homme, mesurant 1,66 m aux cheveux châtains et aux yeux bleus, a fait ses classes au 25^e dragon d'Angers de 1908 à 1910. Il était le meunier du village où il faisait tourner le moulin à vent de la Bigottière. Il était connu pour ses opinions républicaines et anticléricales très marquées. Lui qui vivait dans un bourg dont la rue principale avait été dévastée et brûlée

« Si les peuples n'étaient pas si bêtes, nous ne serions pas là à nous entre-tuer sans nous connaître »

par les Chouans en juillet 1793 refusait d'aller à la messe. Défenseur de l'École publique dans une région où le clergé et l'aristocratie avaient un poids certain, il avait eu très jeune conscience des injustices sociales. Travailleur manuel qui cultivait aussi

sa vigne, il écrivait qu'il comprenait « les révoltes de la classe ouvrière au cours des siècles comme aujourd'hui ». Un sacré caractère ce père Rouillet, il avait lui aussi la révolte au cœur.

La bêtise humaine

Bon cavalier, il était devenu dès le début de la guerre agent de liaison du colonel du 277^e régiment d'infanterie. Il effectuait ses missions à cheval puis à pied. Marié au début de 1914, c'est au front entre Metz et Nancy que fin novembre il apprend la naissance de sa fille Lucette. Comme brigadier éclaireur de son régiment, il parcourt les premières lignes de combat pour porter des messages et des ordres. Il a fait toutes les grandes batailles de la guerre. De la Champagne à Verdun, il a pu observer bien des choses, fréquentant à la fois les hommes de troupe et les « huiles » dont il devait acheminer les messages ; il a senti les enjeux de cette guerre. À un capitaine qui lui demandait : « Qu'y a-t-il selon vous de plus grand que la grandeur de Dieu ? », il répondit un jour : « La bêtise humaine. Si les peuples n'étaient pas si bêtes, nous ne serions pas là à nous entre-tuer sans nous connaître. » Jugement sévère sur un conflit dont jamais il ne se considéra comme un héros ; à peine un acteur, bien chanceux de ne jamais avoir été blessé au cours de ses missions.

« On n'en peut plus, on en a marre ! »

Et pourtant, du courage il lui en avait fallu en février 1915 pour remplacer un sous-officier qui venait d'être tué au combat du village de Norroy dans les Vosges. Il y obtint une citation à l'ordre du régiment et y fut fait maréchal des logis par le colonel. À Verdun l'année suivante, il vit le désarroi des Poilus dont un lui dit : « Rouillet ne te trompe pas, on n'en peut plus, on en a marre ! » Il a connu la boue, les trous d'eau où il faut se terrer des jours durant dans le froid et sous un déluge de feu.

Il a vécu aussi les mutineries de 1917 dont il avait bien compris la profondeur du refus de ces soldats exaspérés de se faire sacrifier pour rien. Et puis après l'Armistice, il participa quatre mois durant à l'occupation en Allemagne avant d'être enfin libéré de ses obligations militaires. Son sifflet que son petit-fils a récupéré n'est effectivement qu'un petit objet de métal comme il y en a beaucoup d'autres.

Mais à bien y regarder, il porte en lui les traces de la violence de cette guerre et des contradictions de ces hommes qui ont servi par devoir, avec les copains mais en n'en pensant pas moins... /

Fontenay **SOUS** les bombes

Fin janvier 1918, Fontenay-sous-Bois est victime pour la première fois d'un raid de l'aviation allemande. Nous sommes dans une période en effet où la guerre des airs prend une ampleur encore inégalée.

Dans la nuit du 30 au 31 janvier, une grande opération aéronautique est lancée depuis le front vers Paris. Rappelons qu'à cette date les tranchées sont à moins de 100 km de la Capitale. L'état-major du Kaiser entend frapper un grand coup. Dans ce cadre, il lance quatre offensives terrestres. Afin de les rendre plus efficaces, il souhaite aussi saper le moral de l'arrière. La dernière attaque aérienne d'envergure date du 27 juillet 1917. En cette fin janvier donc, plus d'une trentaine de nouveaux bombardiers lourds sont lancés vers la région parisienne. Ces avions récents sont des *Gothas V*, des biplans de nouvelle génération mis en service au mois d'août précédent. Ils sont équipés d'une paire de moteurs Mercedes de 260 chevaux chacun. Ils ont un rayon d'action de 840 km. C'est bien plus qu'il n'en faut pour aller de la seconde ligne de front à l'objectif. Avec une vitesse de pointe atteignant 140 km/h, le voyage est vite fait.

Environ 600 kg de chargement par avion

Chaque avion a un équipage de trois hommes : un pilote, un mitrailleur et un responsable des bombes. Celles-ci sont de différentes tailles. L'équipage dispose d'environ 600 kg de chargement à déverser sur les cibles sous la forme d'une dizaine de bombes de 10 à 100 kg. Ces dernières sont les plus utilisées et occasionnent des dégâts très importants. Les avions ont été transportés en train jusque dans l'Aisne à Clermont-les-Fermes à un peu plus de 170 km de Paris. Ils décollent vers 22 heures. Il s'agit d'un « bombardement stratégique » :

frapper l'agglomération parisienne et ses habitants ! C'est le premier d'une série de 33 raids aériens, qui se poursuit jusqu'au 16 septembre. Le pic des attaques a lieu en mars avec à la fois un important raid aérien mais aussi un bombardement du super-canon dit « la grosse Bertha », qui touche l'église Saint-Gervais au centre de Paris.

L'attaque du 30 janvier au soir est si massive que les canons de 75 de la défense contre les aéronefs (DCA) ne peuvent tous les atteindre. Le bilan est sérieux. Quinze communes de banlieue de Saint-Denis à Colombes en passant par Nanterre sont touchées par 167 bombes entre 23 heures et une heure du matin. Onze appareils atteignent Paris et y larguent 93 bombes sur onze arrondissements. Au matin du 31 janvier, les autorités ont dénombré 61 tués et 198 blessés. Le président du Conseil, Clémenceau lui-même, se déplace jusqu'à Saint-Mandé pour constater les dégâts.

On connaît leur trajectoire

Fontenay se trouve sur le chemin de ces appareils de mort. On connaît précisément leur trajectoire. Ils survolent la commune selon un axe orienté du nord-est au sud-ouest avec plusieurs lignes d'appareils. Une dizaine de bombes sont larguées et touchent huit maisons et propriétés : rues Guérin-Leroux, de Rosny, puis du Châtelet (aujourd'hui rue Charles-Bassée), rue du Parc (aujourd'hui Jean-Duhail) et, enfin, rue Boschot. Ils poursuivent ensuite leur vol destructeur vers la Capitale. Cette traversée infernale de Fontenay n'a duré que quelques secondes, mais le bruit des explosions et leur souffle font trembler l'ensemble du bâti. Les dégâts sont considérables. Il y a trois victimes. La maison du 6 rue du Châtelet, à proximité de l'église Saint-Germain, a reçu une grosse bombe et se retrouve complètement éventrée. Le

toit s'est effondré tout comme le premier étage. Les vitres de la rue entière et les toits de tout le voisinage ont été soufflés. Il ne reste que les murs du rez-de-chaussée. Les corps des deux enfants de la famille Lapie, Marcelle, 8 ans, et son frère Lucien, 3 ans, sont retrouvés dans les décombres. Leur mère Joséphine âgée de 33 ans est gravement blessée. Elle survit néanmoins un demi-siècle à cette tragédie avec une profonde blessure à l'âme. Son époux Louis (1879-1927), arrivé en permission début février, apprend la mort de ses enfants et ne peut que suivre leurs cercueils avant de retourner au combat. Il est obligé de faire bonne figure lors de cérémonies d'obsèques organisées en grande pompe par les autorités locales en présence des enfants des écoles vêtus de noir,

« L'état-major du Kaiser entend frapper un grand coup »

des pompiers en uniforme et de militaires en armes.

La mort de ces enfants de Fontenay, drame épouvantable et traumatisant pour la commune, est ensuite utilisée jusqu'à la corde par la presse et la propagande officielle comme symbole de la « barbarie germanique ». Les enfants Lapie obtiennent même en novembre 1944 la mention « Mort pour la France » du secrétariat d'État aux Anciens combattants... /



La Guerre aérienne, dessin de presse représentant un avion Gotha en action, 1918. Archives municipales de Fontenay-sous-Bois.

Sortie de l'église Saint-Germain, cercueil de Lucien Lapie, début février 1918. Photographie J. Clair-Guyot, archives municipales de Fontenay-sous-Bois.

Colifichets contre bombardements

Hiver et printemps 1918, la guerre aérienne autour et sur Paris bat son plein. Fin janvier, on s'en souvient, lors d'un grand raid aérien mené par les avions allemands Gotha, la Capitale avait été touchée. Fontenay-sous-Bois aussi. Deux enfants avaient été tués et leur mère blessée. Les destructions avaient été considérables dans cinq rues de la ville. Dans la nuit du 11 au 12 mars 1918, un autre raid a lieu, plus meurtrier que celui de janvier avec une centaine de morts. Une bombe tombe de nouveau à Fontenay, dans l'usine Gaveau rue Pasteur sans cependant endommager gravement l'entreprise. Mais quelques jours après, un autre danger menace. À partir du 23 mars et par intermittence jusqu'à début août, la région parisienne subit quatre campagnes de tirs de canons à longue portée. Il s'agit de pièces d'artillerie colossales que les troupes allemandes nomment les *Pariser kanonen*. Ces « canons parisiens » ont pour but de toucher la Capitale. Il s'agit, là encore, comme pour les raids aériens, de démoraliser la population française. C'est une invention de l'ingénieur Friedrich Rausenberger des usines Krupp. Les canons et leur plateforme de tir pèsent 750 tonnes. Ils ont un tube de 34 mètres de long pesant à lui seul 175 tonnes. Cette arme envoie des obus de 210 mm de diamètre et de 125 kg à la vitesse prodigieuse de plus de 1 500 mètres par seconde ! D'une portée de près de 130 km, il ne faut que 2 à 3 minutes de vol aux projectiles pour atteindre leur cible. Ils sont installés dans le Laonnois, au milieu de l'Aisne à Bruyères-sur-Fère.

La première journée, une vingtaine d'obus touchent Paris et la petite couronne. C'est la stupéfaction pour la population et l'état-major français. Les habitants ont tôt fait de donner le nom de « grosse Bertha » à cette arme. Ils se moquent ainsi de Bertha Krupp la fille du patron des usines d'Essen, qui produisent l'acier. Au front, c'est un autre canon que les Poilus ont ainsi surnommé depuis 1914. Un obusier lourd vomissant des projectiles de 800 kg connu depuis le début de la guerre et le siège de Liège. Mais en 1918, les attaques du canon géant font pleuvoir en quelques mois sur Paris pas moins de 367 obus tuant 256 personnes et en blessant plus de 600. L'épisode le plus dramatique fut celui du Vendredi saint. Le 29 mars, en plein office, l'église Saint-Gervais juste derrière l'Hôtel de Ville de Paris fut touchée. Il y eut 88 morts et 68 blessés. Un véritable carnage qui traumatisa la population par son ampleur et son caractère symbolique.

Des doudous pour se rassurer

C'est à cette époque précise que l'on observe dans la population la diffusion massive de petits objets porte-bonheur censés protéger leurs porteurs des bombes. Les plus populaires de ces breloques sont sans nul doute les poupées de laine Nénette et Rintintin. Leur histoire est assez emblématique des mécanismes psychologiques mis en place dans et par une population effrayée. Sous la menace des bombardements, des doudous sont fabriqués pour se rassurer. Le nom de ces colifichets vient des poupées à tête de porcelaine que

Nénettes et Rintintins

Qu'est-ce que c'est que ça ? Le titre d'un vaudeville ? d'un film comique ? d'une chanson à succès ? d'une société joyeuse avide d'originalité ? Non. C'est tout simplement la dernière fantaisie de Paris qui vient de lancer des fétiches « protège-goûnas ». Deux minuscules poupées de laine qui se portent en sautoir : il n'en faut pas plus, paraît-il, pour

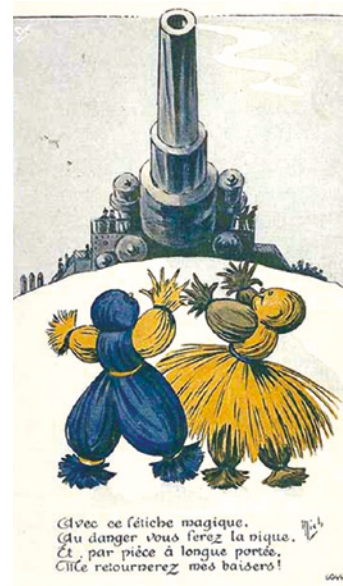


être immunisé contre les bombardements ! Les midinettes leur font un accueil enthousiaste et puéril.

© P.D.R.

Coupure de presse, printemps 1918.

Carte postale représentant Nénette (à gauche) et Rintintin (à droite) face au canon allemand la grosse Bertha, 1918, archives municipales de Fontenay-sous-Bois.



le dessinateur et affichiste Francisque Poulbot (1879-1946), très connu pour ses représentations des titis parisiens, avait dessinées avant guerre. Il s'agissait en ce début des années 1910 de reconquérir le marché français envahi par les jouets et le savoir-faire d'outre Rhin ! Ces poupées de 35 cm à chevelure rousse avaient reçu les noms de Nénette pour le garçon et Rintintin pour la fille. Au début de l'année 1918, ces noms avaient été repris pour désigner les petits grigris de laine que confectionnaient les civils menacés. Ces petits objets de 3 à 5 cm de haut étaient confectionnés pour protéger un proche des bombes allemandes. Parfois déclinés en bijoux, ces colifichets dérisoires étaient surtout bons pour le moral. Ils avaient une fonction assumée de fétiches, d'objets magiques visant à dévier le mal. Plusieurs exemplaires ont été apportés aux archives municipales. Selon la superstition populaire, il fallait, pour que ces talismans soient efficaces, qu'ils aient été remis à un proche, donnés, reçus, échangés. Ces amulettes de laine ne pouvaient protéger celui ou celle qui les avait confectionnées. Elles pre-

naient leur pouvoir de protection de l'échange, du don. Comme une sorte de résistance bravache et partagée. Elles étaient parfois envoyées aux soldats par les mairaines de guerre ou les amoureuses, les midinettes.

Dans cette guerre psychologique, cette bimboloterie dérisoire avait autour du cou ou en sautoir une forme de défi, celui de continuer à vivre malgré la guerre et la mort menaçante. Et lorsque, à Fontenay, retentissait l'alarme en ce début d'année 1918, les enfants la serraient sur eux afin de se sentir protégés. /

Une rue Pasteur en guerre



Carte postale de la rue Pasteur, 1917. Archives municipales de Fontenay-sous-Bois.

C'est une rue comme beaucoup d'autres, petite pour tout dire. Une rue Pasteur assez récente durant la Première Guerre mondiale. En effet, le projet de la créer dans ce secteur n'est venu à l'idée de la municipalité qu'en 1892. Au départ, le Chemin du Milieu qui débouchait de façon perpendiculaire dans la rue Émile-Roux a été redressé. À l'automne 1895, le début de cette rue est aménagé. C'est l'époque du décès de Louis Pasteur. La ville décide de donner le nom de ce grand scientifique, biologiste et chimiste, inventeur du vaccin contre la rage, à la nouvelle rue. C'est un endroit qui voit ensuite se bâtir quelques maisons de ville, des pavillons et de petits immeubles. En 1903, sur sa gauche, l'installation de l'usine pharmaceutique Hoffmann-La Roche marque le paysage avec sheds. Une fabrique de médicaments rue Pasteur, on est dans une certaine logique ! Dans ce quartier qui s'industrialise rapidement, elle est mitoyenne de l'usine Gaveau. En face des laboratoires, de petites entreprises s'installent. Les espaces d'habitation se placent de façon disséminée des deux côtés de la rue. Ce n'est qu'à partir de 1912 que le bout, au-delà de Jean-Jacques-Rousseau est aménagé.

Des gens modestes, employés, ouvriers

Lorsque la guerre éclate, c'est une rue en développement dans ce quartier encore assez nouveau. La population a dépassé depuis déjà un bail 380

habitants. Ce sont majoritairement des gens modestes dont les métiers montrent le caractère populaire. Des employés de commerce côtoient un tailleur d'habits, une couturière, un charcutier, un boucher, un coiffeur, un peintre en bâtiment, un ébéniste... Ces professions du commerce et de l'artisanat voient aussi s'installer des ouvriers dont l'activité est en lien avec le développement industriel récent du secteur. Le journalier voisine avec l'usineuse et la teinturière avec le manutentionnaire de chez Gaveau. Si de nombreuses femmes (et quelques hommes) sont « sans profession » beaucoup trouvent de l'ouvrage avec la guerre pour faire rentrer un peu d'argent. Les « ménagères » ou femmes au foyer restent encore nombreuses s'occupant des enfants et faisant les commissions à la boutique d'approvisionnement général située au n°3, sur le mur de laquelle s'affiche une publicité pour le chocolat Menier. Cette petite rue tranquille et néanmoins laborieuse subit de plein fouet les conséquences de la guerre. La quasi-totalité des hommes de 20 à 45 ans est mobilisée. Dès la fin de l'été 1914, le vide est immense dans la rue d'où une large tranche d'âge de la population masculine a complètement disparu. Des dizaines et des dizaines de jeunes hommes sont sous les drapeaux intégrés dans différents régiments d'infanterie. La guerre les projette d'une rue paisible sur les champs de bataille pilonnés par les obus et arrosés du feu de la mitraille. C'est un choc indescriptible.

La rue Pasteur est très rapidement endeuillée. Louis Joseph Couvé, sergent au 43^e régiment d'infanterie coloniale est mortellement blessé dès le 23 août 1914 lors de la bataille des frontières à Morhange en Moselle. Sa femme Anna est la première veuve de la rue. Fin août, elle reçoit à son domicile, situé au numéro 13, la visite du facteur et une lettre l'informant du décès de son époux âgé de 30 ans. Les décès se succèdent ensuite à un rythme important. Le 13 octobre, Henri Précigout, soldat de 25 ans qui réside dans l'immeuble du n°75, meurt de ses blessures dans la Meuse. Puis, le 30 du même mois, c'est Gabriel Delgery qui tombe « tué à l'ennemi » dans le même secteur. Sa femme Clémence revêt un habit de deuil qui glace d'effroi les habitants du n°77.

Charles, Eugène, Jules, Louis, Maurice, Raymond

L'année suivante, ils sont cinq habitants de la rue à tomber au « champ d'honneur ». Charles meurt dans l'Aisne en janvier, Eugène en juin dans le Pas-de-Calais suivi par Jules dans le même secteur en juillet, puis par Louis dans la Meuse le même mois. L'horreur atteint son comble, lorsque les habitants de l'immeuble du 11 rue Pasteur apprennent début mars le décès du jeune Maurice Feller, engagé volontaire de 18 ans, qui s'est éteint à la suite de ses blessures dans un hôpital provisoire d'Orléans. Son voisin Marcel, lui aussi mobilisé,

« Les décès se succèdent ensuite à un rythme important »

sait combien la vie de Poilu est précaire. Il profite donc pleinement de ses rares séjours à Fontenay. Dans une carte postale représentant la gare qu'il envoie en mars 1917 à un ami, il écrit : « Étant favorisée par un temps superbe, ma permission se passe le plus agréablement du monde. » Loin des tranchées en effet la vie semble si douce. La rue n'est pas au bout de ses malheurs. La famille Duflos, qui réside dans le bel immeuble du n°75 perd deux de ses membres. Raymond est tué dans la Somme en septembre 1916. René, lui, est fauché dans l'Aisne en août 1918. Après guerre, leurs dépouilles sont rapatriées et inhumées près de leurs compagnons d'armes dans le cimetière communal. Avec 15 morts en tout, la rue Pasteur a payé un bien lourd tribut à la guerre... /

Grippe espagnole pandémie mortelle!

C'est en avril 1918 que les premiers cas d'une grippe particulièrement contagieuse sont détectés, en France, chez des soldats britanniques cantonnés en Normandie puis quelques semaines plus tard sur le front. Son origine précise, son parcours et les mutations du virus sont, à l'époque, inconnus. Mais les conditions d'hygiène déplorables dans les tranchées, la promiscuité des combattants et le manque d'eau courante sont de toute évidence des facteurs d'accélération de la propagation de la maladie. On en sait d'ailleurs désormais un peu plus sur l'histoire de cette épidémie foudroyante aux conséquences terribles.

Une souche nouvelle

Le virus d'origine a été identifié dès l'année 1917, en Chine centrale. Il a été transporté involontairement par des voyageurs et des troupes. On en retrouve la trace, en mars 1918, dans le Kansas, où il affecte des soldats de l'armée américaine. Les symptômes sont déjà connus : forte température, douleurs musculaires et articulaires, toux et maux de gorge. Le mois suivant elle apparaît en Europe. En France mais pas seulement. Cependant il semble que le virus d'origine se soit déjà transformé. C'est une souche nouvelle de type H1N1. L'infection est plus sévère, plus rapide (avec deux jours d'incubation seulement) et plus contagieuse qu'une grippe classique. Plusieurs vagues se succèdent alors avec un pic à l'automne 1918 et une fin à l'été suivant. Mais pourquoi parle-t-on de « grippe espagnole » pour un virus d'origine chinoise passé par les États-Unis et répandu dans toute l'Europe puis

dans le monde entier? La guerre n'y est pas étrangère. Dans les pays belligérants la censure militaire a une influence forte sur la diffusion d'une information très contrôlée. En matière d'épidémie, au front comme à l'arrière, il s'agit de ne pas affoler la population. Le silence est de mise. La presse est largement muselée. Elle s'autocensure aussi. Ce n'est pas le cas dans les pays neutres ou qui ne sont pas directement sur le front. En Espagne ou au Canada, des articles paraissent sur la situation sanitaire, l'avancée de la maladie et les précautions à prendre. Ainsi lorsque le roi Alfonso XIII tomba gravement malade, la nouvelle eut un certain retentissement. On commença donc à parler, en France comme en Belgique, de « grippe espagnole ».

« Peste blanche »

L'extension de la maladie devenue une véritable pandémie avec une nouvelle mutation du virus en septembre propagea le nom avec le pic de mortalité en octobre. On parle de pandémie car la maladie a touché un milliard de personnes soit plus de 55 % de la population mondiale. Le bilan de cette « peste blanche » dans un monde sans antibiotique est terriblement élevé. Plus de 3 % des malades en sont morts soit plus de 30 millions d'individus en 16 mois! C'est un bilan plus élevé que celui de la peste noire du XIV^e siècle! Plus important aussi et plus rapide que celui des combats! Rien qu'en France c'est plus de 400 000 décès qui sont directement imputables à ce fléau. Cet épisode morbide donne naissance aux rumeurs les plus folles. Celle par exemple que des agents allemands



Ci-dessus : Infirmière en poste dans un hôpital auxiliaire, dessin du soldat Christian Hontenein, septembre 1917. Archives Municipales de Fontenay-sous-Bois. Ci-contre : Coupure de presse publicitaire française 1918.

© DR

La Grippe

La grippe n'est redoutable que par ses complications pulmonaires. Elle laisse, en effet, des lésions qui produisent, à la longue, une affection chronique des bronches comme l'asthme, le catarrhe et l'emphysème. Pour enrayer le mal, un seul remède est réellement efficace. C'est la Poudre Louis Légras, qui a obtenu la plus haute récompense à l'Exposition Universelle de 1900. Elle calme instantanément et guérit progressivement l'asthme, le catarrhe et l'oppression. Une boîte est expédiée contre mandat de 2 fr. 35 (impôt compris), adressé à Louis Légras, 439, Boulevard Magenta, à Paris.

« C'est un bilan plus élevé que celui de la peste noire du XIV^e siècle! Plus important aussi et plus rapide que celui des combats! »

ont empoisonné des conserves espagnoles destinées à nourrir la population de France. Ce qui est certain c'est que la ville de Fontenay-sous-Bois est aussi touchée. Le soldat Marcel Berteloot, de la rue de Rosny, décède ainsi à 20 ans, en septembre 1918, d'une « pneumonie grippale » tout comme Fernand Roy, de la rue des Carreaux, à 22 ans, le mois suivant. Henri Vauquoy, de la rue Notre-Dame meurt le même jour, à 21 ans, d'une « congestion pulmonaire grippale ». Il s'agit à chaque fois de complications qui tuent des soldats affaiblis par la grippe. Les hôpitaux auxiliaires de Fontenay sont d'ailleurs débordés, à l'automne, pendant le pic de l'épidémie. Et le joli sourire de l'infirmière qu'avait pu dessiner un soldat, l'année précédente, ne soutient en rien les malades. Il est en effet caché par un masque de protection visant à limiter le risque de contagion... /

On soigne bien les chevaux !

Si la guerre des tranchées a dans sa plus grande partie un affrontement de position avec des soldats terrés se faisant face à face, il ne faut pas oublier que les chevaux furent très utilisés par les armées en présence. Mais leur rôle au cours de la guerre a très largement changé suivant les évolutions stratégiques et techniques du conflit. En 1914 on considère encore que le cheval est un élément offensif fondamental l'armée française ne possédant alors que 170 véhicules automobiles mais encore de nombreux régiments de chasseurs à cheval. Ainsi plusieurs dizaines de soldats fontenaysiens sont encore mobilisés dans la cavalerie. Le 2^e classe Roger Chevalier qui porte bien son nom est ainsi mobilisé au 5^e Régiment de Chasseurs à Cheval. Cette unité de cavalerie légère fondée à l'époque de Louis XIV est basée à l'origine à Périgueux. Ce soldat qui habite 48, rue du Châtelet (aujourd'hui rue Charles-Bassée) participe à la bataille de l'Ourcq dès l'engagement des hostilités. René Lefranc lui, soldat de 1^{ère} classe, habitant rue Legrand, est affecté au 10^e RCC. Il participe à la première bataille de la Marne avec sa monture.

L'artillerie prend le dessus

Mais avec l'enlissement de la guerre dans les tranchées, on passe à une autre forme de combats. Les charges de cavalerie deviennent impossibles dans un terrain dont le niveau est irrégulier ce d'autant que l'arme qui prend le dessus est l'artillerie. C'en est terminé de la guerre de 1870 et de ses charges héroïques de cavalerie à pleine vitesse. La guerre des obus et des canons la remplace. Cependant dans un pays qui compte encore plus de 3,5 millions de chevaux, la force hippique ne disparaît pas. Loin de là ! Chevaux et mulets sont mobilisés à grande échelle. L'armée disposait de

190 000 chevaux. 90 000 étaient affectés à la cavalerie et 100 000 au transport et autres corvées de charroi. En quelques semaines plus d'un demi-million de bêtes supplémentaires se retrouvent réquisitionnées et projetées au front. Il faut acheminer en première ligne l'approvisionnement des hommes, tirer les ambulances, les cuisines de campagne

« Avec l'enlissement de la guerre dans les tranchées, on passe à une autre forme de combats »

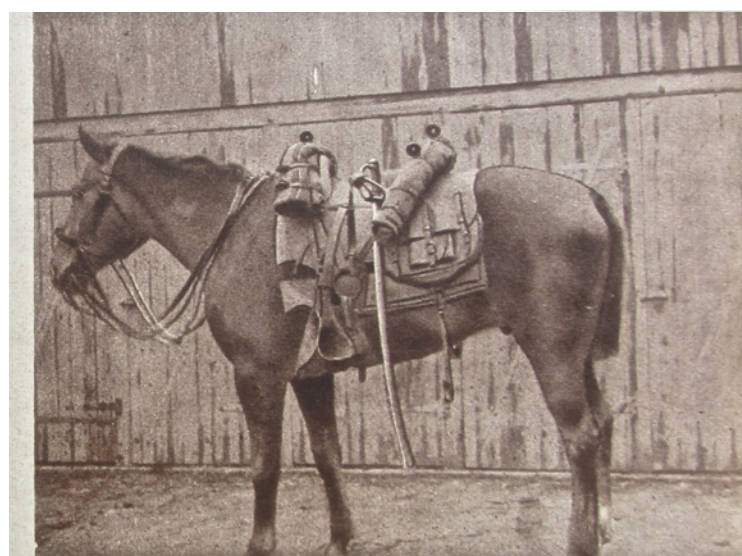
mais surtout le matériel de guerre, l'armement, les canons et les munitions. Ce rôle de transport devient le premier dévolu aux chevaux. L'écrivain britannique Urbain Gothier s'en fait l'écho en écrivant : « Si merveilleux soit notre canon de 70, il ne servirait à pas grand-chose s'il n'y avait pas les chevaux pour l'amener en position ». Les chevaux ont trouvé une fonction nouvelle et fondamentale. L'état-major l'a très vite compris, la France importe d'Amérique (essentiellement États-Unis mais aussi d'Argentine) près de 600 000 mulets et chevaux entre fin 1914 et 1917. Il s'agit alors d'animaux de trait forts puissants et capable de tirer les très lourdes charges que sont les canons.

Une hécatombe pour les chevaux

La participation des chevaux à la guerre n'est pas sans difficulté. Dans un terrain dévasté par les obus et pelé par la mitraille il convient de nourrir ces animaux. L'achemine-



LES VÉTÉRINAIRES DE LA CROIX-BLEUE EN SERVICE
La Croix-bleue a pour but de soigner les chevaux blessés à la guerre. Ces vétérinaires anglais s'exercent en opérant un cheval.



LE NOUVEAU PAQUETAGE DE NOS CAVALIERS
Les sacoches sont à l'arrière sur les flancs. Les étriers de bois recouverts de cuir protègent les pieds contre la pluie.

Photographies extraites du journal *Le Miroir* n° 59, 10 janvier 1915, page 16.
Archives Municipales de Fontenay-sous-Bois, don Philippe Lucas.

ment du foin nécessaire n'est pas une mince affaire ! Si les combats sont meurtriers pour les hommes, c'est aussi une hécatombe pour les chevaux. Les pertes sont énormes. Dans les premiers mois, pas moins de 130 000 chevaux sont tués. De 1914 à 1918, ce sont 1 140 000 qui trouvent la mort. Une hécatombe inconnue par son ampleur dans l'histoire du cheval. Beaucoup sont aussi blessés ou mutilés. Dans ce contexte, plusieurs organisations s'inquiètent du sort de ces animaux, au premier rang desquelles la Croix Bleue. The Blue Cross est une association anglaise fondée en 1897 pour soigner les chevaux qui travaillaient dans les rues de Londres. Elle est forte de nombreux vétérinaires et personnels d'assistance. Elle a ouvert

un premier hôpital pour animaux en 1906 dans la capitale anglaise. Avec la guerre son action s'est multipliée. Collecte de fonds et de matériel vétérinaire mais aussi envoi sur le terrain de soigneurs et de vétérinaires. Cette organisation met sur pied au cours du conflit des hôpitaux et maisons de soin pour les animaux. À Fontenay, un terrain avec maison, situé rue du Châtelet, au niveau du numéro 73 est loué. Au cours des années 1917 et 1918 ce sont plusieurs dizaines de chevaux qui y ont été soignés. Ainsi, une petite partie des plus de 50 000 bêtes sauvées par la Croix Bleue est passée par notre ville qui avait alors encore une proximité avec le monde rural et déjà un attachement à la protection animale. /

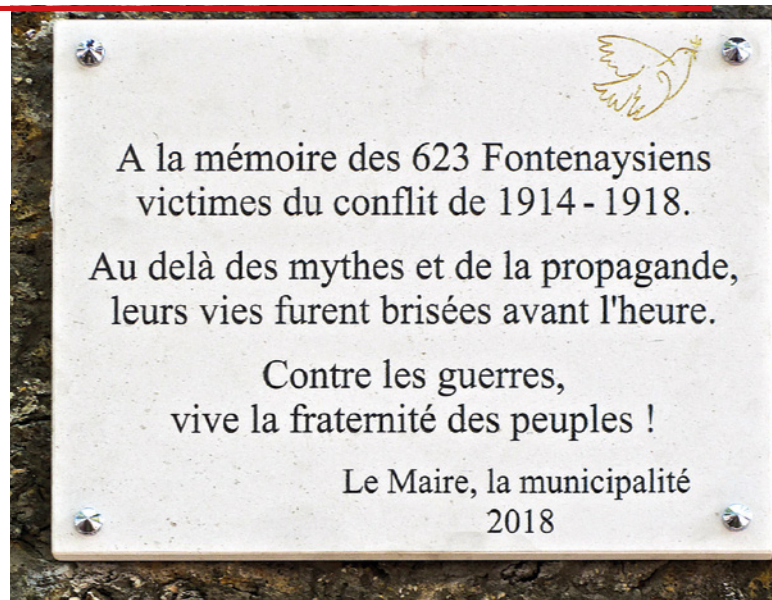
Une plaque en hommage aux victimes !

Les recherches historiques menées à l'occasion du centenaire de la guerre de 1914-1918 donnent des fruits de connaissance. Ils montrent des événements, des visages, des actions jusqu'ici insoupçonnés ou bien depuis longtemps tombés dans l'oubli. L'image de la ville de Fontenay-sous-Bois devient plus nette mois après mois. D'abord grâce aux documents de la collecte nationale que des dizaines d'habitants ont apporté au service des Archives de la ville. Pour les donner, les déposer ou simplement les faire numériser. On en est à plus de 3 500 documents de toutes sortes. Objets, photographies, lettres, journaux... Tous porteurs d'informations sur la guerre et son époque. Que les soldats aient été Fontenaysiens ou non peu importe. Leurs vies avaient une valeur, une histoire et ont laissé des traces. À force de les lire, de les analyser, de les confronter et de les comprendre, l'époque se donne à voir. C'est celle d'un monde humainement disparu aujourd'hui mais tout de même très proche.

16 000 habitants

Une déflagration européenne, l'ébranlement de toute une civilisation, les souffrances de tout un peuple et de celui d'une cité se font jour au fil des documents. Et puis ce sont des êtres hommes et femmes,

qui constituent les cellules de cette société déchirée, qui refont surface. Eux qui n'étaient plus, habitants et habitantes réapparaissent. Les plus de 16 000 habitants surgissent des archives. Ils passent de l'état de spectres oubliés à celui de personnalités ressurgies du fond des ans. Parmi eux les près 3 500 hommes, très jeunes pour beaucoup d'entre eux, partis faire la guerre. Et parmi eux sont désormais remontés des noms. Des centaines et des centaines de noms. Les identités de ceux qui ont été tués, sont morts de maladies, des suites de leurs blessures ou ont purement et simplement disparu sans que leurs corps n'aient été identifiés ni même retrouvés. À l'heure actuelle, 623 de ces Fontenaysiens ont été recensés. Certains manquent encore sûrement à l'appel. Une masse humaine colossale, une liste immense sortie de ce trou noir qui fonda le 20^e siècle. Le souvenir aussi de ces enfants morts dans le bombardement qui toucha la ville en janvier 1918. Un siècle plus tard, la commune qui ne possède pas de monument aux morts physique à proprement parler où figurent les noms des absents a donc décidé d'apposer une plaque pour rendre hommage à tous ces habitants disparus. Avec la volonté d'évoquer des vies, comme dans le Mémorial numérique qui a été mis en ligne en 2017 sur le site des Archives municipales. Par-



Ci-dessus : Plaque apposée sur l'école Jules-Ferry le 3 juin 2018. Photographie Loïc Damiani

Ci-contre : Portraits de quelques Fontenaysiens victimes de la guerre 1914-1918. Archives Municipales de Fontenay-sous-Bois.

« À l'heure actuelle, 623 de ces Fontenaysiens ont été recensés. Certains manquent encore sûrement à l'appel. »

ler de qui furent ces hommes au-delà des images un peu classiques et idéalisée du « poilu » qui ont depuis un siècle forgé les mémoires.

Une légende urbaine

C'est donc sur l'école Jules-Ferry que cette plaque commémorative a été posée. Lieu stratégique que l'image de cette guerre dans la ville. L'école a, en effet, hébergé des soldats dès le début de la mobilisation à l'été 1914. Et puis c'est sur ce bâtiment qu'en mai 1921, la municipalité de l'époque avait apposé une plaque affirmant que la Madelon était partie de ce lieu « pour faire le tour du monde ». Les recherches historiques récentes montrent que la réalité du succès de cette chanson à boire est à chercher ailleurs. Dans la propagande de l'État-major au moment des mutineries de 1917 bien plus sûre-

ment qu'à l'école Roublot en 1914... Il s'agissait là plutôt d'un formidable coup de communication des édiles du temps voulant raccrocher la commune qu'ils considéraient sans histoire à l'Histoire nationale avec un grand H. Cette légende urbaine, histoire officielle ô combien douteuse et contestable de la chanson de Madelon « hymne des poilus » vole aujourd'hui en éclats. Les travaux historiques effectués à l'occasion du centenaire ont au moins permis cela. Ils ont aussi permis de mettre sur le devant de la scène les vies brisées de ces jeunes fontenaysiens sacrifiés dans une guerre qui ne fut grande que par sa durée et les destructions immenses qu'elle provoqua. Un premier grand massacre de masse dont il est aujourd'hui possible de nommer les pauvres victimes en rendant hommage à leurs vies. /

Un Basque, poète, soldat et déserteur !



Photo de famille avec Michel Dargaitz debout à gauche, son épouse assise, leur fille, petite fille Soledad et leur fils. Ferme Pumpulusta, village basque d'Amaiur, début des années 1950, collection Anna Ros-Lesca.

C'est l'histoire d'un soldat qui remonte des archives familiales. Un soldat du Pays Basque. Michel Dargaitz est né le 11 mars 1892 à Sare un gros village de plus de 1 800 âmes à l'extrême sud-ouest du territoire français dans la province basque du Labourd. Il a quatre frères et sœurs. Orphelin de mère très jeune, ne parlant que la langue basque et pas un mot de français, il est projeté, avec ses frères Auger (l'aîné) et Jean (le cadet), dans la guerre alors qu'il n'a que 22 ans. Il fait partie des milliers de Basques mobilisés pour la guerre d'une nation qui en 1914 était encore loin d'être la leur.

Un talent reconnu

Michel Dargaitz était de l'antique maison Harantxipia, la ferme familiale où des brebis étaient élevées. À l'âge de dix ans, il était déjà devenu un bertsolari, créateur de vers, un de ces garçons qui s'affrontaient dans des joutes verbales chantées et rimées. Versificateur improvisant des récits poétiques scandés en strophes il avait, à la mobilisation, un talent déjà reconnu. Il est alors un homme imprégné jusqu'au trognon de sa culture natale, basque jusqu'à l'os. C'est d'ailleurs une situation particulière que celle de ces soldats basques engagés dans la guerre. Ils sont Basques avant d'être Français. Tout au long du conflit les autorités françaises des Basses-Pyrénées s'en émeuvent. Le sous-préfet de Bayonne dans un rapport déplore cette situation déclarant à propos des hommes du cru : « Ils n'ont pas de sen-

timent patriotique ». Pourtant les trois frères Dargaitz partent au combat. Michel est intégré le 17 novembre 1914 au 14^e régiment d'artillerie de campagne. Il est le 43^e homme de la liste du canton de Bayonne Ouest et a le matricule 2193. Avec la 36^e division d'infanterie il participe immédiatement à la bataille de l'Aisne dans le secteur du Chemin des Dames. Il combat dans ce secteur pendant presque un an et demi. Craonelle, la ferme d'Hurtebise puis celle de la Creute sont les batailles desquelles il est acteur. En mai 1916 il est à Verdun puis il se retrouve à nouveau dans l'Aisne puis l'Oise et la Somme. Au bout de 28 mois de combats difficiles il est (enfin) envoyé en « permission de détente » pour huit jours. Il quitte le front le 13 mars 1917 et prend le train pour Bayonne. Il se rend chez sa sœur qui y réside rue des Basques dans une vieille et traditionnelle maison à colombages rouges. N'ayant pas réintégré son régiment plus de 5 jours après la date d'expiration de son congé, il est déclaré déserteur le 23 mars 1917. Il encourt à ce titre une peine de deux à cinq années de travaux forcés. Il fait partie des 1086 Basques et Béarnais qui ne sont pas revenus de leurs permissions. Ce nombre élevé s'explique aussi par une longue et tenace tradition d'insoumission et de refus du service militaire dans la région.

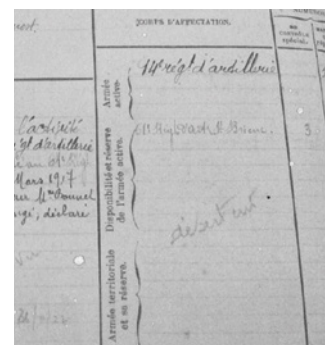
Un profond traumatisme

Michel Dargaitz a effectivement déserté. Profitant de sa permission, il a traversé la frontière pour s'ins-

taller toujours au Pays Basque mais côté espagnol à 15 kilomètres, dans le village d'Amaiur. Il reste profondément traumatisé par ce qu'il a vécu au front. D'autant que son petit frère, Jean, succombe à ses blessures le 14 octobre 1917, à l'hôpital d'évacuation de Courcelles-sur-Vesles dans l'Aisne. Ce canonnier fait partie de la longue cohorte des Basques morts lors de la bataille du Chemin-des-Dames. Lui qui servait au 116^e régiment d'artillerie lourde perd la vie à quelques jours de la fin de cette terrible et désastreuse campagne. Les blessures psychologiques de la guerre marquent Michel Dargaitz pour le reste de ses jours. La souffrance ne le quitte pas. Même s'il se marie, qu'il devient père en 1930, puis grand-père (sa petite-fille Soledad Ros fut conseillère municipale de Fontenay en 1983). Sa douleur s'exprime dans ses vers lorsqu'il participe, en 1935, à un concours de Bertsolari à San Sebastien. Une strophe en est restée célèbre :

*« Moi, parce que j'ai dû partir
À la guerre depuis Euskal Herría (le Pays Basque),
Si Zazpiak bat (les sept provinces
basques unies) avait existé
Rien de tout cela ne serait arrivé,
Maintenant embrassons-nous tous
Pour nous unir encore plus ».*

Puis vient la période de la dictature franquiste au cours de laquelle la culture basque, comme bien d'autres en Espagne, est écrasée sous le boisseau. Michel Dargaitz qui vit dans la ferme auberge de Pumpulusta qu'il



Détail de la fiche militaire de Jean Dargaitz, Archives Départementales des Pyrénées Atlantiques, collection Anna Ros-Lesca.

tient avec sa famille doit se cacher à chaque fois que passent se ravitailler les hommes de la Guardia Civil. Ne parlant que basque, il risque là encore de sérieux ennuis. Après le décès de son épouse Mickaela au début des années 1960, il rentre en France. Toujours insoumis, homme libre et poète, il participe jusqu'à la fin de ses jours, avec un certain succès, aux joutes verbales basques. Refusant la discipline d'une maison de retraite tenue par des religieuses il termine sa vie chez son fils. Clin d'œil de l'histoire il décède le 11 novembre 1965, jour anniversaire de la fin de cette guerre qu'il a faite, avant de décider qu'il avait assez servi... /

Les ouvriers coloniaux

C'est un épisode historique lié à la guerre, largement méconnu mais qui au fil des recherches a surgi, un peu par hasard, des archives.

La présence sur le territoire de Fontenay-sous-Bois de travailleurs étrangers, des « ouvriers coloniaux » affectés à la production militaire. Il faut savoir qu'une portion du Bois de Vincennes faisait partie à l'époque de la commune. Il s'agit là d'une étrangeté administrative.

Napoléon III décida de faire aménager le Bois à partir de 1855 afin de créer un parc destiné aux « populations laborieuses de l'Est parisien ». En 1860, sa propriété est concédée à la Ville de Paris, mais il reste administrativement lié aux sept communes qui en sont limitrophes. Cette situation perdure jusqu'en 1929, année au cours de laquelle il est rattaché au XII^e arrondissement de la Capitale.

Le camp dit de Saint-Maur

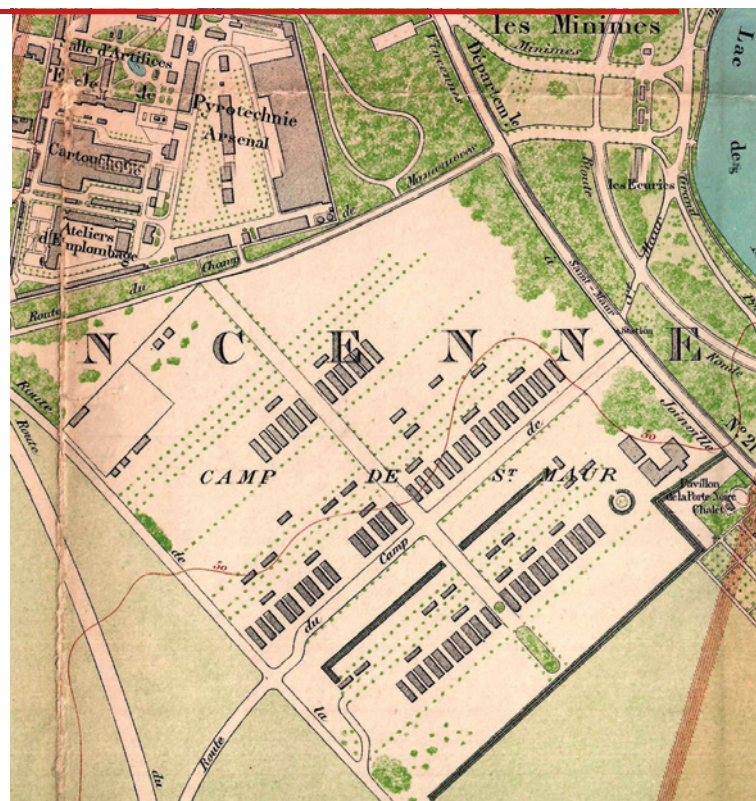
Ainsi durant près de soixante-dix ans, ce découpage particulier fait que le territoire de Fontenay est bien plus vaste que de nos jours. Il comprend le lac des Minimes ainsi qu'un ensemble composé de terrains militaires avec une cartoucherie et le camp dit de Saint-Maur. Cet espace, zone militaire, est entouré de barbelés. C'est une partie du Bois occupée par l'armée depuis la Révolution. La Cartoucherie, atelier de fabrication de poudre et d'assemblage de cartouches, a été reconstruite en 1874. Elle devient durant la guerre une usine de très grande dimension. En 1918, en plus des munitions de toutes tailles pour le front, on y fabrique aussi des charges explosives dans des ateliers pyrotechniques. Les ouvriers, dont des nombreux civils (hommes et femmes) sont plus de 4 100 le jour et près de 1 600 la nuit !

C'est une organisation absolument gigantesque avec une cuisine coopérative de 2 000 places, une crèche pour les enfants des ouvrières et diverses installations. Dans le camp de Saint-Maur, des dizaines de baraques ont été ajoutées dès 1914 pour accueillir des soldats mais aussi des travailleurs à statut spécial : les ouvriers coloniaux.

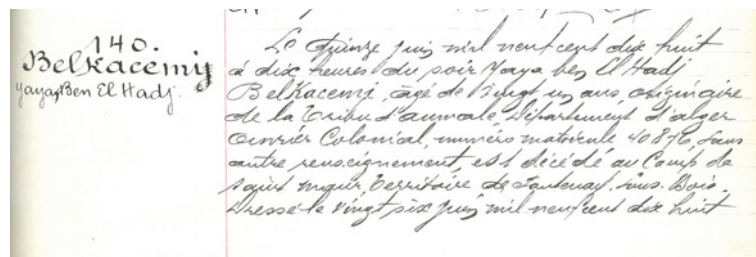
Recrutés comme « des indigènes »

Les historiens ont montré que plus de 220 000 de ces travailleurs ont été utilisés durant la guerre, et 190 000 d'entre eux sont venus en France. Ils sont recrutés comme des soldats, acheminés puis installés dans des camps militaires gardés par la troupe aux abords des grands centres industriels ou dans les campagnes pour ceux qui travaillent aux champs. Parmi eux : des Maghrébins, Indochinois, Malgaches et même des Chinois recrutés comme « des indigènes » à la suite d'un accord entre le gouvernement français et celui de Pékin. À travail égal, ils sont payés beaucoup moins que les travailleurs civils français. Ils sont encadrés par la troupe et doivent avoir le moins de contacts possible avec les travailleurs français. Ce sont des ouvriers invisibles et souvent méprisés. Leurs conditions de vie et de travail sont plus difficiles que celles des ouvriers français. Une fois leur état de santé contrôlé, ces jeunes hommes sont déclarés aptes. Ils reçoivent un numéro de matricule et une affectation en usine. Hors des périodes de travail, six jours par semaine, ils sont assignés dans le camp avec une permission hebdomadaire, un droit de sortie un jour par semaine.

Les registres de l'état civil de Fontenay-sous-Bois nous en apprennent un peu plus sur ces hommes venus de l'Empire. En parcourant ces docu-



Extrait de la carte de Fontenay-sous-Bois avec le camp de Saint-Maur, 1900, Archives municipales.



Acte de décès de Yaya Ben El Hadj Belkacemi, 26 juin 1918, état civil de Fontenay-sous-Bois, Archives municipales.

ments, pour les années de guerre on repère les noms d'hommes nés ailleurs, décédés au camp de Saint-Maur. Les actes de décès sont donc enregistrés à la mairie de Fontenay. Il s'agit de sources indirectes et fragmentaires mais tout de même intéressantes.

Pour 1918, plusieurs décès sont inscrits. En juin, Yaya Ben El Hadj Belkacemi, recruté en Algérie, décède à l'âge de 21 ans. Il est né dans la « tribu d'Aumale » aujourd'hui la ville de Sour El-Ghozlane dans le sud de la Kabylie. Ce sont deux agents de police résidant à Fontenay, Joseph Finance et Joseph Chauffier, qui font la déclaration pas moins de onze jours après la mort. Ce délai est inhabituellement long ! Rien n'est précisé à propos des causes de ce décès prématuré ni sur le lieu de sépulture du défunt. On connaît juste son origine et son matricule : le 40 876. Un autre de ces travailleurs décédés est

Ruoi Nguyen, âgé de 29 ans et originaire du protectorat français d'Annam, l'actuel Vietnam. L'acte précise qu'il est né en 1889 à Qui-Han, qu'il est célibataire et que l'identité de ses père et mère n'est pas connue. Sa disparition le 9 novembre est inscrite le 11 novembre 1918 à 9 heures du matin, soit deux heures avant la cessation des combats. Ce sont un adjudant et un caporal des travailleurs coloniaux, Jean Laubos et André Bisson, qui en font la déclaration au maire Jules Charles Bassée.

Ces informations montrent que les travailleurs coloniaux, en particulier Kabyles et Annamites, ont joué un rôle important dans la production d'armes et de munitions. Ils furent présents et productifs y compris à Fontenay. Bien qu'ils soient restés invisibles et inconnus, leur travail a aussi participé à l'effort de guerre. Il peut aujourd'hui être mis en lumière et reconnu. /

Le malheur des veuves



Joséphine Freund et son époux Gaston Désiré Collart, 2^e classe au 65^e régiment d'infanterie, probablement fin 1917 ou début 1918. Archives municipales de Fontenay-sous-Bois, fonds Vallat.

L'hécatombe de 1914-1918 a fait apparaître dans la société française une nouvelle catégorie de personnes : les veuves de guerre.

Ce sont des femmes dont les maris sont morts pour la France. Notre parcours dans l'histoire de Fontenay-sous-Bois nous en a fait croiser de nombreuses. Près de 1,4 million de soldats sont morts soit un quart des hommes de moins de 50 ans. Si les plus jeunes n'étaient pas mariés, nombre de ceux qui succombent le sont car leur âge moyen est de 32 ans. Fin 1918, on ne recense pas moins de 650 000 veuves. Près de 180 000 n'ont pas encore d'enfants. Les autres ont à charge plus de 800 000 orphelins de père. C'est un phénomène massif qui a de graves conséquences sociales et économiques. Ces femmes sont frappées de plein fouet par la disparition de leur conjoint. Leur famille est amputée. En ville, elles sont parfois victimes d'isolement. Les relations sociales étant amoindries par la guerre et le vide consécutif à ces décès. Dans les rues apparaissent des centaines de femmes toutes vêtues de noir portant le deuil de leur défunt époux.

Aide de l'État

Au niveau financier aussi ces femmes se retrouvent parfois dans des situations dramatiques, les hommes étant souvent encore la seule source de revenu du foyer. Les associations caritatives ont d'ailleurs, dès les premiers mois de la guerre, joué un rôle majeur dans le soutien à ces « victimes collatérales ». Dès mai 1915 s'est constituée à Paris la Mutualité des veuves de guerre. C'est un chantier gigantesque à organiser. Devant la demande sociale, l'État est pressé d'apporter lui aussi un soutien à ces femmes. La loi du 24 juin 1919 formalise un processus déjà engagé. Une femme dont le mari est mort



Joséphine Freund en habit de deuil, 1918. Archives municipales de Fontenay-sous-Bois, fonds Vallat.

en service sous les drapeaux, tué au combat, décédé de ses blessures ou de maladie est considérée comme veuve de guerre. À ce titre elle est en droit de réclamer une pension. Un ministère ad hoc est créé le 20 janvier 1920. Le niveau de la pension de veuve dépend du grade du mari disparu. Elle s'élève à 800 francs par an pour un soldat de base, un seconde classe. Elle est versée par trimestre et apporte un complément de revenu qui ne suffit pas pour vivre mais qui aide tout de même. Cette pension est revalorisée avec l'inflation mais est suspendue si la veuve se remarie. Mais c'est surtout sur le plan affectif, personnel, que le manque est le plus terrible. L'amour de sa vie disparu, la veuve est psychologiquement traumatisée. Des plaies profondes restent à jamais ouvertes et personne ne peut les refermer. Au-delà du noir des tenues qui marquent symboliquement le deuil, c'est aussi une peine insondable et des souffrances intimes. Elles sont au cœur de la vie

d'après, indissociables de l'intime et en cela tout aussi graves que les blessures physiques qui touchent 5,5 millions de blessés qui rentrent du front. Mais elles sont moins visibles, interiorisées et souvent même cachées.

Le désarroi de ces femmes

À Fontenay-sous-Bois, la guerre a laissé environ 265 veuves. Un drame massif, des drames qui changent largement la vie familiale de la commune. C'est un chiffre énorme, qui recouvre autant de tragédies, qu'un siècle de commémorations a passé sous silence. On a du mal à s'imaginer le désarroi de ces femmes elles aussi victimes de la guerre. L'exemple de Joséphine Freund est de ce point de vue marquant. Cette belle jeune femme, fille d'une mère alsacienne originaire d'Hégenheim avait pourtant tout pour être heureuse. Née en 1896, elle épouse Gaston Désiré Collart, le 6 décembre 1917. Lui qui a 22 ans est fourreur dans le civil. Il

est alors 2^e classe, au 65^e régiment d'infanterie. Ils habitent au 207, avenue de la République, un petit immeuble de trois étages en brique, assez récent, dont la façade est joliment décorée de lignes horizontales rouges et dont le haut des fenêtres surligné d'un liseré de faïence verte. Après quelques jours de bonheur en permission, Gaston qui a combattu à Verdun et au Chemin des Dames, repart au front. Début 1918, il est affecté dans la région de Reims. C'est là qu'il meurt de ses blessures, précisément à Saint-Thierry, le 3 août. Il a été touché de deux balles à la poitrine. Il laisse une sœur de 20 ans, Germaine. C'est le maire de Fontenay, Charles Bassée, qui doit annoncer à Joséphine la terrible nouvelle. Immédiatement le sourire de la photographie de couple a disparu, remplacé par des larmes. La tenue noire est désormais de rigueur. C'est l'effondrement de son monde, de tous les rêves d'avenir envisagés avec son bien-aimé. Joséphine se retrouve veuve et seule dans l'appartement. Elle a néanmoins la chance de bénéficier immédiatement du soutien consolant de sa mère et de ses tantes qui habitent en ville. Cette aide à la fois matérielle et morale lui permet de survivre malgré la douleur et l'absence. Mais la blessure intime persiste, sans un mot, profondément et sourdement présente, jusqu'à son décès en 1976. Malgré tous ces malheurs, cette jeune veuve a la chance de rencontrer, au début des années 1920, un homme, Raymond Marais, avec qui elle a ensuite deux enfants, Maurice en 1922 puis Mireille en 1926. Une nouvelle famille se construit avec eux. Ces joies n'effacent cependant pas le drame qui l'a frappée, en août 1918. Les photographies qui nous sont parvenues montrent que rien de cette première vie n'avait été oublié... /

Un armistice tant attendu

Le 11 novembre 1918, jour de la cessation des hostilités, est et demeure une date particulière.

Attendue depuis des mois, la fin des combats est l'aboutissement d'un processus qui s'est accéléré depuis l'été. En effet, le revers de la contre-offensive allemande le sort de la guerre a basculé. L'échec de leur offensive portée sur la Marne à l'ouest immédiat de Reims met fin à une guerre de position engagée près de quatre années plus tôt. Les troupes du Kaiser ont bien compris alors qu'elles n'ont plus aucun espoir de victoire face aux Français et aux Anglais épaulés par non moins de quatre millions de « soldats frais » venus d'Amérique. Les combats du 15 au 20 juillet ont été, de ce point de vue, décisifs. Le 3 octobre l'empereur Guillaume II a nommé comme chef du gouvernement le prince Maximilien, héritier de la famille de Bade. Il espère que ce nouveau chancelier réputé comme modéré sera en mesure de négocier le moins mal possible pour l'empire la sortie du conflit face aux Alliés. L'automne 1918 voit en effet la situation de l'Allemagne politique, diplomatique et militaire se dégrader rapidement. Le pays n'est plus vraiment contrôlé. Il est au bord du chaos et de la guerre civile. L'exemple de ce qui s'est passé en Russie pour les Romanov en 1917 est un avertissement. Il pourrait bien arriver des événements comparables à la maison Hohenzollern. Les alliés du Reich quittent l'un après l'autre le combat rendant l'ouverture de négociations sérieuses avec l'ennemi tout à fait impérieuse. Elles s'engagent rapidement. Le 9 novembre l'empereur allemand se résout à une abdication qui est devenue inévitable. Côté français cette nouvelle montre que la situation se débloque enfin. Clémenceau et le généralissime Foch

font presser le pas des pourparlers. Ils aboutissent le 11 novembre à la signature, dans la voiture 2419D de la compagnie internationale des wagons-lits, du texte de la convention d'armistice.

Sous pression

Il est paraphé, après des discussions âpres, longues mais un peu déséquilibrées entre alliés et représentants plénipotentiaires allemands. Il est 5h15 du matin. La pleine nuit recouvre encore la clairière Rethondes dans la forêt de Compiègne. En quelques semaines, le rapport de force a complètement changé. Les « vaincus » doivent se soumettre aux volontés des « vainqueurs ». Ils doivent dans le mois qui suit faire évacuer la rive gauche du Rhin, livrer

« La joie de la "victoire" a souvent un goût amer. »



C'est la victoire. Carte postale fin 1918. Fonds Breuillelot. Archives Municipales de Fontenay-sous-Bois.



En attendant la victoire. Carte postale de 1916. Don Dominique Codevelle. Archives Municipales de Fontenay-sous-Bois.

la quasi-totalité de leurs armes et abandonner leur flotte et leur aviation. Ils sont sous pression. L'armistice est conclu pour une période de 36 jours renouvelable. S'il n'est pas appliqué les hostilités peuvent reprendre. Mais pour l'heure, en ce jour de la Saint-Martin (apôtre des Gaules et, ce n'est pas un hasard, saint patron de la France) les combats doivent cesser à onze heures du matin sur l'ensemble du front. La nouvelle est transmise officiellement partout. Cette cessation des activités militaires pressentie et attendue depuis quelques jours aux quatre coins du pays et en particulier dans les tranchées sonne comme une délivrance. Ce lundi matin, la France bénéficie de conditions anticycloniques d'automne. Il fait moins de 2 degrés à Paris et à 7 heures, si le ciel est couvert, il y a des gelées blanches dans les jardins de Fontenay-sous-Bois.

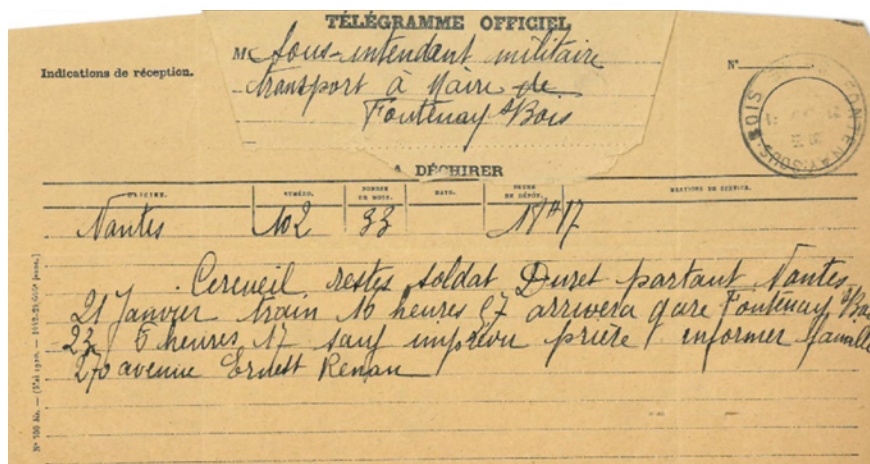
Un moment historique

La nouvelle n'est pas encore connue en ville. Les élèves se pressent dans les écoles Victor-Duruy, rue de Joinville et Jules-Ferry, rue Roublot. Mais

en milieu de matinée, les directeurs font irruption dans les classes et informent les maîtres et maîtresses que les cours sont suspendus. Les enfants poussent des cris de joie en apprenant qu'ils sont renvoyés chez eux. Ils quittent les salles dans une cohue peu habituelle mais exceptionnellement admise. Tous ne comprennent pas clairement qu'ils vivent un moment historique. Mais ils sont surpris et heureux de pouvoir « sauter les cours ». À 11 heures précises, les cloches de la cathédrale Notre-Dame de Paris se mettent à sonner la volée. Le bourdon Emmanuel est le premier à retentir. Certains témoins disent qu'il fut entendu même à Fontenay. Puis immédiatement après les cloches de l'église locale, Saint-Germain-l'Auxerrois démarrent leur chant. Il dure de longues, très longues minutes.

À la sortie des écoles, cette journée est cependant marquée de tristesse pour certains enfants qui ont perdu leur père durant la guerre. De la même façon, une vieille enseignante de l'école de filles de Roublot fond en larmes ayant perdu ses deux fils « morts pour la France ». De même pour les centaines de familles en deuil cette journée du 11 novembre 1918 n'est pas très festive. La joie de la « victoire » largement médiatisée et mise en avant par les gouvernants a souvent un goût amer. Loin des réjouissances et acclamations de rigueur à la Chambre où Clémenceau lit les conditions de l'armistice à 16 heures, dans nombre de maisons et d'immeubles de Fontenay il y a un mélange de pleurs et de soulagement. Il est difficile de savoir aujourd'hui quels sentiments dominent alors les cœurs et les âmes mais il est certain qu'ils sont mélangés et bien éloignés des images colportées par la propagande officielle. /

Le retour ou l'absence des corps...



Télégramme annonçant au Maire de Fontenay l'arrivée des restes du soldat Duret. Archives Municipales de Fontenay-sous-Bois, fonds Codeville.

La guerre de 1914-1918 a été un drame humain incomparable en terme de nombre de morts pour la population de Fontenay. 623 soldats sont décédés des conséquences du conflit. Tués aux combats, morts de blessures, de maladies, par accident ou disparus, les renseignements militaires sont assez précis sur leur fin. Une fois le décès officiellement enregistré par l'armée, c'est au maire de la commune qu'est transmise la nouvelle. Charge à lui de prévenir les familles. C'est à Charles Bassée, élu en 1912, qu'incombe cette pénible tâche durant tout le conflit. Il se déplace en personne au domicile des familles et annonce la mort en présentant ses condoléances. Moment pénible répété des centaines de fois qui devient comme une habitude macabre. Le maire prend sur lui pour rendre hommage à ces morts et se montrer digne en toute circonstance de ce que la Nation attend de lui comme représentant de l'État.

Récupération des corps

Mais au cours de la guerre le premier magistrat est confronté à une autre problématique, celle de la question des corps de la commune morts pour la France... Le retour des corps des enfants de la ville tombés à la guerre est une question importante qui soucie beaucoup les familles. Elles en ont besoin pour entamer leur travail de deuil. Mais elles sont très loin d'y avoir toutes accès. Les circonstances du conflit posent des problèmes majeurs. Une partie des poilus réputés morts sont en effet portés disparus. Pour 30 d'entre eux, le corps n'a pas été retrouvé. Perdu sur les champs de batailles. D'autres ont été enterrés à la va-vite dans un coin du front sans

que l'on sache vraiment où. C'est particulièrement vrai au début de la guerre lors des batailles de l'été 1914 avant que la guerre ne prenne racine dans les tranchées. Lors des premières offensives, c'est encore une guerre de mouvement et le déplacement des troupes laisse peu de place au souci des corps. D'autre part la brutalité de la guerre des tranchées et des bombardements a parfois déchiqueté les soldats et éparpillé leurs restes. La récupération des morts n'est donc jamais chose facile. Là encore, le maire, correspondant de la République dans la ville a un rôle de coordination et de lien dans les démarches administratives. L'exemple du rapatriement des restes du soldat Duret de l'avenue Ernest-Renan montre que c'est lui qui est prévenu de l'arrivée du cercueil et chargé de contacter la famille.

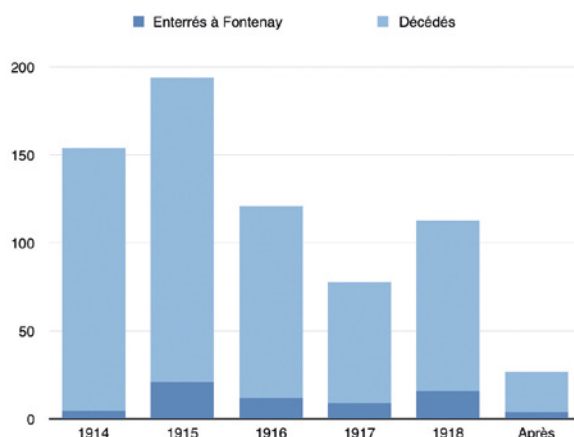
Au total ce sont 67 corps ou restes de corps qui sont rendus aux familles. C'est-à-dire que seuls 10,75 % des poilus décédés sont inhumés dans le cimetière communal. Ils sont bien moins nombreux que ceux, par exemple, qui reposent dans les cimetières militaires ou les nécropoles

nationales créés après-guerre. Certains combattants y ont été transférés sans que leurs familles en aient été informées. Si le décès est annoncé et retranscrit dans les registres d'état civil, l'emplacement du cadavre demeure inconnu. Pour ceux dont les corps reviennent, le maire doit, en plus des démarches administratives et des relations avec les familles, donner les autorisations d'inhumation. Quand ils reviennent durant la guerre, les corps des poilus sont placés dans les sépultures familiales.

Honorer les morts

Assez vite cependant, vu leur nombre et l'importance symbolique des dépouilles de ces « héros morts pour la Patrie », il est envisagé de créer un lieu de mémoire en leur honneur. Il existait déjà à Fontenay, depuis peu, un monument aux morts. Celui en mémoire des victimes de la guerre de 1870 inauguré en 1913 (!) au bout du boulevard des écoles (aujourd'hui André-Bassée) juste derrière la mairie. Il existe toujours de nos jours mais a été déplacé dans

l'actuelle rue de l'Ancienne-mairie. L'idée d'un monument spécifique est lancée dès l'année 1919. Un comité pour l'érection du monument aux morts est constitué. Il organise des collectes de fonds afin de financer le projet. Il est fait appel au sculpteur Paul Roussel (1867-1928), prix de Rome en 1895 pour réaliser la statue. Il s'agit d'une femme en deuil, voilée de crêpe et en pleurs qui dépose de la main droite une fleur en souvenir des enfants de Fontenay morts pour la France. La statue est posée sur un socle circulaire où figure une dédicace. Elle représente la commune qui pleure ses disparus. L'inauguration a lieu le 6 juillet 1924, soit presque 10 ans jour pour jour après le début de la Grande guerre. Cérémonie grandiose organisée avec un défilé venant de la mairie précédé de l'harmonie locale la Lyre, les drapeaux et la fanfare du 21^e régiment d'infanterie. De nombreux notables ont fait le déplacement ainsi que des centaines d'habitants qui ont souvent perdu un membre de leur famille. Le monument est situé alors au centre du cimetière. Autour, en cercle, il y a des tombes de soldats. Une partie cependant des familles (treize) préfère que les défunts restent avec leurs proches dans les tombes familiales. La statue est, dans la seconde moitié du XX^e siècle, déplacée avec les tombes de quelques dizaines de mètres pour former l'actuel carré militaire. À proximité immédiate reposent 54 morts de 14-18. Certaines familles n'ayant pas récupéré le corps de leur proche créent parfois des plaques commémoratives ou des médaillons qui sont scellés sur les tombes. Un moyen d'avoir aussi un lieu de mémoire personnel malgré l'absence... /



Soigner les traumatisés psychiques ?

La guerre des tranchées par sa brutalité phénoménale marque une étape nouvelle dans l'histoire des traumatismes liés aux combats.

Pour la première fois, des soldats sont confrontés pendant des mois et des mois d'affilée, sans interruption, à l'utilisation d'armes dont les conséquences sur les organismes étaient jusqu'alors inconnues. Le confinement dans des boyaux boueux à attendre un éventuel assaut et le bruit continu des canons sont souvent source de troubles qui confrontent les médecins à l'inconnu. Les corps et les âmes sont impactés au plus haut point. La violence de guerre touche des millions d'hommes qui côtoient la mort de près jour et nuit. L'utilisation massive de l'artillerie, le souffle des obus de tous calibres, les projections de montagnes de terre et de boue à chaque impact se révèlent rapidement être dévastateurs sur des hommes peu préparés à croupir dans un tel enfer.

Assez vite après l'enlèvement des combattants dans les tranchées, des symptômes jusque-là inconnus font leur apparition au front mais aussi dans les hôpitaux provisoires et dans ceux de l'arrière. Des soldats souffrent d'un mal inconnu que l'on a au début du mal à comprendre : « l'obusite ». De jeunes hommes hier en pleine condition physique semblent devenus des pantins incontrôlables. Après avoir subi une ou plusieurs ondes de choc liées à l'explosion d'un engin à proximité (bombe, grenade, mine ou le plus souvent obus), ils sont touchés par des symptômes nerveux parfois très impressionnants. Il n'y a pas forcément de lésion physique apparente mais un traumatisme psychique, une névrose profonde. La peur est un facteur important de ces troubles. Peur d'être tué, déchiqueté par une bombe, enterré vivant à cause de l'artillerie... Certains de ces soldats déterrés après avoir été ensevelis vivants sont mutiques. Ils peuvent être prostrés en

position accroupie et incapables de se relever, d'autres sont pris de tremblements et incapables de contrôler leurs mouvements, d'autres encore le regard vide ne peuvent plus que pousser des bruits qui ressemblent plus à des borborygmes qu'à des mots.

Considéré avec suspicion

Cette forme de folie appelée parfois « psychose des barbelés » est qualifiée par les médecins militaires britanniques de *shell-shock* qui l'ont classé dès 1916 comme traumatisme mental. Ce que l'on connaît aujourd'hui sous le nom de « syndrome de stress post traumatique » est tout d'abord considéré avec suspicion par l'état-major français et les médecins militaires. Ce mal nouveau et relativement massif est d'abord nié. Les médecins des ambulances, ces corps médicaux avancés, ont des instructions fermes. La volonté de l'armée devant ces troubles encore inexplicables est de renvoyer rapidement le plus grand nombre de ces poilus au combat. Certains sont même traités de simulateurs et traduits devant le



Docteur Roger Dupouy à l'hôpital d'orientation et d'évacuations de Saint-Gilles, près de Fismes (Marne), 27 janvier 1918. Collection Archives Municipales de Fontenay-sous-Bois.



Château de Fontenay, maison de santé du docteur Dupouy. Collection Archives Municipales de Fontenay-sous-Bois.

conseil de guerre. Rapidement cependant, la question divise les spécialistes. Dans un monde où la psychiatrie est encore balbutiante on se méfie de la folie et de ce qu'elle pourrait cacher. Mais le nombre des soldats touchés par ces troubles se compte par dizaines de milliers dans les troupes françaises et autant chez les alliés. Les examens approfondis sur les patients montrent que les armes de guerre ont créé des troubles psychiatriques importants qui doivent être pris en compte. Avec le conflit, la psychiatrie doit s'adapter. Comment faut-il soigner ces « blessés » ? Près du front ? À l'arrière ? Par quelles méthodes ? Plusieurs ont été expérimentées. Assez variables dans la façon de faire et l'efficacité. Ce qui est certain c'est qu'en 1917 les séances de chocs électriques sont abandonnées au profit d'une approche neuropsychiatrique. Les progrès de cette branche de la médecine mettent en évidence, durant la guerre, qu'il est préférable de traiter les chocs psychiques le plus tôt possible, sur le front même. Si ces blessés ne sont pas ou peu reconnus et pensionnés, la psychiatrie progresse et établit les tableaux cliniques pour tous ces syndromes. Ils ne font l'objet d'un barème d'indemnisation que 75 ans plus tard !

Les traumatisés psychiques

Un Fontenaysien fut en première ligne de ces questionnements médicaux. Le docteur Roger Dupouy était en effet un neuropsychiatre réputé, ancien chef de clinique à la faculté de médecine de Paris. Spécialiste des affections du système nerveux, il collabore en 1913 à la revue *L'Encéphale*, journal mensuel de neurologie et de psychiatrie. Comme des milliers de médecins il fut mobilisé dans le service de santé des armées. Sur une photographie datée de janvier 1918 il est sur le front de Champagne, près de Fismes dans la Marne. Affecté dans un groupe médical de la 69^e Division de Réserve, il y travaille avec près d'une

soixantaine d'hommes : médecins, pharmaciens, infirmiers et officiers d'administration. Comme médecin il est confronté à toutes les blessures de guerre, toutes les affections, toutes les pathologies et tous les symptômes possibles. Malgré l'importance numérique du traitement des blessures physiques causées par les obus, les balles et dans ce secteur les baïonnettes, l'attention du docteur Dupouy est particulièrement attirée par les traumatisés psychiques. Sa formation, sa spécialité et ses centres d'intérêt le font surtout regarder de près ces hommes dont le mental est particulièrement atteint. Depuis des années il a exercé son métier à la Maison de santé de Fontenay-sous-Bois, le Château. Il s'agit d'un établissement privé situé au 23, rue Saint-Germain sur le site de l'actuel stade André-Laurent. Il se compose de plusieurs bâtiments dans un vaste parc qui s'étend jusqu'aux Carrières et à l'actuelle rue Gérard-Philippe. Il est implanté dans la commune depuis 1899 et Roger Dupouy y travaille depuis des années. Avant-guerre il accède à la direction médicale de cette institution. La principale spécialité de cette maison est le traitement des affections nerveuses, de la neurasthénie et plus globalement des maladies mentales. C'est à la fois un centre de soin et de convalescence mais qui n'accueille pas les cas les plus graves d'aliénation. Après sa démobilisation, en 1919 le docteur reprend la direction du Château doté d'un matériel de pointe. Son but est de soigner, soulager et accompagner les patients dans leur rétablissement. Si nous ne disposons pas de listes précises des malades et convalescents accueillis on sait que l'expérience de guerre du directeur est un élément important dans l'accueil de traumatisés de guerre. Si les progrès de la psychiatrie sont encore lents, le passage du médecin directeur sous l'uniforme lui a fait acquérir une connaissance poussée des effets psychiques et psychologiques du conflit. Elle lui est très utile avec ses nombreux patients... /

Fontenay solidaire en action



Photographie de Trucy avec soldats allemands assis sous le chêne centenaire.
Avant 1917. Archives Municipales de Fontenay-sous-Bois, fonds Breuil.

La guerre de 1914-1918 a occasionné des destructions matérielles inimaginables sur une ligne de front s'étendant en territoire français du Nord à la frontière suisse. Avec la fin des combats, on pense à la reconstruction. Dans des espaces ravagés, en l'absence de main d'œuvre, la tâche n'est pas aisée. Il manque près de 1,7 millions d'hommes tués et il y a des déplacés par centaines de milliers. La volonté de réparer les dégâts s'avère compliquée à réaliser. C'est dans ce cadre que l'État fixe des objectifs de reconstruction et charge différentes communes du département de la Seine de parrainer des villages sinistrés. Ainsi, en 1919 un arrêté préfectoral désigne Fontenay pour devenir la ville marraine de Trucy dans l'Aisne. Il s'agit au départ d'un effort de solidarité imposé à l'administration communale qui doit prendre sa part de l'effort national de reconstruction.

Un chêne centenaire

Trucy est un village du canton de Craonne. Il comptait avant-guerre, comme de nos jours d'ailleurs, une population de 149 habitants qui se consacraient essentiellement à l'agriculture. Les villageois y cultivaient des céréales, des pommiers, des haricots et des asperges. L'entrée du village possède un château doté d'un parc avec dépendances situé à l'angle de la rue Basse et du Champ Lambin dont la propriétaire réside habituellement ailleurs. L'église de la Sainte-

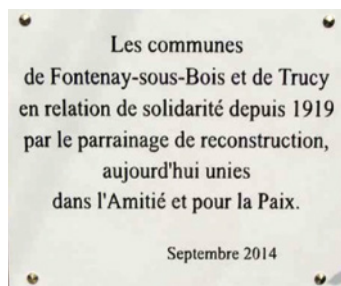
Trinité est un vaste édifice roman du XII^e siècle, classé monument historique en 1886, qui avait fait l'objet d'une campagne de relevés et de croquis très précis en 1911 par le ministère des Beaux-Arts. Le village est à 2 kilomètres au nord en contrebas du Chemin des Dames, cette route de 25 kilomètres située sur une ligne de crête qui relie les vallées de l'Aisne et de l'Ailette. Il possède aussi un arbre remarquable, un chêne centenaire planté en nivôse an II (janvier 1794) pour commémorer la prise de Toulon par les généraux de la République le mois précédent. Durant la guerre, sa ramure dépasse largement les maisons qui sont à proximité. Avec les combats, la région est fortement bouleversée. Trucy se retrouve en territoire contrôlé par les troupes allemandes. À partir du 12 septembre 1914, la ligne de front se fixe à deux kilomètres au sud du village. Le village reste « occupé » par les troupes du kaiser jusqu'à l'automne 1918.

C'est de cette position stratégique que viennent les malheurs de la commune. De l'automne 1914 à avril 1917, le village se situe sur ce que les stratèges appellent la seconde ligne de front. On est à l'arrière des lignes allemandes dans une zone considérée comme un « front passif ». Elle est cependant dans la zone des 15 kilomètres autour du pont de contact entre les armées ennemies et donc dans un secteur d'échanges réguliers de tirs d'artillerie.

Village détruit

La photographie présentée ici montre des dégâts déjà importants sur les bâtiments. Avec l'offensive Nivelle du printemps 1917 et la bataille du Chemin des Dames qui se poursuit jusqu'en octobre, le village voit un déluge de feu s'abattre sur lui. L'armée de Soissons depuis l'Ouest et la 10^e armée de Mangin depuis le Sud pilonnent Trucy durant des semaines. Les deux reliefs saillants du village, l'église et le vieux chêne servant de repères à l'artillerie, sont détruits. Enfin, l'offensive française de septembre-octobre 1918 amène Trucy en première ligne et occasionne là encore des destructions considérables. Le canonnière Louis Foucquet, premier habitant à retrouver le village le 13 octobre 1918, écrit à son épouse : « La plupart des maisons sont fortement démolies, souvent tombées sauf des murs d'1,50 m de haut qui restent ». Tout le village est détruit. Une seule habitation est

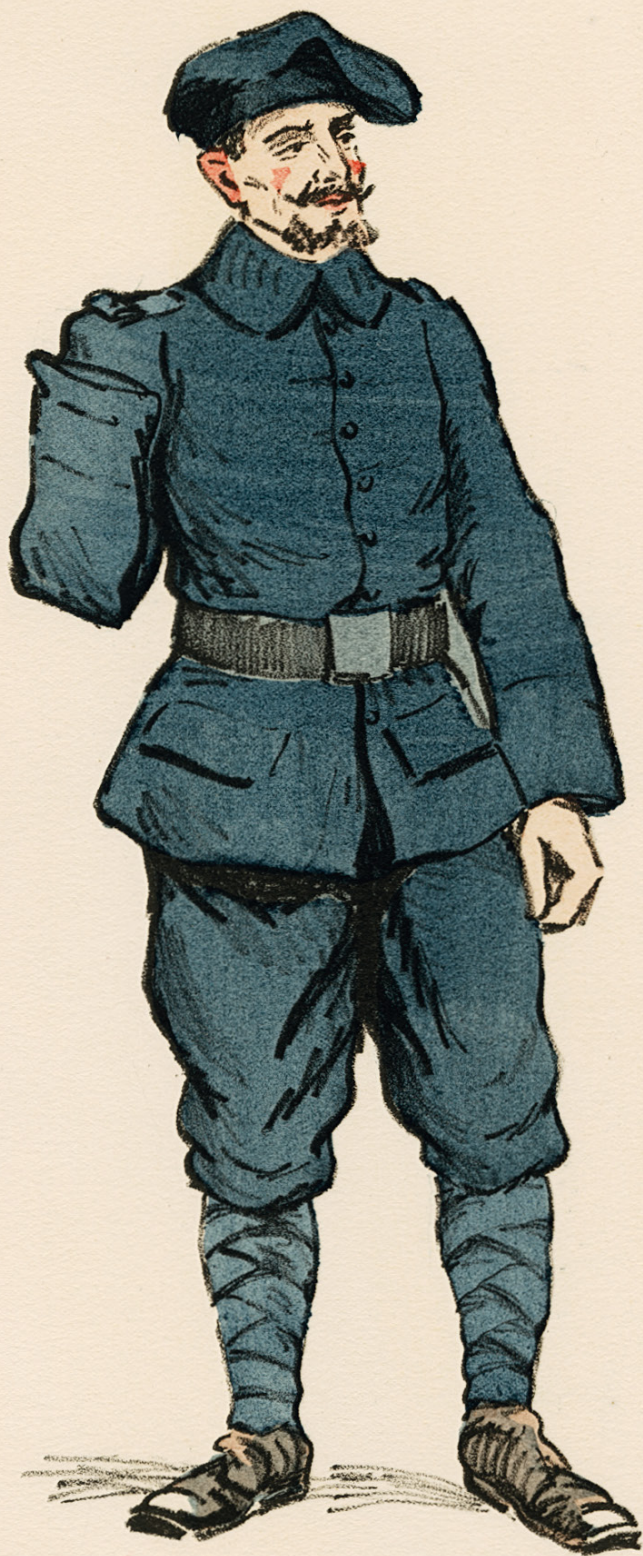
déclarée « réparable » par l'architecte de la coopérative de reconstruction ! Comme l'ensemble du secteur Trucy est classé en « Zone Rouge », le coût de la reconstruction dépasse la valeur des sols. Au fil du temps, cette zone est révisée à la baisse et le village en sort. En 1919, des baraquements préfabriqués sont installés pour faire office d'habitations provisoires pour les habitants qui reviennent. Fontenay participe dès 1919 au financement de la reconstruction. Le travail est coordonné par Victor Lespagnie, adjoint du maire Henri Gaveau puis maire lui-même de 1925 à 1935. Collectes de fonds auprès de la population, vote de subventions par le conseil municipal, la commune s'active pour Trucy, alors 175 fois moins peuplée qu'elle. Des kermesses sont organisées avec les écoliers afin de doter les enfants du village de livrets de caisse d'épargne, de linge et de souliers... En 1926 une rue de Fontenay est baptisée de « rue de Trucy ». La ville aide à la rénovation à l'identique de l'église qui débute en 1928. Elle fournit des financements pour rebâtir les maisons, l'école-mairie et électrifier le village. En juillet 1933, la municipalité se rend dans l'Aisne pour l'inauguration du monument aux morts et le baptême des cloches de l'église relevée de ses ruines. De nos jours les relations entre les deux communes se poursuivent. C'est dans ce village martyr que Fontenay et ses villes jumelées ont célébré le centenaire du retour de la paix et la solidarité... /



Plaque apposée sur la mairie de Trucy, photographie Loïc Damiani.

"Pro Patria"

Par l'artiste



Jeoffroy
1915

- Le bras droit, quel dommage!
- C'est pas gênant, je suis gaucher.

178
245